

Feuilleton *Le Cinquième Saut*

Épisode 1

Profession-Gendarme

Avertissement : L'édition originale du Cinquième Saut comprend plus de cinq cents notes. Cette édition numérique publiée par Profession-Gendarme n'en a conservé qu'une trentaine, particulièrement utiles. Dans le même esprit, quelques autres ont été intégrées directement au texte.

Présentation de l'ouvrage

Colombey-les-Deux-Églises, janvier 1957. Un vieil homme monte dans une DS aux taules presque aussi tannées que lui. Cet homme, ce géant qui s'avance sur les graviers feuillus de la Boisserie, c'est Charles de Gaulle. L'Homme du 18 juin s'apprête encore une fois, directement, à sauver la France. Mais dans cette entreprise héroïque, il le sait, d'une manière ou d'une autre, le mensonge sera le maître-mot. En même temps que la vie ou la mort, à chaque seconde. Le Général parviendra-t-il à accomplir le Cinquième Saut ? Réussira-t-il à changer la face du monde et, telle une onde, celle de l'univers, pour le sauver aussi ? Après avoir tout vaincu... jusqu'à lui-même ?

Auteur d'essais et d'articles qui ont profondément renouvelé le récit de la décolonisation franco-africaine, Alexandre Gerbi retourne ici l'histoire comme un gant. Au fil d'une épopée qui tient de la fresque uchronique, du roman d'espionnage et du conte, une autre idée de la Ve République renaît avec ses espoirs fous et ses rêves engloutis. Une clef essentielle pour comprendre enfin ce qui pourrait peut-être, encore, sauver notre époque...

LE CINQUIÈME SAUT

DU MÊME AUTEUR

Histoire occultée de la décolonisation franco-africaine, Imposture, refoulements et névroses, L'Harmattan, 2006.

Profil d'une Révolution, pour une nouvelle histoire d'amour, article publié dans *L'Afrique : Histoire d'une longue errance ?* Actes du Colloque, L'Harmattan, 2007.

L'Amor est morte : De la « décolonisation » et de l'avenir franco-africain, article publié dans *Décolonisation de l'Afrique ex-française : enjeux pour l'Afrique et la France d'aujourd'hui*, Actes du Colloque, L'Harmattan, 2010.

La République inversée, Affaire algérienne (1958-1962) et démantèlement franco-africain, avec Raphaël Tribeca, L'Harmattan, 2011.

Histoire inavouable de la Ve République, De la révolution inversée au désastre contemporain, L'Harmattan, 2015.

Crise française : sources inavouables pour une issue fraternelle, article publié dans la revue *Lignes* n°50, mai 2016.

Le Toton de Welching Gulch ou L'Extraordinaire histoire de Marcellineau d'Anjoux, western, Éditions du Plaqueminier, 2022.

Alexandre Gerbi

LE CINQUIÈME SAUT

OU

**LE LIVRE BLANC
DE CHARLES DE GAULLE**

Chronique d'une Résurrection

Éditions du Plaqueminier

à ma mère

Épisode 1

*Il leur dit : « Si jamais la couronne du roi
Me venait sur la tête, ayez la certitude
Que je chasserais comme une vieille habitude
Le grand fléau du Sud, car c'est mon juste droit !*

*Vous m'entendez, Messieurs, jamais le désarroi,
N'attendrira mon cœur madré, duplice, rude !
Je renverrai ensemble et le sage et la prude
Méditer sur l'amour dans un cachot étroit.*

*Mon devoir est fixé, nul n'y fera obstacle !
De l'avenir divin je suis le réceptacle !
L'utopie fraternelle exige un nouveau tri ! »*

*Les deux hommes ravis d'un si joli spectacle,
Eux, les experts en putsch, en billard et en tacle,
Ricanèrent, angleux : « It's OK, we can try ».*

*Georges Perec,
Sonnets musettes,
Denoël, 1978*

Prologue

SOCRATE

*Veux-tu être considéré par nous
comme un tricheur ou comme un homme divin ?*

ION

*Ce sont là choses bien différentes, Socrate.
Car il est beaucoup plus beau de passer
pour un homme divin.*

Platon, *Ion*

En 1958, lorsqu'il revint aux affaires après plus de douze ans d'éclipse, bien peu se doutaient que Charles de Gaulle deviendrait non seulement le plus grand homme de l'Histoire de France, mais encore le plus grand homme de l'Histoire du monde. Ou, pour reprendre la célèbre formule de Diori Hamani¹ :

« Le plus grand homme de l'Histoire des hommes. »

Pourtant, en écoutant ses discours d'Alger, Constantine, Bône, Oran ou Mostaganem, les 4, 5 et 6 juin 1958, un esprit sagace eût pu pressentir le prodige. Au fil de ces cinq harangues prononcées en terre africaine, celui qui était déjà « *le plus illustre des Français* » préparait, pour qui sait entendre, un tournant d'une ampleur jamais vue². Sous l'éclatant soleil d'Algérie, s'ébauchait par les mots un programme politique et social que l'État français avait longtemps promis et très partiellement réalisé, mais jusque-là refusé, pour des raisons ténébreuses, de pousser à son terme. En s'adressant au peuple de sa voix vibrante, Charles de Gaulle annonçait une Révolution.

Liberté, Égalité, Fraternité ! En scandant ces mots, en les faisant reprendre en chœur par la foule, l'ancien chef de la France libre permettait à la République de devenir vraiment elle-même. En tenant ses promesses séculaires au profit de tous ses enfants, il rendait à la plus ancienne nation d'Europe, certains disent la plus sage, le moyen d'incarner ce que, depuis 1789, ses déclarations lui avaient valu de gloire aux quatre coins de l'univers. En chevauchant par le Verbe l'Idéal, De Gaulle permettait à la France de connaître une sorte d'assomption...

*

**

Rien ne prédisposait cet officier « *de filiation nationaliste et conservatrice, voire monarchiste* » (Pierre Viansson-Ponté) ouvertement réactionnaire, à accomplir une révolution progressiste d'envergure cyclopéenne. C'est contre toute attente que cet admirateur de Maurice Barrès et de Charles Maurras dépassa le cadre étriqué de l'Hexagone pour faire siens, tout à la fois, les rêves exaltés de la Nuit du 4 août, les positions du Parti Communiste issu de la Résistance en 1945³, les préconisations de l'avant-garde de l'école anthropologique française, tout en comblant les légitimes aspirations des populations de l'Empire et de métropole. Ainsi Charles de Gaulle, tel un nouvel Alexandre, prit place parmi les plus grands génies politiques de l'Histoire, en démontrant que la fille aînée de l'Église est bien la doyenne des nations.

Avant que ne s'ouvre l'année 1958, qui aurait pu deviner que cet ancien adepte de l'Action française, grand pourfendeur, dans le secret de son boudoir, de la démocratie et de la République, pourrait se révéler un jour le champion et même l'idole de la démocratie et de la République ? Comment imaginer que ce professeur de Saint-Cyr imbuvable, nourri à la mamelle perverse des années 20 et 30, « *un temps séduit par les thèses racistes d'Adolf Hitler*⁴ », terrasserait les démons du siècle et ferait de cette victoire le socle de sa pensée, de son action et finalement de son apo théose ?

Conséquence de ce tour de force politique et idéologique, en l'an de grâce 2019, le Général semble avoir définitivement imprimé sa marque à tout l'échiquier politique français. Soixante ans après son retour au pouvoir, majorité comme opposition ne sont plus peuplées que de gaullistes : gaullistes de droite, gaullistes de gauche, gaullistes du centre, jusqu'aux gaullistes d'extrême gauche et aux gaullistes d'extrême droite. À la question, « *Charles de Gaulle était-il un génie ?* », 99% des Français interrogés répondent OUI, quand moins d'un sur cent ne se prononce pas, outre-mer aussi bien que dans l'Hexagone.

À l'étranger, les résultats sont tout aussi impressionnants. Selon un sondage *Sofres-Planète* réalisé entre avril et mai 2018, 87% de la population mondiale plébiscitent Charles de Gaulle, quand seulement 8%, essentiellement concentrés dans le monde anglo-saxon, sont d'un avis contraire tandis qu'à peine 5% se déclarent « *sans opinion* ». Ce dernier chiffre démontrant que le Général, devant Salvador Dalí, Pablo Picasso, Elizabeth Law-Higgins, Napoléon, Karl Marx, la Joconde ou encore Salif Keïta, est la personnalité la plus célèbre du monde...

Cela semble une évidence. Pourtant, comment un homme né en 1890 et déjà au soir de sa vie a-t-il pu, pour ainsi dire à lui seul, conduire en quelques années la France jusqu'à sa résurrection ?

Pour le savoir, il faut parcourir son règne du regard, dans sa complexité comme dans ses abysses les plus mystérieux. Une profusion de visions et d'inventivité politique, qui préparèrent le redressement d'un pays qu'en 1958, l'Histoire semblait avoir condamné à quitter, pour la première fois depuis plus de mille ans, le premier rang des nations.

A.G.
Alger, France,
13 mai 2019.

Sous l'effet du toxique, le sujet trouve parfois plaisir à se mutiler. L'œil effaré, il se tranche un membre, puis l'autre, puis le suivant. La lame dans la chair, la découpe procurent à celui qu'elles diminuent une volupté inouïe. L'orgasme sanctionne même quelquefois la section. (...) Au bout de l'opération, il ne reste plus à l'homme devenu tronc que ses dents pour tenter un maladroit auto-égorgement. L'abdomen et la tête demeurent alors seuls, enfin seuls, immobiles sur le trottoir. N'importe quel passant, aussi frêle soit-il, peut alors achever l'infirme, à coups de pied dans le visage ou dans le ventre. (...) Et si le sang coagulait, et si les plaies soudain cicatrisaient ? Si les épaules, les bras, les jambes tout à coup repoussaient ? On parlerait alors à juste titre, de miracle ; et le passant pourrait, peut-être, redevenir l'ami.

Douglas J. Morriison,
Réflexions sur le LSD et autres chimies,
traduction Victor Valentin,
Plon, 1959

I.

Prémices de la Révolution (1957-1960) ou Le temps des dupes

*Ainsi la mort seule serait définitive ?
Démosthène*

Mémoires trahis

Dans ses *Mémoires trahis*, publiés un an avant son suicide, Michel Debré écrit en lettres de bile :

« Charles de Gaulle m'a longtemps dissimulé ses véritables intentions. À l'automne 1957, lorsqu'il m'encouragea à créer Le Courrier de la Colère⁵, il m'expliqua que le moment était venu de rallier l'armée et les partisans de l'Algérie française, en les chauffant à blanc. Dans le droit fil des actions que nous avons conduites au cours des années précédentes, il fallait, me dit-il, provoquer une agitation violemment hostile à la IV^e République. Quelques mois encore et le fruit serait mûr. Alors viendraient le soulèvement et le putsch, qui assureraient notre retour aux affaires. Dans sa mégalomanie, l'ingrat paraissait oublier que toutes ces idées venaient de moi. (...) Lors de nos innombrables entretiens, tout au long de sa traversée du désert, mille fois je lui avais répété que l'Algérie serait un

cancer pour la France, qu'il fallait nous débarrasser d'elle comme de tous nos territoires d'Afrique, afin de nous libérer de leurs cohortes indigènes. Mais pour y parvenir, nous devons subjuguier les masses aussi bien que les militaires. Feindre d'être acquis à leur cause, quoique celle-ci fût l'exact contraire de la nôtre : le coup d'État était suspendu à cette combinaison. (...) Charles de Gaulle faisait mine de partager tous mes points de vue. Il accueillait chacune de mes analyses, quelle qu'en fût la profondeur, comme une plate évidence. Retors, il ironisait sur l'égalité accordée aux indigènes, soulignant les dangers irrémédiables d'une fraternité ouverte à tout vent. Et lorsqu'il n'abondait pas dans mon sens, c'était pour surenchérir et me reprocher ma modération ! Il moquait alors ce qu'il appelait mes « épanchements ». (...) J'étais loin d'imaginer que Machiavel habitait La Boissière⁶ et qu'il ne pensait pas un mot de ce qu'il gloussait à mes oreilles. Jamais je n'ai songé que la dupe, ce n'était ni l'armée, ni les partisans de l'Algérie française, ni [Jacques] Soustelle, mais moi ! (...) Comment aurais-je pu soupçonner qu'entièrement manipulé, au lieu d'assurer le salut de la France éternelle et des miens jusqu'à la millième génération, je creusais leur tombe et irais passer le restant de mes jours dans les geôles gaullistes ? »

La trajectoire de Michel Debré, des lambris dorés de Matignon aux murs craquelés d'une obscure cellule de la Santé – avant d'autres destinations plus infamantes encore –, reflète la savante comédie à laquelle se livra Charles de Gaulle de 1958 à 1960, aux dépens de certains de ses plus intimes collaborateurs, mais aussi de ses puissants appuis internationaux. En particulier de ce qu'on appelait alors les États-Unis. Ouvrant ainsi presque trois décennies d'un prodigieux roman politique dont notre époque est le fruit parfumé.

Mais pour bien comprendre le mécanisme torsadé de ce scénario impossible, la trame complexe et vivante de ce film d'espionnage vertigineux comme une tragédie antique, il faut d'abord faire plusieurs bonds en arrière...

De Sud en Nord

Alger, 26 janvier 1957, 17h15.

L'hiver déploie sa douceur sur la deuxième ville de France. Les derniers rayons du jour irradient le ciel d'un mélange d'azur vert et de rose diapré. L'atmosphère s'irise d'une brume délicate et changeante. Le jour s'étire. La mer se parseme de millions d'éclats cuivrés. Dans le crépuscule, les hautes arcades du front de mer bleuissent, les terrasses s'animent. C'est l'heure de la sacro-sainte anisette. Une foule bavarde se presse sur les boulevards et déborde, joyeuse, des avenues.

Au premier étage d'un bar étudiant très fréquenté, l'Otomatic, une puissante déflagration ravage les toilettes des dames. Les râles se mêlent aux cris. Dans les décombres encore fumants, on relève plusieurs corps féminins déchiquetés. Au même moment, sur le trottoir d'en face, à la Cafétéria, un autre engin explose. Les sirènes d'ambulance hurlent. Dans un déluge de verre, une troisième charge souffle la devanture du Coq Hardi, un établissement plus cossu situé à quelques rues de là. Bilan : cinq morts et une quarantaine de blessés, dont beaucoup de mutilés. La plupart des victimes sont européennes, jeunes et féminines.

Une poignée d'activistes du FLN (Front de Libération Nationale) est l'auteur du triple attentat. L'organisation indépendantiste entend ainsi répondre à un autre crime perpétré cinq mois plus tôt.

Le 10 août 1956, vers minuit, dans la Casbah, des fanatiques de l'Algérie française ont déposé un gros pain de plastic au pied d'un très vieil immeuble. Le bâtiment s'est effondré sur ses occupants endormis. Un grand nombre de cadavres d'enfants furent tirés des ruines. Cette opération se voulait une réplique à une série d'assassinats commis au cours des semaines précédentes par le FLN, lequel prétendait venger

l'exécution de plusieurs de ses membres, terroristes condamnés à mort par la justice française elle-même accusée d'oppression colonialiste. Ce que la presse appelait pudiquement « *le cycle de la violence* ».

De Nord en Sud

Colombey-les-Deux-Églises, le même jour, 17h30.

En Haute-Marne, la nuit est déjà noire et glacée. D'un petit râteau de bois, Francis Marroux fait éclater l'épaisse couche de givre qui couvre le pare-brise de la DS. Le Général passe un instant le nez à la porte de La Boisserie. Saisie par l'hiver, la longue silhouette rentre dans sa demeure et referme prestement derrière elle.

Quelques instants s'écoulent, la DS ronronne. La porte s'entr'ouvre à nouveau. Chaudement vêtu, Charles de Gaulle embrasse tendrement Yvonne, sa femme, puis foule à grandes enjambées les graviers de la cour ; les feuilles de chêne durcies par le gel couinent sous son pas majestueux. La haute stature s'engouffre enfin dans l'habitacle. Francis Marroux semble, par contraste, minuscule. Il démarre.

*

* *

Chaleur dans l'habitacle. De Gaulle, d'un geste élégant, défait son écharpe. Le moteur monte en régime. Les vitres de la Citroën s'embuent. Colombey disparaît entre les collines enténébrées. Le Général laisse son esprit glisser dans la nuit, bercé par les mouvements de la route. Ses souvenirs se perdent dans le halo des phares et le défilé des arbres...

À Paris, tous les corps de l'État sont infiltrés par ses hommes : le gouvernement, l'Assemblée, la haute administration, l'armée... Peu nombreux, certes, une poignée de compagnons. Mais ils sont bien là, légion fidèle tapie dans

l'ombre, prêts à passer à l'action dès que le signal sera donné. Au doigt et à l'œil, ils obéiront. Et puis il y a le gros, l'énorme morceau de l'Algérie. Cette fois, ses agents y sont en nombre. Ils formeront l'avant-garde du mouvement. L'armature précieuse des partisans qui barbotent dans les milieux séditieux. Le panier de crabes des « *défenseurs de l'Algérie française* » ! Un marais d'officiers écœurés par le « *Système* », des colonels, des capitaines remontés comme des pendules, abouchés avec des Pieds-Noirs particulièrement tête-brûlée. Activistes purs et simples qui grenouillent en lisière des rangs militaires, là imbibés par eux, ici les imbibant. Descendants de Provençaux misérables, de Communards rescapés, d'Alsaciens, de Lorrains exilés après 70. Tous les damnés de la terre de France, que les convulsions des XIXe et XXe siècles ont refoulés et réunis au Couchant. Des figures anachroniques et farfelues arrivées en guenilles, auxquelles sont venus s'agréger les quatre coins d'Europe. Espagnols, Italiens, Maltais, Suisses, Allemands... additionnés de Berbères, d'Arabes et de Juifs « *plus français que les Français* ». Idéalistes diversement illuminés, royalistes mystiques, pétainistes rudimentaires, communistes en rupture, républicains et monarchistes pleins d'affinités. Ce ramassis d'enragés, ce précipité hétéroclite, ces gros bras prêts à tout, Michel Debré en est le spécialiste et le meneur souterrain. L'éminence grise, le saint-patron malicieux. « *Leur vraie âme damnée et leur fieffé chef d'orchestre, un vrai combinard* », s'émerveilla De Gaulle en lui-même...

*

* *

Dans la DS lancée à pleine vitesse, régnait à présent une chaleur d'équateur. Pourtant, à l'instant, d'affreux picotements envahirent la nuque et comprimèrent la tête du Général. Un froid sépulcral saisit son cou et rayonna dans toute sa mâchoire. Il enragea.

Malgré ce patient labeur, malgré ce travail d'orfèvre, malgré ces mois, ces années d'intrigues, malgré ces doubles, ces tri-

ples, ces quintuples jeux, la IVe République tenait encore debout. Plus de dix ans qu'elle s'incrustait, la Gueuse, qu'elle tripatouillait les Institutions pour mieux le neutraliser, lui, De Gaulle, et le museler jusqu'à ce que mort s'ensuive. Irrésolus dans la conduite du Pays autant qu'habiles à le circonvenir, les trotte-menu du Système jouaient de cet État qu'il avait eu la folie de leur léguer, de leur abandonner un funeste matin de janvier 1946. Arc-bouté sur une Constitution débile, mais idéale pour nuire à Charles de Gaulle – Bayeux était si loin ! –, leur méduse déliquescence s'accrochait comme une sangsue goulue sur le dos de la France...

Douze longues années s'étaient ainsi écoulées, interminable chemin de croix dans Colombey changé en Golgotha et enfin en mouroir. Ce soir encore à La Boisserie, sur son bureau, un *Paris Match* chapardé à Yvonne étalait le visage insipide d'un président du Conseil qui porte trop bien son nom : *Guy Mollet*. Las ! De faiblesse en déconfiture, de forfaitures en démissions, voici qu'usé jusqu'à la corde, le Système renâclait. Il refusait de lui rendre *sa* place ! Le Général prit une profonde inspiration.

Restait, bien sûr, l'Armée. Les gaullistes n'étaient point parvenus à en phagocyter le haut commandement. En Algérie, des ribambelles de capitaines et de colonels se disaient prêts à marcher. Mais presque tous les généraux se voulaient républicains ! Alors pour renverser l'architecture tellement honnie, tellement perverse et torve du Système, il lui fallait asséner de sidérants coups de boutoir et actionner des leviers herculéens. Ébranler de titanesques engrenages. Déchaîner les typhons. Transpercer la Terre. À défaut, pensait Charles de Gaulle déjà au soir de sa vie, sa pitoyable traversée du désert s'achèverait dans le Néant.

Le cordon fut donc puissamment noué, savamment noué avec Washington, dont le bras était alors fort long en France. Tellement long qu'il se confondait avec celui d'un certain Michel Debré. Quant à Moscou, le fidèle Gaston Palewski en faisait son affaire. Via l'ambassade russe dont les charmes

slaves avaient survécu aux Soviets... Et foin des mauvaises langues susurent que le KGB avait aussi ses entrées rue de Solférino.

En pensant à tout cela, l'Homme du 18 juin, qui n'était pas encore celui du 13 mai, ricana bruyamment :

Francis Marroux (jetant un coup d'œil dans le rétroviseur) : « *Tout va bien, mon Général ?* »

Charles de Gaulle (se reprenant) : « *Tout va très bien, Francis.* »

D'Est en Ouest

Paris, le même jour, 23h24.

Charles de Gaulle hissa son interminable enveloppe charnelle hors de la DS. Une fine pluie arrosait l'asphalte du XVI^e arrondissement et gelait déjà sur la carrosserie de la Citroën. Sous les pieds du Général, le macadam parisien paraissait plus rude que les graviers couineurs et feuillus de La Boisserie.

Devant la porte de l'hôtel La Pérouse, à l'abri d'un parapluie couleur de muraille, dans un imperméable assorti, un tout petit personnage au regard fuyant l'attendait sur le trottoir. Cette sorte de nabot se précipita à sa rencontre.

« *Bonsoir, mon Général. Puis-je me permettre de vous demander si vous avez fait bon voyage ?* » De Gaulle tendit machinal une main flasque, un peu moite, et trancha : « *Allons-y, Debré* ».

*

**

Ce jour était à marquer d'une pierre blanche. Grâce aux « *petits arrangements* » de Debré, le paria De Gaulle avait

rendez-vous, pour la première fois depuis 1947, avec le tout-puissant John Foster Dulles, secrétaire d'État américain. Tout au long de la décennie, le contact avait été maintenu entre l'ancien chef de la France libre et celui qui était devenu le patron de la diplomatie US. Par le biais des ambassadeurs états-uniens à Paris ou de hauts gradés de l'OTAN, ou encore à l'occasion, sous l'aimable patronage de l'ambassade britannique.

Bien entendu, pour plus de sûreté, le Connétable avait jugé bon de conserver auprès de lui un officier traitant, dûment appointé par la CIA. Ce précieux interlocuteur lui permettait de maintenir une liaison directe et théoriquement permanente avec Allen Dulles et par conséquent avec son grand frère, John Foster.

Chaque mois, dans son petit bureau miteux de la rue de Solférino, à Paris, le reclus de Colombey recevait la visite de John « Jack » Hasey, le premier américain qu'il avait fait compagnon de la Libération. Les deux hommes s'étaient connus à Londres en 1940, lors d'un dîner avec un ami commun. Le jeune Jack Hasey, alors âgé de vingt-quatre ans, tomba instantanément sous le charme de l'âme naissante de la Résistance française. Par la suite, il assura la liaison entre le Général et Dwight D. Eisenhower, alors commandant suprême de la force expéditionnaire alliée en Afrique du Nord. Au début des années 1950, devenu commandant des armées alliées en Europe, le même Eisenhower fit entrer Hasey à la CIA. Comme de logique, l'Agence l'affecta à Paris, avec De Gaulle pour « cible », une cible parfaitement consciente et consentante. Mais en dépit de ce contact entretenu par l'intermédiaire d'Hasey avec les plus hautes sphères états-uniennes, c'était seulement la première fois depuis dix longues années que De Gaulle retrouvait en personne John Foster Dulles, flanqué pour l'occasion de son petit frère Allen, chef de la CIA⁷.

Par mesure de prudence, la rencontre, totalement secrète, n'aurait pas lieu dans son bureau parisien, « *bien trop exposé*

aux yeux et aux oreilles des olibrius », mais plus discrètement à l'hôtel La Pérouse, où le grand homme avait ses habitudes...

*

* *

Les douze coups de minuit venaient de sonner à la pendule anglaise du petit salon cossu qui jouxtait les appartements du Général. Relégué au rang d'exilé politique dans son propre pays, l'ancien chef de la France libre fit son entrée, en civil, un œillet bleu nuit à la boutonnière. Debré hideux dans son ombre.

La paupière veloutée, un petit sourire amical aux lèvres, Charles de Gaulle salua d'abord longuement les frères Dulles qu'il ceintura ensemble de ses immenses bras, agrémentant ces effusions de petits « *how are you ?* » semblables à ceux qu'il avait jadis l'habitude de servir à Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill.

Décontracté, très *smart*, le grand sexagénaire portait beau malgré l'heure avancée. La fatigue du voyage accentuait le relief de son noble visage, que les épreuves du siècle avaient sculpté autant que l'exil intérieur. Cette physionomie dantesque contrastait étrangement avec un corps long encore souple et un œil vif, presque pétillant. Le Général prit place dans un fauteuil crapaud, un verre de whisky largement mouillé d'eau à la main.

Deux heures durant il choya ses hôtes, en les abreuvant des réflexions dont, depuis des lustres, lui-même et Debré tartinaient les murs de La Boisserie. Conceptions qu'il avait resservies à Jack Hasey, mois après mois, années après années, dans le trou à rat de la rue de Solférino. A toutes fins utiles, et à destination de qui l'on sait...

Face aux Dulles aujourd'hui tout ouïe, l'ermite de Colombey expédia d'abord les affaires économiques d'une formule unique et lapidaire :

*« L'Afrique est, et restera, un tonneau
des Danaïdes pour la France. »*

Pour que « *les mots ajustassent leurs poids* », il laissa s'installer un long silence. Les diplomates états-uniens le dévorèrent des yeux, suivaient le moindre de ses gestes. Toujours sans mot dire, De Gaulle se leva d'un mouvement athlétique, traversa le salon comme un somnambule aérien et s'en alla butiner une excellente reproduction du peintre Boucher au mur. Pendant d'interminables instants, expert et maître en son domaine, l'un des plus puissants cerveaux que la Terre ait porté se livra à l'examen minutieux du chef-d'œuvre. Il lâcha enfin :

« *Mademoiselle O'Murphy était un fameux tendron !* »

Tendus comme des cordes à piano, les deux presbytériens éclatèrent en petits rires étouffés. Le regard de Charles de Gaulle se fit alors austère. Il scruta par la fenêtre le ciel invisible, le silence parut vaciller. Fort de son enracinement barrésien qu'il savait notoire, le grand sexagénaire s'apprêtait à déployer les étincelantes visions civilisationnelles dont il avait le secret. Les quatre yeux des Dulles gravitaient autour de lui, ceux de Debré vrillaient ainsi deux sphères dans l'univers infini.

Le Général tourna sur lui-même « *comme un astre vivant* » (Max Gallo) et regagna son fauteuil crapaud. Il ménageait ses effets, savourant le plaisir de faire languir, tel le thaumaturge, des hôtes de marque. Les émissaires de Washington ne perdaient pas une miette de ses multiples rictus. Renfrognant son muflle, le géant purlécha encore le bord de son verre de whisky, dilata plusieurs fois sa narine, entr'ouvrit enfin ses paupières où parurent des iris fulgurants. En prélude, il exalta les Morts :

« *Ils forment l'humus de nos forêts, de nos champs et de nos vignes. Ils sont notre substance même, l'Esprit qui nous fut transmis* ».

Puis il célébra « *la grandeur du Roy, figure impériale, à la fois perpétuelle et incarnée, qui fera toujours défaut à la République* ». Habité par son sujet, l'ancien professeur

d'Histoire à Saint-Cyr convoqua « *les mânes de Clovis, de Charlemagne, de Saint Louis et du Roi-Soleil* ». Puis il évoqua longuement, la gorge nouée, « *Louis Capet, mort d'avoir été trop bon* ». Il glorifia ensuite, d'un seul mouvement, « *l'œuvre admirable de l'Empereur, la clairvoyance de Louis-Napoléon, le discernement de Lyautey* », consacrant d'amples envolées à « *la communion du Chef avec la terre qui est celle d'Europe et de l'Église, non celles d'Asie ni d'Afrique, leurs marabouts hirsutes et leurs roides pagodes, lorsqu'il s'agit du sang de France, du saint chrême et de ses martyrs.* » Pendant ces digressions, les Dulles opinaient frénétiquement du chef et parfois applaudissaient.

Un bon quart d'heure fut consacré à ces considérations inspirées. Le Général jugea que les Américains avaient reçu leur content d'acuité et de grâce. D'un bond, il revint à l'âge contemporain et au plancher des vaches. La voix perchée dans les aigus, ouvrant par instant une bouche hargneuse, il fustigea les « *foutriquets de l'Intégration* », « *les apprentis-sorciers du métissage* », « *les maniaques de la fusion* », « *aveugles et même enthousiastes aux vastes désagrégations ainsi qu'aux ruines qu'engendre la bougnoulisation* ».

Manifestement préoccupé par ce dernier aspect des choses, il s'emporta en de violentes diatribes contre les « *musulmans* », accusés de « *servir des gouffres* ». Le long réquisitoire qu'il consacra à cette question qu'il estimait « *cruciale* » – ce mot fut hurlé – s'acheva en chamboule-tout. Il prit pour cible la totalité des indigènes de l'outre-mer français, quelle que fût leur religion ou leur race. Recru d'acrimonie, semblant concentrer sa rage dans la couperose nacrée de ses joues, il accusa ceux qu'il appelait « *les Bougnoules et les Nègres* », « *sans qu'ils s'en rendent seulement compte (...) mus par l'insatiable démon de la braguette mais aussi, plus sourdement, par quelque dessein collectif entièrement délétère* » de « *menacer la France de leur poids mort, de leur fatalisme et de leurs superstitions* ». S'acharnant particulièrement sur les Arabo-Berbères d'Algérie, il fustigea, chiffres à l'appui – l'âge avait laissée intacte sa prodigieuse mémoire –,

le « *lapinisme galopant des bicots, leur atavisme mendiant, leur passion frénétique pour la fantasia et la rapine* ».

Les frères Dulles buvaient en *connoisseurs* les paroles du « *prophète de La Boisserie* ». Celui-ci le voyait bien. Comme il remâchait une fois de plus le plat préféré de ses spectateurs, le cristal du lustre de l'hôtel La Pérouse vibra de la « *nécessité indiscutable* » du « *dégagement d'Afrique* », « *en particulier d'Algérie* », pour « *épargner à la France les chemins de l'abîme* ».

En guise de bouquet final, le plus illustre des Français termina son feu d'artifice *made in La Boisserie with Debré*, en affirmant l'« *incompatibilité millénaire de l'Occident chrétien et de l'Orient mahométan (...) et l'absolue supériorité du premier sur le second* ». Avant de consacrer un impressionnant et passionnant épilogue aux « *murailles infranchissables des civilisations* ».

Durant ces envolées, le Général « *papillonnait étrangement des yeux* » (A. Dulles), « *était soudain frappé de fulgurants strabismes* » (J.F. Dulles) ou « *clignotait des paupières comme une grosse carpe* » (M. Debré), chacun mettant ces manifestations oculaires sur le compte de l'émotion qui saisissait l'homme.

Pourtant, que se passait-il exactement dans la tête de Charles de Gaulle ? En ces instants, livide puis écarlate, aussi mouvante que la peau d'une seiche, parfois striée ou en damier, sa physionomie traduisait-elle l'exaltation d'une âme aux profondeurs inouïes, la gésine d'une nation, son incarnation en travail, ou trahissait-elle de plus troubles remous ? Bien présomptueux qui prétendrait trancher ces insondables questions. Seuls ses actes permettent de déduire, quelquefois, les pensées intimes d'un homme. Et dans ce domaine, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'avenir ne lésinerait pas.

Le masque et les « cacahuètes » de l'Intégration

Le plan secret concocté dans le salon de l'hôtel La Pérouse ne se bornait pas à d'amples visions transcendantes et civilisationnelles. Au-delà d'une méditation sur la nature des cultures et le destin des hommes, ce plan comportait aussi un volet plus tactique, d'aucuns disent plus retors. Un de ces stratagèmes sans lesquels « *l'histoire n'est pas l'histoire. À l'intérieur des géants, il y a la mécanique du char. Derrière l'ouragan soufflent les vents* », expliqua le Général aux Dulles concentrés. « *Le Verbe n'entre en action qu'en sacrifiant aux corruptions mondaines. Pour coaliser les forces du Bien contre le Mal, il faut un prétexte républicain. Lequel permettra aussi de justifier le coup d'État* ».

Les deux États-Uniens et Debré échangèrent des regards furtifs. Les aphorismes gaulliens reprenaient presque mot pour mot leurs propres analyses et rejoignaient leurs conclusions les plus avancées. Allen Dulles plongea du menton, pendant que John Foster glapit avec son énorme accent *yankee* qu'il fallait « *évidemment distribuer des bananes et des cacahuètes aux gogos* ». Debré souligna la nécessité « *d'emprunter un masque* ». Le Général répondit avec un grand sourire que ces « *amuse-bouche* » et ce « *déguisement* » étaient tout trouvés, et qu'ils se résumaient en un concept : l'Intégration. Charles de Gaulle était sûr de son effet. Il savait Debré et les Dulles parfaitement d'accord, de longue date, sur cette option stratégique dont Debré s'était, de longue date, fait le chantre. Et les Dulles savaient qu'il le savait.

Anthropologie et Intégration

Le concept de l'Intégration n'était pas sorti tout armé du « *beau crâne* [de Charles de Gaulle] » (André Malraux). Il était le fruit d'une longue élaboration dans les coulisses de l'école anthropologique française. Liés les uns aux autres de brillants disciples à maîtres vénérables et vice-versa, Paul Rivet, Robert Delavignette, Albert Bayet, Jacques Soustelle, Germaine Tillion, Claude Lévi-Strauss, composaient une galaxie de résistants et de savants nourris de philosophie, de sociologie et d'ethnographie, au service d'une anthropologie frappée aux coins de l'humanisme et de l'humanité. Confrontés par la nature même de leur objet d'étude à la problématique coloniale, ils avaient naturellement imaginé une solution pour en sortir. Dans l'intérêt des populations d'outre-mer comme de celles de métropole. Claude Lévi-Strauss en avait livré l'épure dans son célèbre ouvrage *Tristes Tropiques* :

« Si, pourtant, une France de quarante-huit millions d'habitants s'ouvrait largement sur la base de l'égalité des droits, pour admettre vingt-cinq millions de citoyens musulmans, même en grande proportion illettrés, elle n'entreprendrait pas une démarche plus audacieuse que celle à quoi l'Amérique dut de ne pas rester une petite province du monde anglo-saxon. Quand les citoyens de la Nouvelle-Angleterre décidèrent il y a un siècle d'autoriser l'immigration provenant des régions les plus arriérées de l'Europe et des couches sociales les plus déshéritées, et de se laisser submerger par cette vague, ils firent et gagnèrent un pari dont l'enjeu était aussi grave que celui que nous nous refusons de risquer. Le pourrions-nous jamais ? En s'ajoutant, deux forces régressives voient-elles leur direction s'inverser ? Nous sauverions-nous nous-mêmes, ou plutôt ne consacrerions-nous pas notre perte si, renforçant notre erreur de celle qui lui est symétrique, nous nous résignons à étriquer le patrimoine de l'Ancien Monde à ces dix ou quinze siècles d'appauvrissement spirituel dont sa moitié occidentale a été le théâtre et l'agent ? Ici, à Taxila,

dans ces monastères bouddhistes que l'influence grecque a fait bourgeonner de statues, je suis confronté à cette chance fugitive qu'eut notre Ancien Monde de rester un ; la scission n'est pas encore accomplie. Un autre destin est possible. »

Dans la pratique, c'est un ami de Lévi-Strauss, Jacques Soustelle, comme lui anthropologue de réputation internationale, spécialiste des civilisations amérindiennes, qui avait jeté officiellement les bases de ce vaste projet nommé *Intégration*, dès 1955, en Algérie.

L'Intégration selon Soustelle

Dans l'ample biographie qu'elle lui a consacrée, Françoise Giroud résume ainsi la genèse de sa vie politique :

« Fils d'un ouvrier devenu comptable et d'une modeste employée, ce protestant cévenol était l'un des esprits les plus brillants de sa génération. La laideur physique qui l'affligeait n'avait d'égal que l'extraordinaire intelligence dont la Nature l'avait doté. Bachelier à quatorze ans, normalien à seize, cacique de l'agrégation de philosophie à vingt, Jacques Soustelle incarnait le prototype du surdoué de basse extraction dont la République avait assuré l'ascension. Étudiant militant antiraciste et antifasciste dans les années 1930, c'est tout naturellement que l'élève de Paul Rivet, le grand anthropologue, se retrouva, dès l'âge de vingt-huit ans, directeur adjoint du Musée de l'Homme, à Paris. L'épopée de la France libre le changea en résistant et en partisan résolu du général de Gaulle. Figure éminente du parti gaulliste après la guerre, Soustelle fut nommé en janvier 1955 gouverneur général d'Algérie sous le ministère Mendès France-Mitterrand, quelques mois après les événements meurtriers de la Toussaint 1954, qui marquèrent le début de la guerre fratricide dans les départements d'Afrique du Nord. »

Dans son ouvrage *Aimée et souffrante Algérie*, publié en 1956, Jacques Soustelle résumait ainsi la situation qu'il avait trouvée en 1955 :

« *Le goût du sensationnel, la recherche de l'effet, le parti pris politique, jouaient sur les nerfs déjà trop tendus de la population. Une double psychose s'accroissait : les Européens – et comment leur en faire grief ? – exposés aux agressions, se sentaient abandonnés dans leurs périls ; les Musulmans – et peut-on le leur reprocher ? – confondus dans une suspicion générale et se sentant abandonnés eux aussi, se repliaient sur eux-mêmes. Entre les deux communautés (...) qui – qu'on le veuille ou non – doivent vivre et travailler ensemble, se creusait le fossé de la méfiance et de la peur.* »

Chargé de secourir cette France nord-africaine qui basculait dans la guerre civile, l'ancien chef du renseignement de la France libre s'employa à poser les premiers jalons de l'*Intégration*. Pour saper à la racine les méfaits du colonialisme dont se nourrissait la rébellion, il affirmait l'urgence de réaliser ce triptyque : l'octroi de l'égalité politique à toutes les populations de la province algérienne, dans le respect de leur personnalité culturelle, tout en assurant leur salut économique et social.

Porteur de ce projet révolutionnaire et éminemment républicain, intellectuel humaniste et homme politique gaulliste soutenu par Pierre Mendès France et François Mitterrand, Jacques Soustelle pouvait passer pour l'homme providentiel. Pourtant, pâtissant de la réputation désastreuse des « *ectoplasmes vicieux quoique burlesques* » (Charles de Gaulle) de la IV^e République, l'homme fut d'abord accueilli par les populations d'Algérie avec la plus extrême défiance.

Qu'ils fussent Pieds-Noirs ou Arabo-Berbères, les partisans de la France avaient toutes les raisons de se méfier d'une créature parisienne. L'Indochine hantait les esprits. Moins d'un an plus tôt, sous prétexte d'une étrange défaite aux confins de la Haute-Région, à Diên Biên Phu, dans le Nord du Viêt-Nam,

la IV^e République avait livré la péninsule tout entière à une improbable sécession. Et abandonné les populations pro-françaises du Tonkin et d'Annam au massacre. À présent, la même IV^e République semblait suivre une pente analogue en Tunisie et au Maroc, proclamées coup sur coup en mars 1956. Selon un jeu insensé, puisque ces territoires, flanquant l'Algérie à l'Est et à l'Ouest, risquaient de devenir des bases arrières de la rébellion – ce qui ne manqua pas de se produire lorsque leur sécession fut acquise. Dans ce contexte de méfiance exacerbée, beaucoup de petits Blancs soupçonnèrent l'Intégration prônée par Soustelle d'être frappée de l'habituel double sceau, paradoxal seulement en apparence, de l'entourloupe et de la faiblesse du pouvoir parisien.

Convaincu que l'action l'emporterait sur les manœuvres, défiant les quolibets, ajourant peu à peu les méfiances, Jacques Soustelle s'employa à déminer le terrain. De villes en douars, de conférences de presse en discours publics, il diffusa parmi les masses indigènes et pieds-noires son concept novateur, l'*Intégration*. Semaine après semaine, mois après mois, s'adressant aux intelligences autant qu'au cœur, il assouplissait les oppositions, enfin ralliait les esprits. Sa pédagogie suivait une rhétorique bien rodée.

Soustelle explique : « *L'interlocuteur concédait souvent que le statu quo était impossible, puisqu'il savait que celui-ci engendrerait chez une grande partie des Arabo-Berbères le mécontentement, les frustrations et partant la guerre. Dès lors, il m'était aisé de le convaincre de la nécessité d'une rapide évolution égalitaire, qui priverait les indépendantistes de leur principal argument auprès des foules. Réciproquement, cette mutation politique conduirait les populations à renouer avec la France enfin déterminée à tenir dans le même amour tous ses enfants, et à les protéger contre la rébellion en s'appuyant sur eux. Car n'oubliez pas que les rebelles, depuis des années, massacraient les musulmans, cibles prioritaires de leur action psychologique.* »

L'anthropologue plaidait sa cause avec une foi d'autant plus ardente, que les massacres de Philippeville (20 et 21 août 1955) l'avaient convaincu que tout dialogue était désormais impossible avec le principal mouvement indépendantiste, le FLN.

Antithèse de la barbarie nationaliste et sécessionniste, le projet de Soustelle était conçu comme une ouverture humaniste radicale, toute en audace et générosité. Le projet pouvait sembler sidérant. Pourtant l'*Intégration* consistait simplement à mettre l'action de la France en conformité avec ses professions de foi, en incorporant au Pays tous les « Arabes » des départements d'Algérie en tant que citoyens à part entière, dans le respect de leur personnalité culturelle et religieuse. Certes, il pouvait sembler contestable de placer cette dernière concession sous les auspices de la République et des Lumières qui lui sont attachées. C'est précisément pour surmonter cette difficulté sur laquelle achoppait l'intégration des musulmans depuis des décennies, expliqua Soustelle à tout ceux qu'il rencontrait, que s'imposait un vaste programme de développement économique et social. Cet effort profiterait à l'Algérie tout entière, jusque dans ses territoires les plus reculés. À la faveur de l'instruction, les générations nouvelles s'éloigneraient des archaïsmes de la tradition, renonceraient d'elles-mêmes au statut religieux, et opteraient enfin librement et naturellement pour la loi de la République. « *Ne croyez-vous pas que nos années 60 seront suffisamment fastes et lumineuses pour abattre définitivement tous les démons obscurantistes ?* » Tel était le pari laïc que faisait Soustelle, lorsqu'on le poussait dans ses retranchements. Les difficultés qu'il rencontra répondaient à l'ampleur de la révolution qu'il prétendait accomplir.

Les ennemis de l'Intégration

L'idée d'*Intégration* avait fini par s'imposer en Algérie. Mais en métropole, l'égalité politique accordée aux Arabo-Berbères continuait d'effrayer le « *Système* ». Ni Léon Blum ni Édouard Herriot, ni l'écrasante majorité des chefs de la IVe n'auraient renié le haut patronage de Maurice Barrès dont se réclamait De Gaulle auprès des émissaires états-uniens. À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, l'auteur de *La Terre et les Morts*, surnommé « *le Prince de la jeunesse* », avait fortement influencé toute une génération de l'intelligentsia française, à droite comme à gauche. Ceux que le Visionnaire de Colombey surnommait « *les prébendiers du désastre* » se drapaient constamment dans le drapeau de la République, chantaient les gloires de la démocratie mais pour eux, l'*Intégration* prônée par Soustelle était au mieux une fantaisie hors d'âge, au pire une folie pure et simple. Ils en étaient persuadés, rien de bon ne résulterait de l'unité dans l'égalité accordée aux indigènes. Outre un pernicieux mélange racial et civilisationnel, ce chambardement provoquerait le déferlement d'un grand nombre de délégués ultramarins au Parlement. La France deviendrait dès lors « *la colonie de ses colonies* » (Édouard Herriot, radical socialiste) et la « *Reine Makoko* » ferait la pluie et le beau temps « *à la Chambre* » (Jules Moch, socialiste). À défaut de pouvoir assumer publiquement de telles positions, les adversaires de l'Intégration prêtaient donc une oreille complaisante à la revendication séparatiste en Algérie et ailleurs. Celle-ci leur fournissait un prétexte idéal pour assumer crânement leurs positions tout en se prévalant, cerise sur le gâteau, de la modernité politique. Pour le dire simplement, les partisans de l'Empire étaient ringardisés.

Ce faisant, le *Système* reprenait la rhétorique mise au point par les États-Unis et l'Union Soviétique. Alliées objectives, ces deux puissances impérialistes, depuis un demi-siècle, prônaient, encourageaient et soutenaient la sécession des

colonies européennes, assimilant l'indépendance à un grand bond en avant démocratique et social. Or, bien que sans cesse mis en avant, l'intérêt des « *peuples* » colonisés n'était qu'un artifice, une comédie pour les États-Uniens comme pour les Soviétiques qui, les uns comme les autres, écrasaient sans vergogne leurs propres minorités. Sous couvert de défendre l'émancipation des peuples colonisés, Washington et Moscou suivaient en réalité des calculs d'une grande banalité. Visant ici le même but, ils cherchaient à abattre les empires concurrents, afin d'affaiblir leurs adversaires tout en s'étendant, autant que possible, sur leurs territoires d'outre-mer ainsi laissés vacants. Les puissants réseaux dont ils disposaient, en particulier en France, furent mis au service de cette étrange cause...

Ainsi les hommes de la IV^e République décidèrent, emportés par la mode lancée par l'axe Washington-Moscou, de mettre l'Afrique subsaharienne sur la rampe de largage, au moment même où ils larguaient effectivement la Tunisie et le Maroc, en 1956, après avoir largué en bloc le Viêt-Nam, le Laos et le Cambodge en 1954, sous la houlette des mêmes, avec la complicité directe cette fois de Pékin.

Quant à l'Intégration, aux yeux de ces grands esprits hypnotisés par des doctrines absurdes, aussi étrangères qu'hostiles, ce concept abracadabrant porté par Soustelle sous la houlette des très inconséquents Mendès et Mitterrand, il s'agissait de constater qu'elle n'était ni souhaitable en Algérie, ni envisageable en Afrique noire. Il était par conséquent nécessaire et même urgent d'ouvrir des pourparlers avec les sécessionnistes algériens. Prendre langue avec les partisans de la rupture en les traitant comme des amis, quels que soient leurs intrigues et leurs crimes. On l'avait bien fait récemment en Tunisie et au Maroc, et quelques années plus tôt, non moins efficacement, du côté de l'Indochine...

En mai 1958, Pierre Pflimlin fut investi président du Conseil pour se charger de la besogne. Alger entra en ébullition.

C'est alors que survint le putsch.

Le bébé et l'eau du bain

L'Empire était dans une large mesure le bébé de l'armée. La République s'était vu offrir une grande partie de son outremer par des militaires. Faidherbe, l'ami de Schœlcher, le grand ennemi de l'esclavage, avait apporté l'Afrique occidentale ; Brazza, l'illuminé italien amoureux de l'humanité, animé par l'ardent devoir de bâtir un pont entre l'Europe et l'Afrique équatoriale. Pendant un siècle, à la tête de troupes parfois minuscules souvent constituées de soldats africains, des officiers avaient tantôt conquis par les armes, tantôt rallié pacifiquement d'immenses territoires. « *L'Afrique s'est conquise elle-même et par elle-même à la France* », comme le résumera Léopold Sédar Senghor.

Nantie d'un empire pour ainsi dire malgré elle par l'armée, avec pour mission d'en faire une terre de prospérité et de fraternité, la IIIe République avait fini, bon an, mal an, par faire siennes ces contrées lointaines et leurs populations, mais pas toujours pour de bonnes raisons. Au tournant du siècle, vers 1900, dans bien des colonies, sur fond de corruption ou d'incurie des élites politiques parisiennes, les belles déclarations d'intention sur le progrès et la propagation de la civilisation avaient rapidement cédé le pas aux prédatons les plus barbares, aux exploitations les plus cyniques, aux mépris les plus crasses. Pourtant, par-delà ces errements criminels, la colonisation portait en elle-même « *le secret de son dépassement, le germe de son abolition* ».

Il fallut le tourbillon du siècle suivant pour vaincre les tares du départ. Les campagnes de presse dénonçant dès la fin du XIXe siècle les abus coloniaux, puis le Front populaire et son souffle généreux, la conduite exemplaire des Africains durant les guerres mondiales, la Libération et le Conseil National de la

Résistance (CNR), enfin la nouvelle Constitution de la IV^e République et le combat égalitaire que les élus ultramarins conduisirent dans son cadre, tous ces épisodes infligèrent de sérieux revers à l'inégalité et l'exploitation.

La marche du temps fit reculer le colonialisme jusqu'à le museler inexorablement. À l'aube des années 1950, le progrès démocratique et social laissait entrevoir une majestueuse construction politique enfin totalement égalitaire. La sortie, par le haut, de la problématique qui secouait la France depuis près de quinze ans.

C'est alors que le Système parisien s'avisa de couper les liens entre la métropole et ses territoires ultramarins. En sombre écho aux menées douteuses et parfois sanglantes auxquelles il se livrait depuis des décennies voire des siècles « *aux colonies* », au mépris des promesses de la France et des Droits de l'Homme.

En somme, tout se passait comme si la IV^e République s'appêtait à jeter le bébé de l'Outre-Mer avec l'eau du bain colonialiste. Et de le faire dès maintenant avec l'Algérie, cœur de la France africaine. L'Armée, mère farouche, se dressa alors sur sa route.

*

* *

Le 15 avril 1958, la chute du ministère Félix Gaillard avait ouvert une crise sans précédent. À l'Assemblée nationale, un mois durant, aucun député ne fut capable de réunir sur son nom une nouvelle majorité. Georges Bidault, figure éminente du MRP et partisan de l'Algérie française, fut lui-même éliminé à la suite de défections dans son propre parti ! Suprême ironie, après moult nuits de conciliabules, bruits de couloirs au Palais-Bourbon et dans la presse, c'est le nom de l'autre figure de proue du MRP qui émergea. Une personnalité cette fois hostile à l'Algérie française : Pierre Pflimlin⁸.

À peine investi, Pflimlin affirma que « *jamais le gouvernement que j'ai été chargé de constituer n'admettra que soient*

rompus les liens unissant l'Algérie à la France ». Avant d'ajouter : « *Nous croyons qu'il existe une troisième voie : engager des pourparlers avec les responsables de ceux qui nous combattent* ». Or de quels « *pourparlers* » pouvait-il bien s'agir ? Chacun savait que les « *responsables* » en question, les chefs du FLN, n'envisageaient qu'une seule et unique option : l'indépendance. Et ils entendaient l'obtenir par tous les moyens, comme ils l'avaient démontré à travers maints attentats, massacres et atrocités.

L'interminable vacance du pouvoir métropolitain, quatre semaines durant, avait exaspéré les craintes des populations algéroises et enhardi les agents gaullistes. L'annonce que Pierre Pflimlin allait être investi, ses déclarations aussi ambiguës que contradictoires, enfin l'assassinat, en Tunisie, de trois jeunes soldats français par le FLN, mirent le feu aux poudres.

En ce mois de mai 1958, tout allait s'accélérer.

Le micmac de Mai

Étourdis par les sirènes gaulliennes, bien des officiers reçurent les déclarations de Pflimlin comme un électrochoc. Ils prêtèrent plus ou moins discrètement leur concours aux manifestants, de plus en plus nombreux dans les rues d'Alger. Le Forum, vaste esplanade du siège du Gouvernement général, fut bientôt submergé par un torrent humain. Le 13 mai 1958, l'Armée rallia ouvertement ce qui devint un soulèvement populaire et politique contre le pouvoir parisien.

Deux jours plus tard, le 15 mai, le mouvement s'amplifia encore. Au balcon du Gouvernement général, surplombant la foule en liesse, le général cinq étoiles Raoul Salan, ancien bras-droit de Delattre, « *Mandarin* » invaincu en Indochine, commandant en chef des armées en Algérie, apparut flanqué de Léon Delbecq et du général Massu, deux agents gaullistes chacun dans son genre.

Il lança : « *Vive la France ! Vive l'Algérie française ! Vive le général de Gaulle !* »

Dans la foulée, depuis Colombey, par un communiqué remis à Olivier Guichard, son chef de cabinet, le Général rompit le silence. Dénonçant « *la dégradation de l'État [qui] entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance* », il se déclara « *prêt à assumer les pouvoirs de la République* ».

Parallèlement, De Gaulle établit une jonction aussi directe que discrète avec Amory Houghton, ambassadeur des États-Unis. Par le biais d'Henri Tournet, un proche de son fidèle Jacques Foccart, et grâce au truchement du colonel Sternberg, chef de la mission américaine d'assistance militaire en France (« *Military Assistance Advisory Group* »). Pour parfaire la panoplie, John « Jack » Hasey, son officier traitant au long cours, assurait comme de coutume le lien direct avec Allen Dulles et son illustre frère.

Ce dernier, John Foster Dulles, chaque jour plus ressemblant à Nosferatu le vampire, faisait mine de n'être au courant de rien. À qui voulait l'entendre, il répétait qu'il ne comptait nullement s'immiscer dans les affaires intérieures du gouvernement français et qu'il croyait en sa solidité...

Pflimlin, moins optimiste, était dans tous ses états. Au dernier moment, son prédécesseur, Félix Gaillard, voyant Alger se dresser chaque jour plus violemment contre Paris, avait donné à Salan les pleins pouvoirs civils et militaires outre-Méditerranée. Or voici que l'homme « *le plus décoré de France* » en appelait à De Gaulle !

Bien entendu, les principaux chefs de la IV^e République se déclarèrent indignés de ce retournement inattendu du « *Mandarin* ». Au Palais-Bourbon, les députés firent bloc autour du président du Conseil. Le bras de fer entre Paris et Alger allait-il tourner en faveur du gouvernement ?

De Gaulle passa alors la vitesse supérieure. Le 19 mai, lors d'une conférence de presse donnée à l'hôtel du palais d'Orsay, à Paris, vêtu en costume civil, il déclara :

« Ce qui se passe en ce moment en Algérie par rapport à la Métropole et dans la Métropole par rapport à l'Algérie peut conduire à une crise nationale extrêmement grave. Mais aussi, ce peut être le début d'une sorte de Résurrection. Voilà pourquoi le moment m'a semblé venu où il pourrait m'être possible d'être utile, encore une fois, directement, à la France. (...) Utile, comment ? Eh bien ! si le peuple le veut, comme dans la précédente grande crise nationale, à la tête du gouvernement de la République française. »

Le nom de code était lâché : « Résurrection » ! Les généraux en avaient été prévenus et reçurent le message cinq sur cinq. Le pouvoir parisien s'entêtait, la comédie s'éternisait : le marionnettiste de Colombey invitait donc Salan à braquer sans brutalité excessive ses fusils mitrailleurs sur la tempe du président du Conseil et de l'Assemblée nationale. Le volet militaire du coup d'État avait commencé.

En Corse, du 24 au 26 mai, les partisans gaullistes, encadrés par Pascal Arrighi, député local, et Henri Maillot, cousin du Général, s'emparèrent de l'île sans coup férir. À leurs côtés, les parachutistes du colonel Thomazo, arrivés d'Alger par avion, avaient participé à l'opération. Fort de cette victoire remportée avec une facilité déconcertante – les CRS dépêchés par le ministère de l'Intérieur se laissèrent désarmer sans broncher par les insurgés –, les putschistes firent courir le bruit que des commandos pourraient prochainement rééditer l'exploit à Paris...

Dans l'ombre du régime agonisant, les tractations politiques allaient bon train. Humbert Frèrejean de Chavagneux, issu d'une famille de maîtres de forges lyonnais, puissant patron de presse étroitement lié aux réseaux états-uniens, était l'un des principaux promoteurs en France du « *complexe hollandais* ». Cette audacieuse théorie économique prônait l'abandon de l'Outre-Mer, Algérie comprise, à des fins lucratives. Pareilles

options et connexions n'empêchaient nullement, bien au contraire, Humbert Frèrejean de Chavagneux d'avoir transformé son domicile de Neuilly-sur-Seine en plaque tournante de la sédition, et d'y accueillir les agents gaullistes...

Ce 26 mai, lundi de Pentecôte, Maurice Schumann, ancien porte-parole de la France libre à Londres, actif partisan du Général, avait été reçu par Pierre Pflimlin, membre comme lui du MRP. Il avait tenté de le convaincre de rencontrer De Gaulle, mais le président du Conseil avait répondu que soucieux de ne pas déplaire à ses ministres socialistes, il n'en ferait rien. Après cette entrevue infructueuse, quelque peu dépité, Schumann se rendit chez Humbert Frèrejean de Chavagneux, où l'attendait Olivier Guichard. Ce dernier blêmit en apprenant le refus de Pflimlin et lâcha, sibyllin : « *Eh bien, dans quinze jours, le colonel X sera ministre de l'Intérieur à Paris* ».

C'est alors que Maurice Schumann fut témoin d'une scène « *extraordinaire* » : le téléphone sonna et, au bout du fil, le chef de la SFIO en personne, Guy Mollet, « *par-dessus la tête de Pflimlin* », annonça à Guichard son ralliement à De Gaulle ! Les « *bons offices* » de l'ambassade états-unienne, une fois encore, avaient fait merveille⁹...

Schumann informa immédiatement Pflimlin du retournement socialiste. Effaré, dos au mur, le président du Conseil se résigna à rencontrer le Général. Mais il exigea que l'entrevue fût tenue secrète.

Les deux hommes se rencontrèrent donc de nuit, le soir même, à Saint-Cloud. Se croyant adroit, Pflimlin posa comme préalable à tout accord que De Gaulle désavouât publiquement les généraux d'Alger et leur aventure corse. Plus adroit encore, le factieux de Colombey s'y refusa. Après deux heures de vaines palabres, la rencontre ne déboucha donc sur rien...

La menace d'une opération militaire sur la capitale restait donc plus que jamais d'actualité. On murmurait à présent que celle-ci pourrait être lancée dans les prochains jours, depuis la

métropole désormais elle-même gagnée par la rébellion. Soumis à une pression maximale, certains membres du gouvernement, aimablement mis en garde par quelque agent franco-américain, se voyaient déjà flottant dans la Seine¹⁰...

Le lendemain, tandis que la peur et la lâcheté trouvaient peu à peu des points d'accord parmi des noyés potentiels, se produisit un nouveau coup de théâtre.

Ce 27 mai à 13 heures, par un communiqué laconique dicté à Olivier Guichard, De Gaulle annonça avoir « *entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays.* » Avant de conclure, pyromane travesti en pompier : « *J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires, sous les ordres de leurs chefs : le général Salan, l'amiral Auboyneau, le général Jouhaud. À ces chefs, j'exprime ma confiance et mon intention de prendre incessamment contact avec eux.* »

Comme l'a noté René Rémond, le Général, dans son « *habile* » communiqué, « *s'adress[ait] à l'armée comme s'il détenait l'autorité légale.* » Ainsi Pierre Pflimlin, chef du gouvernement, apprit par la radio que son visiteur du soir l'avait, pour ainsi dire, remplacé !

Médusée par l'audace gaullienne, l'Assemblée nationale chancela mais tint bon. Dans un dernier baroud d'honneur, elle vota la confiance au président du Conseil. Or celui-ci ne gouvernant plus rien, il risquait désormais sa tête. Tout avait été mis en œuvre, en tout cas, pour l'en persuader. Le 28 mai au matin, décomposé, Pflimlin annonça d'une voix blanche sa démission.

Il faudrait encore quatre jours à De Gaulle, entre menaces réitérées de commandos lancés sur Paris, tractations et intimidations diverses, et finalement ralliements hétéroclites sur fond d'intrigues anglo-saxonnes, pour obtenir l'investiture,

le 1^{er} juin. Et se poser ainsi en « *sauveur* » d'une république qu'il avait lui-même mise en ballottage, avec l'aide de ses connexions occultes...

*

* *

Ce lent coup d'État militaire avait pris presque deux semaines. Les généraux d'Alger, pour que le putsch restât le plus républicain possible, voulaient s'épargner tout grabuge inutile. Quoique les résistances de ses adversaires lui fissent monter la moutarde au nez, Charles de Gaulle s'accommoda des excès de prudence de la Grande Muette, puisque tout son entourage, Debré en tête, lui répétait qu'une action en souplesse était préférable. Il n'en restait pas moins que, grâce à l'Armée et aux réseaux de la CIA activés tous azimuts, et sous l'œil de ces mêmes réseaux, un vieux général s'était emparé du pouvoir en renversant le pouvoir légal. Un parfum d'Amérique latine flottait sur la France...

Washington avait été informé d'heure en heure, minute par minute, dans les moindres détails, des progrès et des rebondissements du putsch gaullien et de l'opération « *Résurrection* ». Ce nom de code, improvisé au dernier moment, avait fait éclater de rire les frères Dulles.

La « Révolution de 58 »

Revenu aux affaires, le nouveau président du Conseil s'empressa de renverser la IV^e République. Pour ce faire, il fit élaborer tambour battant une nouvelle Constitution. Au programme : un vaste plan fraternel de développement avec l'Algérie et l'Afrique noire, assorti d'un régime fort pour l'accomplir.

Les Français étaient écœurés par le précédent régime. Le projet égalitaire proposé par la révolution de Mai dont le

Général s'était fait miraculeusement la voix, s'inscrivait dans le droit fil des rêves de 1789. Ils l'approuvèrent à 80 %. Élu triomphalement dans la foulée premier président de la Ve République fraternelle par-delà les races et les religions, le chef secret de l'opération « *Résurrection* » se retrouva, six mois plus tard, le 8 janvier 1959, président de la République, à la tête d'un régime flambant neuf. Un régime conçu, de son aveu même, sur-mesure pour lui.

Désormais fort d'un exécutif à la puissance démultipliée et d'une majorité écrasante à la Chambre, appuyé en sous-main par les gigantesques États-Unis, ayant su trouver tout aussi discrètement des mots rassurants pour l'URSS, De Gaulle disposait des moyens nécessaires pour établir une dictature. Cela tombait fort bien, puisque c'était justement sa mission, ou plutôt l'instrument de sa mission, concoctée de Washington à La Boisserie, et scellée dans les velours moelleux du salon de l'hôtel La Pérouse aux whiskys exceptionnels.

De l'autre côté de l'Atlantique, dans le très kitsch bureau ovale de la Maison-Blanche, le président Dwight Eisenhower, crâne dégarni et rose, légèrement brillant, savourait les événements en compagnie de John Foster et Allen Dulles remontés comme des pendules. Bien sûr, De Gaulle n'était pas tout à fait l'homme idéal. Ce diable de vieillard promettait de s'opposer à la création d'une fédération européenne, meilleur rempart contre le communisme et solvant idéal des nations. Et sans doute s'ingénierait-il à conserver à la France un semblant d'indépendance militaire et d'insoumission diplomatique. Peut-être même fricoterait-il, à la marge, avec les Russes. Mais qu'importe ! La priorité de l'heure, c'était la destruction de ce qui restait du *French empire*, puisque cette destruction, en condamnant à terme la puissance française, rendrait finalement possible tout le reste...

Les frères Dulles et Eisenhower pouvaient sabler le champagne. À Paris, la feuille de route était parfaitement respectée. Comme dans un bon Tex Avery, tout allait sur des roulettes parmi les cactus et les gouffres. Plus dure serait la chute.

« À nous deux, Alger ! »

Alger, 4 juin 1958.

Le Forum est en effervescence. Depuis près de trois semaines, depuis le 16 mai, la « *fraternisation* » bat son plein. Venus en délégation dans la Casbah, des officiers ont solennellement promis aux chefs de famille musulmans que l'Intégration, l'égalité politique et la justice sociale étaient au bout du chemin. Dans la concorde civile. Par et dans la France. Pour en finir définitivement avec la terreur et le sang des suppliciés. Et la mayonnaise a pris. L'Alger européen s'est soulevé le 13 mai et, trois jours plus tard, la Casbah indigène a déferlé sur lui. À mesure que la vieille ville arabe traversait Alger, le torrent a grossi. Sur le Forum, sous les acclamations européennes, la foule musulmane s'est jetée comme un fleuve dans l'océan humain qui déborde déjà la place. Emportées dans l'euphorie collective, les deux fractions du peuple de la France nord-africaine, les Arabo-Berbères et les « *Pieds-Noirs* » ont fraternisé, fusionné dans des scènes d'une bouleversante intensité.

Vus du Palais-Bourbon, les « *événements* » d'Alger parurent d'abord à la fois incongrus et scandaleux aux vieilles huiles de la IV^e République. Scandaleux, car les manifestants prétendaient ôter le pouvoir à des politiciens félons. Incongrus, car depuis le début de l'insurrection déclenchée en 1954, un double dogme parisien voulait que les Arabo-Berbères fussent collectivement indépendantistes, et les Pieds-Noirs des colons détestables et détestés. Cette triple entourloupe rhétorique – le racisme borné des Européens, le sécessionnisme intransigeant des Arabo-Berbères, leurs haines réciproques – avait permis d'esquiver la seule solution du problème : l'octroi de l'égalité politique aux populations musulmanes, conduisant à la construction d'une vaste nation multiraciale et multiculturelle. Ce refus de faire de tous les musulmans des égaux avait provoqué la guerre, depuis quatre ans. Or ce 16 mai 1958, voici que d'immenses masses d'Européens et de Musulmans

s'affirment favorables au grand saut égalitaire ! Tous fraternisent au nom de l'Algérie française, révélant la fausseté du triple dogme, et l'inanité de ses raisonnements. Éclatante démonstration, insupportable pour Paris.

Trois semaines plus tard, tandis que le microcosme parlementaire gesticule au Palais-Bourbon et dans les anti-chambres, les fraternisations intercommunautaires se donnent en spectacle à Alger. Et n'en finissent pas de s'éployer. Étourdis de chants et de danses, d'embrassades, de larmes de joie, guidés par l'amour de la paix, hommes et des femmes de toutes races et religions clament leur révolte contre la guerre et contre le terrorisme assassin. Leur lassitude des bombes et des égorgements. Leur révolte contre ce régime scélérat de la IV^e République qui préférait la guerre à l'égalité, et prétendait finalement séparer l'Algérie de la France en tirant argument de leurs malheurs ainsi engendrés. Espérant De Gaulle, qui leur doit son investiture, tout un peuple s'époumone de la joie d'avoir déjà changé le cours de l'Histoire. Grâce à eux ! Ils en sont, en tout cas, convaincus.

*

* *

Ce 4 juin, la Caravelle du tout nouveau président du Conseil apparaît dans le ciel d'Alger. Huit chasseurs Mistral dessinent sur l'azur un grand V impérieux dont l'appareil présidentiel forme la pointe. Une clameur parcourt comme une onde la mer des manifestants : De Gaulle vole au-dessus d'eux ! Il arrive !

À onze heure trente, l'avion se pose sur l'aérodrome de Maison-Blanche. Surplombé d'un soleil éclatant, le général Salan accueille le plus illustre des Français. Celui-ci salue ensuite Jacques Soustelle, les officiers et le Comité de Salut public conduit par le docteur Sid Cara.

Alger n'est qu'à vingt kilomètres, mais il faut trois heures au cortège officiel pour traverser la foule massée tout au long de la route. Les murs badigeonnés étalent de loin en loin les mots d'ordre :

« De Dunkerque à Tamanrasset, une seule France », « La Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris ».

De Gaulle salue ces messages et le peuple bigarré qui les porte. Des nuées d'enfants s'égayent au passage du Héros. Les vieux turbans rient de toutes leurs bouches édentées, aux côtés de Pieds-Noirs endimanchés ou collet-monté, de mouquères opulentes parées de leurs plus beaux atours et d'Européennes sur leur trente-et-un. Chacun veut voir de ses yeux le mythe vivant, pour l'acclamer et hurler son nom. Des films mille fois revus depuis ont rendu proverbiale l'« arrivée à Alger » du « sauveur de la Patrie » et en ont imprimé les images dans l'esprit de chaque Français et autres citoyens du monde. Juché sur le véhicule qui avance au ralenti, le général De Gaulle salue et sourit dans un indescriptible entremêlement de youyous, d'applaudissements et de hourras. Arrivé dans la ville blanche, une pluie de papiers d'argent et de confettis s'abat sur le cortège. À l'américaine.

Au balcon du gouvernement général, le grand homme élève sous les vivats les bras en triomphe. Devant lui, le peuple innombrable. Des milliers d'yeux le fixent intensément. Silence suspendu. Le Général rompt enfin la torpeur et lance, la voix solennelle et chargée d'émotion :

« Je vous ai compris ! (une acclamation, comme une délivrance, monte puissamment de la foule) Je sais ce qui s'est passé ici... Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité... Je dis la rénovation à tous égards. Mais très justement, vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà... Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui, d'un bout à l'autre, quelles que soient leurs communautés, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main... Eh bien ! De tout cela je prends acte au nom de la France... et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que

dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants... Il n'y a que des Français à part entière... Des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs...¹¹ »

Ces mots arrachent un raz-de-marée sonore des entrailles de la foule. À l'adresse d'un jeune couple qui saute de joie, un vieillard à la mine lugubre lance : « *Vous acclamez cet homme, mais vous ne savez pas qui est De Gaulle !* »

Même Cassandre peut se tromper... Car le surlendemain à Mostaganem, cette fois devant une foule à majorité arabo-berbère accourue en masse, le Général enfonça le clou comme il le faisait depuis quarante-huit heures :

« Il n'y a plus ici, je le proclame [au nom de la France] et je vous en donne ma parole, que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères qui marchent désormais dans la vie en se tenant par la main (...) Vive l'Algérie française !¹² »

Et la foule exulta.

Le Plan de Constantine

Pour réaliser des rêves, il faut agir. Sans attendre, dès le mois suivant, le 3 juillet 1958, le Général annonça qu'il entendait joindre au plus vite le geste à la parole. Cette allocution télévisée, gravée dans le marbre de l'Histoire, annonçait la naissance d'un nouveau monde. Elle traça les grandes lignes de ce qu'on appellerait le « *Plan de Constantine* » :

« Voici que s'achève la rapide et émouvante visite que j'ai rendue à l'Algérie en compagnie de plusieurs ministres. Nous sommes allés au cœur du pays et, par là, au cœur des problèmes. Tout récemment, j'ai déclaré à Alger, au nom de la France, que les dix millions de Français d'Algérie ont tous les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ce soir, je proclame que la

France entend mener à bien sur ce sol le vaste plan de rénovation qui permettra d'atteindre le but et dont tous auront leur part. Il s'agit d'abord que chacun gagne sa vie en travaillant. Dès aujourd'hui, de nouveaux chantiers vont s'ouvrir. Y sont affectés 15 milliards supplémentaires de crédits pour l'année en cours, s'ajoutant aux 62 milliards prévus en 1958 au budget métropolitain pour l'équipement de l'Algérie. (...) Cette contrée peut avoir une industrie moderne, c'est dire qu'il faut qu'elle l'ait. Les ressources nécessaires : son sol, son sous-sol les contiennent. Cette année ne se terminera pas sans que j'aie annoncé quels grands ensembles industriels nouveaux vont se construire sur ce territoire et quelles sources d'énergie auront à les alimenter. L'agriculture doit se moderniser, tirer le meilleur parti du sol, restaurer les terres dégradées, irriguer les zones sèches, très grande affaire de technique et de concours financiers que la France veut mettre en œuvre. D'autre part et dès à présent, les garanties seront données pour que soient effectivement respectées les dispositions légales destinées à protéger les travailleurs de l'agriculture. Il s'agit encore d'accroître l'effort qui, déjà, se développe si heureusement pour construire des logements dans les villes et dans les campagnes. Dès cette année sera doublé le nombre d'habitations nouvelles. Tous les jeunes Français (ce mot fut prononcé avec force), ceux d'ici comme ceux d'ailleurs, doivent pouvoir accéder à l'éducation nationale. C'est là une tâche immense. Le plan voulu est adopté avec [pour] objectif ceci : que, d'ici dix ans au plus, tous les enfants d'Algérie aillent en classe. Il faut donc non seulement poursuivre l'actuelle scolarisation mais y ajouter un effort massif d'éducation de base en faveur des populations dispersées. Il faut étendre et améliorer la formation professionnelle. Il faut multiplier les centres et les stages de préparation à la fonction publique afin d'ouvrir beaucoup plus largement l'accès aux emplois dans les administrations et les services nationalisés. Une telle œuvre, pour qu'elle soit possible et pour qu'elle soit féconde, exige la sécurité. Celle-ci, je l'ai constaté, est en voie de se rétablir

mais, en considération de ce qu'ici la France veut faire pour le bien des hommes, y aura-t-il un seul homme qui puisse lui refuser son concours ? D'autant qu'en Algérie, chacun et chacune reçoivent le droit d'exprimer librement leur volonté par le suffrage. Demain, seront publiés trois décrets prescrivant d'établir les listes électorales en vue de la grande consultation prochaine, instituant le collège unique dans toutes les communes de l'Algérie et organisant pour la première fois l'exercice du droit de vote des femmes musulmanes qui pourront, avec les autres citoyennes et citoyens, décider du destin commun à tous les Français. Et nous allons marquer à l'avance cette unité d'un signe visible : très prochainement, il n'y aura plus qu'une seule catégorie de timbres en métropole et en Algérie. La France nouvelle a de grands devoirs. Elle a donc de grands objectifs économiques, sociaux, moraux. Bref, elle a de grands projets humains. À l'Algérie, sa juste part. Vive la France ! »

Scolarité, santé, égalité

Chaque Français sait ce que fut le miracle algérien, premier d'une longue série de succès dont l'Algérie fut le modèle, le laboratoire autant que le moteur.

Très vite, conformément aux promesses du Président, de grands travaux furent lancés. En moins de deux ans, 200 000 logements sociaux sortirent de la terre algérienne en même temps que 8 000 classes d'école, tandis que plusieurs dizaines de milliers d'Algériens de condition modeste trouvaient dans ce vaste effort un travail. Ce principe profita au pays tout entier, stimulé par cet immense chantier de modernisation. Conformément aux promesses gaulliennes, les révolutions politique et économique entraînaient la sociale.

En octobre 1958, face aux journalistes interrogatifs réunis en conférence de presse, le ministre de l'Information, Jacques Soustelle, avait déclaré :

« L'objectif du gouvernement est que cesse la sous-scolarisation dont ont pâti jusqu'à présent trop de petits Français autochtones. »

Deux ans plus tard, à la fin de l'année 1960, 40% des enfants, garçons et filles confondus, étaient d'ores et déjà scolarisés. Si beaucoup de chemin restait à parcourir, les effectifs des écoliers de classe primaire avaient bondi de plus de trente pour cent en à peine deux années. *« On compte plus d'un tiers de filles, parmi les élèves âgés de 6 à 11 ans »*, précisait le ministère de l'Information.

Commentant ces statistiques, le 15 décembre 1960, le Général expliqua en Conseil des ministres : *« Je sais combien ce premier bilan (...) peut sembler insatisfaisant. Mais pour le bien apprécier, il convient de se rappeler la situation catastrophique que connaissait l'Algérie à la fin de la guerre [1939-1945] et la très lente amélioration qu'elle avait connue depuis, pour mesurer l'ampleur des progrès réalisés depuis l'été 1958. »*

Toujours selon les directives du Général, la Santé publique algérienne fut la deuxième priorité du nouveau régime. En vingt-quatre mois, s'ajoutant aux infrastructures déjà existantes, notamment les centaines de SAS (Sections Administratives Spécialisées) déployées par l'Armée à travers toute l'Algérie, 20 hôpitaux et près de 500 dispensaires furent créés. La vie quotidienne des populations s'en trouva transformée, particulièrement dans les régions les plus déshéritées. Un an et demi après l'installation du nouveau régime, l'ensemble des préfectures d'Algérie constatèrent que l'espérance de vie avait progressé de 5% (en zone urbaine) à 30% (en zone rurale).

En Conseil des ministres, le 17 avril 1961, André Malraux fit remarquer que *« la longévité augmente plus vite dans les départements d'Afrique du Nord que dans ceux de métropole »*. Aussitôt, le Général lui répondit, sur un ton particulièrement guilleret : *« Eh bien, Monsieur le Ministre, si cette tendance se confirme, je n'aurai plus qu'à passer mes vieux jours sur la*

plage de Tipaza ! », déclenchant autour de la table des éclats de rires entendus.

Le « *miracle* » algérien

Le « *miracle* » algérien ne coulait pas de source. En matière de scolarisation et de santé, la démographie galopante de l'Algérie – plus de sept enfants par femme en moyenne chez les Arabo-Berbères et plus de trois pour les Européens – compliquait sévèrement la tâche gouvernementale. Mais elle favorisait, en contrepartie, l'essor économique du pays. En quelques années, le décollage prit un tour fulgurant. De juin 1958 à juin 1961, les départements algériens affichèrent une croissance annuelle moyenne de 10%, selon un constant crescendo.

Pourvoyant au financement de ce que la presse appelait déjà le « *miracle algérien* », les hydrocarbures jaillissaient à gros bouillon des sables du Sahara, comme l'avait annoncé le Président dans son prophétique discours de juillet 1958. Si le Général avait pu voir si juste, c'est que d'énormes gisements avaient été découverts en 1956 aux portes du grand désert. Le chantier de plusieurs complexes d'exploitations pétrolière et gazière avait immédiatement été lancé par le précédent régime. Lorsque le Général s'empara des commandes, les cent cinquante puits de Fort-Polignac et de Hassi Messaoud produisaient déjà plus de deux millions de mètres cubes d'or noir par année. Un rythme que la Ve République quintupla en cinq ans. Beau joueur, le Général confia, l'air gourmand, à Alain Peyrefitte : « *Pendant les années d'exil, emporté à ferrailer contre les plus grands gougnafiens du Pays, je ne (...) reconnaissais pas le moindre mérite [à la IVe République]. Je puis avouer maintenant que la gueuse cachait sous ses jupes un trousseau mafflu. (...) Évidemment, je ne le savais que trop. Bécassine était appétissante. J'en fais aujourd'hui mes choux gras, mois après mois...* »

*
* *

Dans son monumental *Algérie : Renaissance des départements d'Afrique du Nord*, Pierre Milza note : « *L'autre point fort de l'économie algérienne était l'agriculture* ».

L'historien explique : « *À partir du milieu des années 1950, tandis que les cultures céréalières couvraient une grande partie des besoins des départements algériens, les productions maraîchères et viticoles devinrent régulièrement excédentaires. La montée en puissance des exportations, en partie amortie par le rapide développement démographique, et bien que freinée par les ravages persistants et croissants de la guerre civile à partir de 1954, relevait d'une tendance de fond que la paix revenue laissa librement s'épanouir* ».

De 1958 à 1961, sous l'impulsion du Général, la production globale de l'Algérie en matière agricole s'accrut de plus de 30%, suivant l'essor moyen du pays.

Le 16 novembre 1960, en Conseil des ministres, le Président se félicita de ces résultats « *indiscutables dans certains des principaux domaines économiques* », ajoutant que les départements nord-africains recelaient « *de prodigieuses ressources* », « *y compris celles qui restent à découvrir* ». « *Il y a toujours les phosphates !* », insista-t-il en citant le maréchal Lyautey. Les développements futurs de cette manne de matières premières, « *jusques aux plus insoupçonnées* », permettraient « *des réalisations extraordinaires* ». Il conclut par cette boutade :

« *En somme, pour que le tableau des richesses d'Algérie fût vraiment complet, il ne resterait plus qu'à découvrir, à la verticale d'Oran, un colossal gisement de pierres philosophales...* »

Tandis que Michel Debré et Maurice Couve de Murville échangeaient des regards crispés, André Malraux manqua de s'étrangler tant le mot lui sembla bon.

Vraies et fausses bannières

S'ajoutant au social et à l'économique, le politique était le troisième pilier du dessein gaullien. Avec un demi-siècle de recul, cette entreprise peut donner l'idée d'une marche évidente de l'Histoire et du progrès. Mais à l'époque, tout était alors inversé. Et parsemé de chausse-trapes susceptibles de donner le vertige à l'esprit le plus agile.

Feindre de bâtir l'Algérie française pour mieux la détruire ; glorifier l'unité afin de la briser ; prêcher la fraternité en vue de son anéantissement : le Général se conduisait en parfait acteur du Plan, du « *false flag* » (« *fausse bannière* ») de l'*Intégration* élaboré avec les Dulles. À charge pour lui d'incurver la ligne le moment venu. C'est en tout cas ce que se répétait alors, goguenard, Michel Debré, son Premier ministre depuis le 8 janvier 1959.

Or dérogeant aux plans initiaux, Charles de Gaulle fit de l'*Intégration* sa marotte. Investi premier président de la Ve République à partir de janvier 1959, grisé par ses succès électoraux, l'*Intégration* sembla même devenir pour lui une véritable obsession, son « *dada frénétique* » (Michel Debré).

Sourire gourmand accroché aux lèvres, le chef de l'État en faisait l'éloge en toute occasion. Possédé par son sujet, il bombardait systématiquement ses interlocuteurs d'explications détaillées sur l'« *importance* » de « *ce vaste concept* », qu'il proclamait « *clef de tout* ». Paraissant animé d'une dévorante flamme intérieure, il comparait l'*Intégration*, selon les circonstances, au « *théorème d'Archimède* », à celui « *de Thalès* », à l'« *œuf de Colomb* » ou aux « *rêves d'Alexandre [le Grand]* » « *permettant de résoudre hardiment tout problème et toute difficulté* ». À l'écouter, l'*Intégration* constituait une véritable martingale politique et géopolitique. Et lorsqu'un fâcheux se montrait perplexe, le pédagogue adoptait soudain une voix de stentor pour scander, néo-classique, romantique et positiviste à la fois :

« De l'égalité jailliront tous les progrès, pour peu que nous veillions au grain et que Nature y pourvoie ! »

Lucrèce, Victor Hugo et Auguste Comte réunis n'auraient pas mieux dit.

Le « chemin de croix » de Michel Debré

À partir du 17 avril 1959, après une nuit transpirante et sans sommeil toute emplie de cauchemars dont il fut incapable de se souvenir, Debré cessa brutalement de goûter le verbe gaullien. De ce jour, il s'inquiéta de voir le Général s'habiller constamment, et comme à plaisir, en apôtre de l'Intégration. Entre avril et mai, à une dizaine de reprises, il lui en fit la remarque au cours de leurs longs entretiens dans le Salon doré. Semaines après semaines, le Premier ministre interrogea – ou plutôt tenta d'interroger – le Président sur le bien-fondé de l'ardeur qu'il mettait à consolider ce qu'il fallait défaire, et lui suggéra d'infléchir « *dès à présent* » sa ligne. Mais si Charles de Gaulle écoutait poliment et remerciait chaque fois son ancien conseiller pour ses remarques, il n'en tenait manifestement aucun compte. Au reste, depuis leur dernière entrevue, depuis le 5 mai, Debré n'était plus parvenu à rencontrer en tête-à-tête le maître de l'Élysée. L'interlocuteur attentif et toujours disponible pour d'interminables échanges qu'il avait connu durant tant d'années à Colombey, à Paris et dans les premiers mois de leur règne commun, était devenu pour lui, de jour en jour, fantomatique. Sans le dire, le Général semblait l'éviter.

Le 4 juin, n'y tenant plus, le « rat Micquet », selon le surnom dont le Général l'affublait désormais à son insu¹³, demanda une audience personnelle au chef de l'État. Dans le Salon doré, le Président avait voulu que des bouquets de tulipes écarlates ornassent les sèvres. Fébrile, Debré lança d'emblée : « *Mon Général, avec tout mon respect et toute mon admi-*

ration, je ne vous cacherai pas combien je suis désorienté. Selon notre répartition des rôles, il vous revenait de souffler le froid. Mais comment pourrais-je, moi, souffler le chaud, quand vous le soufflez vous aussi, et en permanence, à la plus haute température ? Quand lancerez-vous enfin cette grande politique que, du haut de ses millénaires, la France vous réclame ? »

Moins d'un dixième de seconde s'écoula entre la fin de la question du chef du gouvernement et le début de la réponse présidentielle. Comme s'il avait prévu de longue date l'interrogation, De Gaulle déclencha du tac au tac cette fulgurante explication :

« Suivez-moi attentivement, Debré. Au début du siècle, pendant qu'il pacifiait le Maroc, Lyautey, parfaitement au fait des techniques modernes d'espionnage, brouillait savamment l'écoute de ses adversaires. Je fais de mon mieux pour suivre son exemple, afin d'acculer mes ennemis ! »

Ces cinq derniers mots furent prononcés avec l'accent rocailleux d'un vieux Marseillais de la Canebière au petit matin sur le Vieux-Port. Pareille inflexion méridionale dans la bouche d'un Lillois de naissance¹⁴ frappa Debré. Mais il n'eut guère le temps d'y réfléchir, car le Président enchaîna aussitôt :

« Pendant que j'enroule ainsi les pistes, d'abord nous pacifions, ensuite nous réconcilions. Puis le moment venu, je remettrai par surprise l'indépendance sur le tapis. Du jour au lendemain, je n'appellerai plus les musulmans qu'Algériens, et surtout plus jamais Français. De la sorte, en plus d'autres moyens, je sèmerai le trouble dans les rangs des gogos de l'Intégration. Je galvaniserai du même coup leurs adversaires. Ainsi nous remettons en selle, avec une ardeur redoublée, comme nous l'avons toujours prévu, la "faction" [séparatiste algérienne, le FLN]. Bien sûr, à Paris, nous laisserons le champ libre à tous ceux qui la soutiennent. Et pour fermer leur clapet aux boîtes à chagrin, à nos députés UNR [Union pour la Nouvelle République], à l'Armée comme aux jean-foutre de

l'Algérie française, je redirai ma préférence pour l'unité franco-algérienne. Avec tous les accents de sincérité qui siéent à ce genre d'exercice. J'espère qu'alors, vous ne viendrez pas pleurnicher dans mes jupes, Monsieur le Premier ministre ! »

Michel Debré sentit se former sur ses lèvres un sourire crispé auquel il eut peine à croire lui-même. Entr'ouvrant une bouche vrillée et tremblante, il s'apprêtait à répondre, mais le Général poursuivit :

« Car par ces manœuvres, et malgré mes dénégations, le doute et la peur seront solidement insinués dans l'esprit des Ratois. D'autant que, bien évidemment – dois-je me répéter ? – j'aurai soin de ne plus jamais les qualifier de "Français". Échaudés par nos devanciers de la IVe, soyez-en sûr, les Bougnoules décodèrent le message cinq sur cinq. »

Avant que le Premier ministre ait eu le temps d'approuver cette dernière idée, le Général ajouta :

« Parallèlement, nous imposerons aux Nègres une indépendance fictive. Ils serviront d'exemple et de précieux levier pour extirper les zigomars algériens. Ainsi, après le bazarage par nos prédécesseurs de l'Indochine, de la Tunisie et du Maroc, et par nous de toute l'Afrique noire, l'Algérie sera transformée en curiosité incongrue. Ses habitants comprendront que la sécession est, pour eux aussi, notre choix, et qu'à l'instar de nos prédécesseurs, nous n'avons feint de combattre l'indépendance que pour mieux l'accorder. Pris de panique, la plupart des musulmans s'éloigneront de nous. Il ne leur restera plus qu'à se jeter, les uns après les autres, dans les bras de leur futur maître, l'implacable FLN. »

Debré, captivé par cette stricte récapitulation du plan Dulles, approuvait silencieusement. Comme il opinait légèrement de la tête, le Général continua :

« Nous donnerons discrètement les gages nécessaires à Ben Bella et à ses petits copains, en leur fournissant l'argent et des armes, puis en les remettant progressivement dans le coup.

Grâce à nous, ils pavoiseront bientôt à nouveau sur la scène diplomatique. Quelques mordus de l'Algérie française ne manqueront pas de s'opposer violemment à cette habile politique. Ils s'égareront en manifestations violentes et même, espérons-le, dans quelques attentats retentissants. Nous aurons beau jeu alors de les accuser de fascisme, ce qui renforcera notre légitimité républicaine. Soutenus par tous les anciens du Système, socialistes, radicaux, MRP et même les communistes soudain acquis à notre cause, nous écraserons les va-nu-pieds de l'Intégration avec l'assentiment général. Ils comprendront trop tard qu'ayant voulu nous dénoncer et nous combattre, ils auront en réalité servi de repoussoir et, en contrepartie, nous auront blanchis. Ils auront apporté la touche finale à notre victoire en nous assurant de la confiance absolue du peuple de France. Désormais maîtres incontestés, nous érigerons alors, comme nous l'avons toujours prévu, le FLN en interlocuteur exclusif. Au terme de pourparlers engagés avec lui seul, sous l'approbation internationale unanime, nous pourrions tranquillement négocier la sécession de l'Algérie, Sahara compris. Par la suite, le même FLN, dont vous et moi savons combien il excelle en ce domaine, assurera le "lessivage". »

De Gaulle savait qu'avec ce dernier mot, il appuyait sur un bouton directement relié à un ressort en tungstène. Debré s'exclama et débita d'une seule traite :

« Fanatique, cruel et sanguinaire comme il l'est, le FLN se chargera alors de nettoyer efficacement l'Algérie de ses scories francophiles. Et soyez-en sûr, mon Général, nous saurons l'y aider. Nous désarmerons ceux que nous avons jusqu'à présent armés contre lui. Le massacre des Algériens pro-français, le lavage de cerveau des survivants, enfin l'expulsion jusqu'au dernier des Pieds-Noirs, tout cela scellera définitivement notre œuvre, en défendant à jamais tout retour à la pernicieuse unité. D'ici vingt ans, tous les Arabes jureront la main sur le cœur avoir quatre grands-pères fellaghas. Plus personne en Algérie ne se souviendra avoir été "Algérie

française". *Tous affirmeront que l'indépendance fut leur seul rêve individuel et collectif. Et chacun, en France, en Algérie et dans le reste du monde, nous donnera raison d'avoir ainsi fait droit à l'Histoire, parce que nous n'avions pas le choix !* »

Debré s'interrompit. Le Président semblait somnoler, comme pour lui signifier que cette conversation, ils l'avaient eue des dizaines, des centaines de fois dans son bureau de *La Boisserie*.

Pourtant, malgré cette intimité partagée et cette confiance tissée au fil de si longues années de conspiration, Michel Debré ne pouvait s'empêcher de sentir une affreuse aigreur au fond de son gosier. Les objectifs réaffirmés à l'instant par le Général étaient certes excellents, les moyens annoncés toujours pénétrants, cela était incontestable et cadrerait parfaitement avec le plan Dulles. Mais enfin, pourquoi cette si longue phase de propagande dans le sens contraire ? Pourquoi cette Intégration mise à toutes les sauces ? Pourquoi ces déclarations d'amour permanentes en direction des Arabes et des Noirs ? Qu'attendait donc le chef de l'État pour aplanir les choses avant de tout détruire ?

Une goutte de sueur descendit sur la tempe puis sur la joue de Michel Debré. Le silence qui s'était fait depuis une minute le tira soudain de sa rêverie. Les yeux de Charles de Gaulle étaient fixés sur lui, avec le regard sévère du maître toisant un élève mou du bulbe. Debré décida d'emprunter d'innombrables précautions oratoires, pour ne pas déclencher un nouveau déluge verbal. Ayant gratté doucement sa gorge, les yeux perdus dans le vague, il chuchota :

« Mon Général, ne craignez-vous pas qu'en renforçant les indigènes dans leur pernicious attachement à la France, vous preniez le risque de rendre plus délicate la séparation visée ? »

À chaque mot, il s'attendait à une interruption. Mais celle-ci ne vint pas.

Au contraire, le Général se montra débonnaire et mit gaie-ment les pieds dans le plat, avec un étrange et large sourire :

« Vous croyez que la bougnoulisation ne me retourne pas l'estomac autant qu'à vous, Monsieur le Premier ministre ? Pensez-vous qu'il échappe à De Gaulle, c'est-à-dire à la France, qu'il nous faut nous débarrasser de ces cohortes de mendiants qui, sans cela, nous resteraient attachés comme des pierres au cou d'un nageur ? Allons, dites-vous que c'est l'unité que je désamorce et le divorce que je prépare, en naviguant de la sorte ! Que De Gaulle n'a rien entrepris qu'il ne conduise de façon compliquée croyez-vous, mais subtile et ferme en vérité. De grâce, Debré, en matière de tactique, ne confondez pas la fine et l'épaisse, le mû et la cote, et encore moins une chute de Floric¹⁵ et la patte de la France ! »

Un parfum de piège flottait dans le Salon doré. Déconcerté, désespéré, malheureux comme les pierres quoique vaguement rassuré, Debré se résigna à prendre congé. Ce n'était décidément pas son jour.

Il avait raison : son « *chemin de croix* » venait de commencer...

« Un rocher de cristal surplombant les nuages »

De Gaulle expliqua à Alain Peyrefitte, le 4 décembre 1961 :

« La plupart des petits marquis de la IV^e République s'étaient coalisés pour enterrer le projet de [Robert] Delavignette, de [Paul] Rivet¹⁶, de [Jacques] Soustelle et de [Claude] Lévi-Strauss, de [Germaine] Tillion et de quelques autres, sous la chape de plomb d'une indépendance aussi mirifique qu'illusoire. Si je les avais laissé faire, c'en était fini des chances de la France pour les siècles à venir. Heureusement que l'armée a bien voulu, en mai 1958, mettre ses paras dans la balance. De la sorte, j'ai pu m'imposer à Paris, et proposer ma solution au pays. (...) Évidemment, une fois revenu aux affaires, il a bien fallu que je finasse. Dieu sait

combien j'ai dû me montrer inventif pour, petit à petit, déjouer les intrigues et les conseils sournois de cet aréopage que j'étais contraint de domestiquer, au moins pour un temps, à commencer par mon Premier ministre... Les Mollet, les Pflimlin, et même les Thorez, tous ces prébendiers du désastre, il fallait que je m'en accommode, n'ayant pu tout de suite m'en débarrasser, puisque Debré voulait, selon le Plan, en faire nos alliés. Je disposais du soutien indéfectible des militaires, mais je devais supporter l'œil de mon Premier ministre, qui était aussi celui de Washington, incarné d'ailleurs par ce petit Russe blanc [Constantin Melnik] passé à l'ennemi. L'histoire a déjà oublié leurs noms. »

Et Peyrefitte de commenter :

« Je sentais jubiler le Général, comme l'Empereur après Austerlitz. Perché sur un rocher de cristal au-dessus des nuages, l'homme avait contemplé la plaine illuminée sous l'aurore. Il voulait créer une situation qui pût durer par-delà les circonstances présentes, et voici qu'il se projetait, majestueux, au-dessus de l'horizon de notre imagination... »

« Ici et ailleurs »

C'est peu dire que l'horizon de notre imagination était devenu la nouvelle frontière de la France gaullienne. Dans son discours de Mostaganem, le 6 juin 1958, face aux milliers d'Arabo-Berbères qui acclamaient son nom, le Général avait tendu une perche à l'Afrique noire, jusque-là grande oubliée des gazettes :

« Il est parti de cette terre magnifique d'Algérie un mouvement exemplaire de rénovation et de fraternité. Il s'est élevé de cette terre éprouvée et meurtrie un souffle admirable qui, par-dessus la mer, est venu passer sur la France entière pour lui rappeler quelle était sa vocation ici et ailleurs. »

Ici et ailleurs. Tout était dans cet « *ailleurs* » ! Car de quel « *ailleurs* » pouvait-il bien s'agir, si ce n'est des provinces du Sud du Sahara, du Sénégal à la Côte d'Ivoire, au Tchad et au Congo, jusqu'au lointain Madagascar et ses minuscules Mascareignes ? La promesse d'égalité qu'il offrait aux Algériens, De Gaulle la lançait donc, à travers ce petit mot, à tous les Africains ! Et à des milliers de kilomètres de là, il fut parfaitement entendu...

Afrique subsaharienne : la tournée triomphale

Pour bâtir la « *Communauté française* », il fallait d'abord doter la République d'une nouvelle constitution. Selon la volonté gaullienne, celle-ci serait soumise à l'approbation du peuple tout entier. C'est-à-dire aux populations de métropole aussi bien qu'à celles d'outre-mer. En élargissant le corps électoral français à tous les habitants de l'ancien empire, la Révolution de 58 déployait ses ailes. Et pour donner toute sa force au symbole, le référendum se tiendrait partout le même jour : le 28 septembre.

En préparation de cet événement, le président du Conseil décida d'effectuer une immense tournée de quelque 20 000 kilomètres à travers l'Afrique. Afin d'appeler chacun à voter OUI.

Du 20 au 29 août 1958, après une escale à Fort-Lamy (Tchad), le Général visita ainsi successivement Tananarive (Madagascar), Brazzaville (Congo), Abidjan (Côte d'Ivoire), Conakry (Guinée) et enfin Dakar (Sénégal). L'étape guinéenne, le 25 août, avant le climax sénégalais, fut un des points d'orgue du voyage...

Dépêché par Radio-Luxembourg, le journaliste Yves Courrière, subjugué, mitraillait sur les ondes : « *Conakry accueille aujourd'hui le général de Gaulle, encore mieux, si c'est*

possible, que Brazzaville ou Abidjan (...). L'enthousiasme invraisemblable dont seule la population africaine est capable atteint aujourd'hui son paroxysme (...). Partout sur l'aérodrome, le long de la route qu'emprunte le cortège, ce n'est que cris, danses rythmées par le tam-tam et de xylophone en bois (...). Le général de Gaulle, dans sa voiture décapotable, ne sait plus où donner de la tête. Lorsqu'il salue amicalement à droite, les cris redoublent à gauche. Jamais je n'aurais cru humainement possible un tel accueil. »

Sur le perron de l'Assemblée territoriale guinéenne, son président, Saïfoulaye Diallo, accueillit le Général qu'accompagnaient le ministre de l'Outre-Mer, Bernard Cornut-Gentille, le haut-commissaire de l'AOF, Pierre Messmer, et le gouverneur Jean Mauberna. La salle étant pleine à craquer, de puissants haut-parleurs avaient été installés à l'extérieur, afin que la foule massée autour du bâtiment pût entendre les discours qui s'annonçaient historiques. Et sans doute un peu explosifs...

Sékou Touré, ancien syndicaliste de la CGT et chef politique incontesté de la Guinée, était connu pour son bouillant franc-parler. Les charges acérées contre le régime colonial, dont il s'était fait une spécialité, étaient déjà entrées dans la légende. Élégamment vêtu de son traditionnel boubou blanc, coiffé d'une toque assortie, ce colosse charismatique de trente-six ans au port princier, arrière-petit-fils du célèbre Samory Touré, gagna la tribune de l'Assemblée territoriale.

Fidèle à sa réputation, sur un ton aussi offensif que constructif, il multiplia les justes griefs contre le colonialisme et les sages propositions à l'adresse de son hôte. Sa passion communicative enflamma la salle. Exposant sans ambages les aspirations du PDG (Parti Démocratique Guinéen), branche locale du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), et des populations qu'il représentait, le « *grand Sily* » expliqua : « (...) *le monde évolue rapidement et les impératifs de la vie moderne posent avec brutalité le problème du choix entre la stagnation et le progrès, entre la division des peuples et leur union fraternelle, entre l'esclavage et la liberté, enfin entre la*

guerre et la paix. Pour l'Afrique noire d'influence française, ces problèmes doivent être abordés avant tout avec un esprit réaliste, compréhensif. Notre cœur, notre raison, en plus de nos intérêts les plus évidents, nous font choisir, sans hésitation, l'interdépendance et la liberté dans cette union [avec la France], plutôt que de nous définir sans la France et contre la France. Et c'est en raison de cette orientation politique que nos exigences doivent être toutes connues pour que leur discussion soit facilitée au maximum. »

L'impératif de l'unité franco-africaine étant clairement posé, Sékou attacha aussitôt une muselière sur le nez de ceux qui eussent pu l'accuser, en arrimant solidement la Guinée à la France, de trahir la cause africaine :

« Nous ne renonçons pas et ne renoncerons jamais à notre droit légitime et naturel à l'indépendance car, à l'échelon franco-africain, nous entendons exercer souverainement ce droit. Nous ne confondons pas non plus la jouissance de ce droit à l'indépendance avec la sécession d'avec la France, à laquelle nous entendons rester liés et collaborer à l'épanouissement de nos richesses communes. Le projet de Constitution ne doit pas s'enfermer dans la logique du régime colonial qui a fait juridiquement de nous des citoyens français, et de nos territoires, une partie intégrante de la République française une et indivisible. Nous sommes africains et nos territoires ne sauraient être une partie de la France. Nous serons citoyens de nos États africains, membres de la Communauté franco-africaine. En effet, la République française, dans l'Association franco-africaine, sera un élément tout comme les États africains seront également des éléments constitutifs de cette grande Communauté multinationale composée d'États libres et égaux. Dans cette association avec la France, nous viendrons en peuples libres et fiers de leur personnalité et de leur originalité, en peuples conscients de leur apport au patrimoine commun, enfin en peuples souverains participant par conséquent à la discussion et à la détermination de tout ce qui, directement ou indirectement, doit conditionner leur existence. »

Martelant chaque mot, Sékou Touré précisa son idée : « *Certains attributs de souveraineté qui seront exercés au niveau de cette Communauté [franco-africaine] devront se résumer en quatre points : Défense nationale, Relations diplomatiques extérieures, Monnaie, Enseignement supérieur.* »

Il détailla : « *Un pays qui exclut toute interdépendance dispose de quatre pouvoirs essentiels : la Défense nationale, la Monnaie, les Relations extérieures et la Diplomatie, la Justice et la Législation. Nous acceptons volontairement certains abandons de souveraineté au profit d'un ensemble plus vaste [la Communauté franco-africaine], parce que nous espérons que la confiance placée dans le peuple français et notre participation effective au double échelon législatif et exécutif de cet ensemble sont autant de garanties et de sécurités pour nos intérêts moraux et matériels.* »

Deux ans et demi plus tard, en décembre 1960, De Gaulle se livra devant Alain Peyrefitte à cette pénétrante analyse : « *Sékou Touré avait l'art d'investir le mot "indépendance" d'une étrange substance, par le double truchement de l'"interdépendance" confédérale, et de la Communauté Franco-Africaine "égalitaire et juste". (...) La formule magique de l'indépendance amadouait les extrémistes. Elle lui donnait, du même coup, les coudées franches pour prôner l'interdépendance, laquelle excluait toute rupture avec la France. Cela nous simplifiait aussi beaucoup de choses.* »

Dialecticien chevronné, le grand Sily avait en effet indiqué à l'adresse de Conakry, de son continent et du monde : « *En dehors de tout sentiment de révolte, nous sommes des participants résolus et conscients à une évolution politique en Afrique noire, condition essentielle à la reconversion de tout l'acquis colonial vers et pour les populations africaines. Le nom de notre association nous importe peu. Ce qui importe sera le contenu de notre association, la somme des possibilités nouvelles d'évolution qu'elle offrira aux Territoires africains actuellement engagés dans le grand mouvement d'émancipation qui exige la disparition totale du phénomène colonial et*

l'établissement d'une ère de liberté vraie, d'égalité et de fraternité agissante. »

Durant tout le discours, le Général était resté impassible, presque renfrogné. Pourtant, au « *Vive la Guinée et vive la France !* » qui conclut la longue allocution du guide guinéen, De Gaulle se leva lentement et applaudit. La surprise transpara brièvement sur les visages des officiels français, mais ils imitèrent leur chef.

Rayonnant à la tribune, un large sourire aux lèvres, Sékou ne boudait pas son plaisir. Lui aussi se mit à battre des mains, puis il échangea un regard intense avec le Président qui s'avança pour lui donner une longue accolade. Un tonnerre d'applaudissements salua pendant de longues minutes l'instant historique.

Le calme finit par revenir dans la salle et De Gaulle prit alors à son tour la parole. Avec la même bonhomie dont il avait usé la veille en s'adressant à Félix Houphouët-Boigny, il se félicita :

« Je partage essentiellement les vues de M. le Président Sékou Touré. Comme hier à Abidjan, je veux rappeler simplement que toutes les éventualités sont possibles et ont été ménagées. Le cadre de la Constitution est suffisamment souple pour permettre les avancées qui ne seraient pas, d'ores et déjà, contenues dans le texte proposé à votre approbation. Par delà les doutes bien légitimes, hérités d'une histoire qui, naturellement, n'est pas sans défauts, mais qu'il nous appartient de corriger, je suis sûr que les Guinéens et leurs dignes représentants qui m'ont si bien accueilli aujourd'hui en exprimant avec cœur et raison leurs légitimes aspirations, diront OUI à la France, le 28 septembre. (...) Il ne m'a pas échappé que M. le Président Sékou Touré, s'il a évoqué ce que furent les affres du colonialisme, a également salué, avec une force égale, l'œuvre ici accomplie par la France, en s'affirmant le garant de l'extension, au profit de tous, de "l'acquis colonial". C'est-à-dire du progrès économique, social, ainsi que de toutes les

réalisations matérielles et humaines dont la France peut s'enorgueillir en Guinée, même s'il reste encore tant à faire, ici et ailleurs, en Afrique comme en métropole. (...) Je ne doute pas que mon ami Sékou Touré sera, comme il l'a magnifiquement exprimé ce soir, l'un des grands acteurs, l'un des grands bâtisseurs de la Communauté franco-africaine. Ensemble, construisons la France nouvelle, dans la liberté, l'originalité et la dignité de tous, comme la Guinée, toute l'Afrique et toute la France le réclament ! (...) Pour le reste, je veux l'exprimer ici solennellement : la Guinée ne pourra à nouveau se sentir, s'avouer pleinement française que lorsqu'elle aura constaté que la France est aussi pleinement guinéenne, et plus généralement pleinement africaine. Et si vous me le permettez, je crois que c'est déjà un peu le cas. Vive la Guinée, vive la République, et vive la France ! »

Comme Sékou Touré s'était mis à applaudir, une immense ovation souleva à nouveau la salle, tandis que des clameurs s'élevaient à l'extérieur du bâtiment.

Le diplomate André Lewin note :

« Dans la voiture qui les ramène vers le palais du gouverneur, Sékou prend place à côté du Général ; nul ne saura jamais ce que se diront au cours de ces quelques minutes les deux protagonistes du coup de foudre réciproque qui vient de retentir dans le ciel de Conakry. De Gaulle confère ensuite brièvement avec Cornut-Gentille, Messmer et Mauberna : "Eh bien, messieurs, voilà un homme avec lequel nous nous entendrons toujours. Allons, la chose est claire : nous resterons le 29 septembre au matin." »

Lors de la grande réception donnée le soir même dans les salons du Palais, les deux géants affichèrent leur parfaite entente, et portèrent de nombreux toasts à « *la fraternité franco-guinéenne* ».

Le lendemain matin, comme prévu, le Général et le grand Sily, vêtu cette fois d'un costume clair, montèrent ensemble,

sous les chants et les acclamations de la foule, dans l'avion qui devait les mener à Dakar.

Avant de gravir la passerelle, De Gaulle lança à la cantonade : « *A très bientôt, ma chère Guinée !* »

« *N'Gol* » à Dakar

Alors que Conakry vibre encore de « *ces dix-sept heures inoubliables et sublimes* » (*Liberté*), le Constellation Super Starliner du Général et de « [son] *ami* » Sékou Touré survole la côte sénégalaise.

Par le hublot, ce 26 août 1958, la ville de Dakar s'étend, vaste et blanche à travers l'atmosphère limpide. Tout près, les plages frangent de leur fin liseré les rivages de l'océan. Au loin, se déploient les infimes tiges bleu-gris des grues et des docks du plus grand port de l'Afrique Occidentale Française (AOF). À quelques encâblures, l'île de Gorée se tient, fragile et immobile, lovée sous une délicate brume de chaleur. Un souvenir remonte du fond des âges : Dakar, port terrible devant lequel, en septembre 1940, à bord d'un navire abandonné des dieux, le premier résistant de France essuya les bordées du mépris. Un instant, il avait alors envisagé d'en finir, lui, général de Gaulle, d'une balle de revolver, après avoir échoué à rallier la ville à la France libre tout juste naissante...

Les temps, heureusement, ont changé. Dakar aujourd'hui s'offre à lui. Après l'accueil à l'aéroport, debout dans la voiture officielle, le président du Conseil, accompagné du chef guinéen, scrute et salue un empire de sourires et de cris tout acquis à sa cause. Fermant les paupières, Charles de Gaulle savoure l'écho de la fraternité franco-africaine qui a déferlé sur toute l'Algérie, et dont l'onde de choc, propagée jusqu'ici comme à travers toute l'Afrique, semble faire trembler la terre et irradie paisiblement son visage...

Ici comme à Alger, comme à Fort-Lamy, Tananarive, Brazzaville, Abidjan ou Conakry, des vieillards à la poitrine couverte de médailles se tiennent au garde-à-vous. Ils saluent, hiératiques, entourés d'enfants faisant des bonds d'excitation à la vue du héros. Les panneaux brandis par les manifestants rappellent le combat commun pour la Libération. À peine quinze ans plus tôt, en 1944, des soldats noirs venus de tout le continent, débarqués en Provence, ont libéré Toulon. Chacun ici s'en souvient, avec une mâle fierté. Et si le drame de Thiaroye¹⁷ brûle encore parfois les cœurs et tourmente les âmes, De Gaulle est le grand médecin capable, par l'onguent de son verbe, de panser définitivement les cicatrices douloureuses. N'a-t-il pas, naguère, de ses seuls bras, sauvé l'immense France envahie par les hordes sauvages de la diabolique Allemagne, cette nation barbare et honnie qui disait les Nègres animaux ? À cela aussi, de Gaulle a dit « *Non* ». Alors, beaucoup plus au midi, dans les tribus reculées de la forêt équatoriale, on voue au père de la Patrie un *culte* au sens le plus strict du terme. Du côté de l'Ogooué, depuis près de vingt ans, dans les villages forestiers, au cœur verdoyant de l'AÉF (Afrique Équatoriale Française), à l'écart des rives du fleuve Congo, prières et transes s'en remettent à « *N'Gol* », surhomme, magicien des âmes, puissant Esprit infiniment révééré.

Il est vrai que pendant la Seconde Guerre mondiale, durant trois longues années (1940-1943), la capitale de la France libre s'appela Brazzaville, et que De Gaulle en était le grand chef. En s'africanisant, il est devenu « *N'Gol* » en même temps qu'une sorte de dieu. Et dans ce mois béni d'août 1958, « *N'Gol* », figure illustre et métaphysique, Grand Esprit, Génie incarné, revient pour servir à nouveau de guide à tout un peuple pétri d'espoir. En chair et en os, il revient veiller aux destinées de ce vaste domaine auquel on a déjà la fierté d'appartenir par delà les meurtrissures du passé, pour toutes les promesses qu'il est venu enfin accomplir...

Sculpté dans l'ivoire et l'ébène, orné de paille, guerrier glorieux et sage, adoré, adulé, altier en son triomphe, « *N'Gol* » salua les foules en délire. D'un geste, d'un regard, il

déclenchait des vertiges, provoquait des extases. On s'évanouissait à son passage. Bâtitteur de monde, architecte promouvant « *la Communauté franco-africaine* », à Abidjan, il avait lancé :

« Eh bien, la Communauté, elle est faite ! La Communauté est faite. La Côte d'Ivoire et sa capitale Abidjan en donnent les preuves magnifiques par l'expression du sentiment unanimes de ceux qui les habitent, et par les nobles paroles des hommes qui en sont les représentants. (...) La première condition est qu'il est juste et qu'il est possible que les territoires africains prennent en main ce qui concerne leurs affaires intérieures et, comme on dit, leur gouvernement. La seconde condition, c'est la règle qui s'impose aujourd'hui dans l'univers, et qui exige que soient constitués ces grands ensembles (...) économiques, sociaux, culturels, et qui soient aussi des ensembles de sécurité commune. Voilà les deux règles sur lesquelles le gouvernement de la République, sous ma direction, a décidé de soumettre à tous les citoyens de l'Afrique française, à tous les citoyens de la métropole, en même temps, le projet de Constitution. (...) Il faut que nous soyons forts économiquement, socialement, humainement, et par tous les moyens possibles, pour sauver, sauvegarder nos libertés et donner l'exemple au monde. Car le monde nous regarde, il écoute en ce moment-ci ce qui se dit à cette tribune. Il écoute vos cris, il les a écoutés, il les entendra tout à l'heure. Il en prendra acte pour son compte, sachant bien que dans son destin, ce que nous décidons aujourd'hui à Abidjan et ailleurs, c'est un avenir qui lui sera à lui-même utile, qui servira à tous nos frères les hommes, où qu'ils soient, partout où ils sont. Vive la Côte d'Ivoire ! Vive la Communauté franco-africaine ! Vive la République ! Vive la France ! »

Et la foule, comme à Brazzaville, Conakry ou Dakar¹⁸, l'avait acclamé dans un hurlement de joie.

Imprégné d'une culture historique et politique prodigieuse, doté d'une capacité d'anticipation hors du commun, De Gaulle avait-il tout réglé comme une infaillible horlogerie ? Ou bien

au contraire, esprit perpétuellement aux aguets, réceptacle de la complexité fluente de l'univers qui gravitait en hurlant autour de lui et menaçait à chaque instant d'emporter sa vie, improvisa-t-il en funambule leste et formidable au gré des circonstances les plus imprévisibles ? Certes, il est aujourd'hui communément admis que, pendant ses années d'exil, le Général avait tout sagement prémédité. Contredire les foules et les experts expose à toutes les dérisions. Pourtant, si l'ensemble des hagiographes s'accordent à dire que l'ermite de Colombey poursuivit un dessein longuement mûri et établi à l'avance, qu'il soit ici permis d'avancer que la réalité répond à une nature plus complexe. Sans trancher ce débat passionnant, les événements qui suivent ménagent suffisamment de mystères pour permettre à chacun de sonder, à sa façon, les profondeurs de l'énigme.

L'expérience gabonaise

Le destin de la totalité des territoires subsahariens fut fortement marqué par l'expérience gabonaise. Maints ouvrages et travaux universitaires en ont décrit, depuis, l'incroyable scénario.

En vertu de l'article 76 de la nouvelle Constitution de 1958, chaque territoire d'outre-mer pouvait opter pour la *départementalisation*. C'est-à-dire devenir un département de la République, comme l'étaient déjà, depuis 1946, les Antilles, la Guyane ou l'île de la Réunion.

Au lendemain du référendum du 28 septembre 1958, fort d'un Oui ayant recueilli 92% des voix, le Gabon, après que son Conseil de Gouvernement présidé par Léon Mba en eut délibéré, fut le seul territoire d'Afrique subsaharienne à choisir ce statut. Le seul, car le tandem De Gaulle-Debré avait pris soin, conformément au Plan concocté avec les frères Dulles, de dissuader les représentants africains d'opter pour lui. La démarche gabonaise tenait donc de la bravade.

Bernard Cornut-Gentille, ministre de l'Outre-Mer, tomba donc des nues lorsque l'ancien gouverneur Louis Sanmarco, mandaté par le président Léon Mba, lui signifia que le Gabon souhaitait être départementalisé. Il s'exclama : « *Sanmarco, vous êtes tombé sur la tête !... N'avons-nous pas assez des Antilles ???? Allez, l'indépendance comme tout le monde !* »

À son tour, Louis Sanmarco tomba des nues, et prit congé sans demander son reste...

*

* *

Ce 14 octobre 1958, le Général s'entretenait à l'Élysée avec Jacques Soustelle, lorsque Bernard Cornut-Gentille pénétra comme une tornade dans la Salon doré. Dégoulinant de sueurs froides, le ministre informa le Général de son échange avec Sanmarco, et du ferme refus qu'il lui avait dûment opposé.

De Gaulle explosa : « *Cornut, que vous a-t-il pris d'envoyer sur les roses l'émissaire du président Mba !* ».

Décontenancé, le ministre invoqua les recommandations qu'il avait reçues à plusieurs reprises du Premier ministre et du Général lui-même en présence de ce dernier. Le président de la République lui coupa la parole, et annonça qu'il convenait de répondre favorablement à la demande gabonaise, « *puisque cette requête est légale* ». Le teint de Cornut-Gentille vira au vert olive. Le chef de l'État ajouta immédiatement que « *la voie prévue par la Constitution* » serait suivie « *de façon scrupuleuse* ». « *Le respect de la Constitution implique d'organiser un référendum sur cette importante question, de sorte que les populations du territoire gabonais puissent avoir le dernier mot* », précisa le communiqué officiel publié le jour même, afin de bien rappeler l'esprit et la lettre des textes.

« *Le Gabon tranchera-t-il le nœud gordien de la décolonisation ?* » titra, perplexe, *Le Monde*, dans son édition du lendemain, datée du 16 octobre 1958.

Apprenant la nouvelle par voie de presse, Michel Debré demanda d'urgence et obtint une entrevue avec le président de la République.

*

* *

Derrière la porte du Salon doré hermétiquement refermée, on entendit d'abord Debré s'agiter et enchaîner une longue série de vibratos. En réponse, la voix du Général éclata brièvement en tonnerre, puis se fit calme et sourde. Alors un long silence s'installa, seulement rompu par d'imperceptibles chuintements.

La porte se rouvrit enfin. Le « *rat Micquet* », souriant autant que blême, disparut dans les couloirs de l'Élysée. Sur les premiers instants de la tragédie de Debré, l'Histoire avait gardé ses murailles closes...

*

* *

Conformément à la Constitution, un référendum fut organisé dès le mois suivant au Gabon. Le 23 novembre 1958, 92% des électeurs se prononcèrent en faveur du OUI. Le petit pays d'Afrique équatoriale fut aussitôt érigé en département, seul territoire subsaharien à bénéficier de ce statut. Dans les faits, le Gabon, désormais appelé « *région du Gabon* », fut divisé en une dizaine de départements, sensiblement plus étendus que les départements métropolitains, compte tenu du faible peuplement du territoire. Pour simplifier les choses, cette carte départementale reprit le découpage administratif déjà en vigueur (Ogooué maritime, Moyen Ogooué, N'Gouni, etc.). Ce principe fit école, puisqu'il fut utilisé par la suite pour le découpage de toutes les autres régions qui optèrent pour le statut de département, tant en Afrique subsaharienne que dans le reste de l'Outre-Mer.

Comme ceux d'Algérie, les départements gabonais bénéficièrent immédiatement d'un ambitieux programme de scolarisation, doublé d'un vaste plan sanitaire. Celui-ci s'appuya sur le déploiement de dispensaires et d'hôpitaux à travers tout le pays. Il est vrai que le faible peuplement du territoire (environ 500 000 habitants) rendait le projet nettement moins pharaonique qu'en Algérie. En revanche, comme en Algérie, la manne pétrolière, considérable, permit de financer sans difficulté le programme. Dès 1958, des gisements pétroliers prometteurs avaient été découverts dans la région de Port-Gentil...

L'Élysée souhaite qu'une « *campagne de publicité active, incitatrice et novatrice* » fût lancée dans la presse, afin « *d'attirer un maximum de pionniers sur place* ». À la radio, plusieurs fois par jour, des voix féminines et masculines enjouées vantaient « *les charmes de la vie sous les tropiques* » et « *l'incomparable bien-être dont on jouit dans nos départements équatoriaux* », concluant leur éloge d'un joyeux : « *Au Gabon, tout est bon !* », prononcé par une voix sympathique à l'accent autochtone. Le slogan fit mouche : entre fin 1958 et début 1961, de nombreux Métropolitains (près de 70 000) et Ultramarins (environ 10 000) répondirent à l'appel, et vinrent s'établir au Gabon. Cette vague migratoire contribua au rapide développement non seulement de la zone côtière (en particulier Libreville, ville déjà de longue date métisse, et Port-Gentil), mais aussi de l'arrière-pays (avec des afflux sensibles de Métropolitains à Mandji, Oyem, Moanda, Booué et Franceville).

Cette arrivée de populations actives, couplée à d'importants investissements d'État, permit l'amélioration immédiate des services publics. En à peine deux ans, l'essor du département fut spectaculaire, et ses effets palpables pour tous les habitants. Le « *miracle gabonais* » fut encore une fois relayé par une puissante campagne politique et médiatique, téléguidée depuis l'Élysée.

Faut-il vraiment s'étonner que cette débauche de moyens promotionnels et propagandistes ait rapidement donné des

idées aux autres territoires d'Afrique ? Certains avancent que c'était justement l'effet recherché...

La « *Glorieuse de Soixante* »

C'est moins d'un an après la départementalisation du Gabon que se déclencha ce que Françoise Giroud a appelé « *la contagion merveilleuse* » (Françoise Giroud). Tout au long des premiers mois de l'année 1959, ce mouvement se répandit peu à peu à travers tous les territoires d'Afrique occidentale et équatoriale. D'abord à Brazzaville et Dakar, puis à Abidjan, Conakry, Ouagadougou, Niamey, Bangui, Fort-Lamy, enfin dans toutes les grandes villes subsahariennes, se constituèrent des Comités de Salut public (CSP) se réclamant souvent paisiblement, mais aussi parfois plus fanatiquement et violemment, de l'héritage de « *la Révolution de 58* ». Ces « *CSP* » dénonçaient rétrospectivement le « *choix absurde* » de la « *territorialisation* », et exigèrent la « *départementalisation immédiate* ». Le 4 juin 1959, date anniversaire du discours d'Alger du Général, les CSP organisèrent des marches et des défilés dans toutes les villes et villages d'une dizaine de territoires d'Afrique subsaharienne. Des défilés qui, depuis cette date, furent organisés chaque semaine et parfois plusieurs fois par semaine.

Les choses prirent un tour violent à Dakar, le 21 février 1960. Lors de ces événements que l'Histoire a retenus sous le nom de « *la Glorieuse de Soixante* », une foule nombreuse – plusieurs dizaines de milliers de personnes – brandissant des pancartes, exigea « *le référendum maintenant !* ». Les manifestants parvinrent à forcer un à un les barrages policiers qui avaient reçu l'ordre de ne pas faire usage de leurs armes. Au prix de plusieurs blessés, ils s'emparèrent des locaux de la radiodiffusion. Au micro, le porte-parole du mouvement, un jeune et brillant étudiant de l'École de la France d'outre-mer, Abdou Diouf, en appela au « *grand général de Gaulle* » : « *Nous, jeunesse de Dakar, au nom de toute la jeunesse*

d'Afrique, demandons humblement mais solennellement au plus illustre des Français, qui seul a prouvé qu'il savait vraiment nous entendre, de nous rassurer. »

Il est vrai que l'intéressé, depuis le mois d'août, restait silencieux sur les événements subsahariens. Dès le lendemain de l'appel des Dakarois, le président de la République prit enfin la parole. Sur le perron de l'Élysée, à 13 heures, en habit militaire, De Gaulle « exige[a] » le « *retour immédiat à l'ordre* » à travers toute l'Afrique française, « *en particulier à Dakar, Rufisque, Gorée et Saint-Louis* », où les événements, sans faire de morts, avait connu de sérieux débordements. En contrepartie, le Général promit « *solennellement* » aux « *manifestants et émeutiers de la Liberté* », auxquels il « *adress[a] [s]on salut* », que d'ici « *deux ans au plus tard* », toutes les populations qui en exprimeraient le désir seraient « *dignement* » consultées. Il leur appartiendrait « *alors* » de choisir librement le statut de leur territoire, conformément aux « *promesses de la France, dont je suis le garant, et aux principes sacrés de la République* ». Il ajouta, dans une formule qui frappa les esprits : « *Après tout, De Gaulle, président de la République, ne saurait reprocher aux manifestants et aux émeutiers de la Liberté, quel que soit leur pays, de voir dans la France leur Mère-Patrie* ».

Agissant comme un charme, ces mots déclenchèrent l'enthousiasme parmi les manifestants et leurs meneurs, et eurent le don d'apaiser sur-le-champ la rue sénégalaise. Tant il est vrai que la probité d'un grand chef, surtout lorsqu'elle s'habille de fraternité et de liberté, sait inspirer l'amour au cœur des hommes...

La citerne de Pontarlier

Une dizaine de jours après « *la Glorieuse de Soixante* », le Général fit l'objet d'une tentative d'assassinat. Ce tragique épisode était le premier d'une longue série d'opérations criminelles qui visèrent, tout au long de son règne, le chef de l'État. Les mystiques estiment que ces multiples attentats démontrent, par leur nombre autant que par leur échec final, le caractère surnaturel de Charles de Gaulle. Les cartésiens parlent, plus simplement, de *baraka*.

Dans l'après-midi du 4 mars 1960, vers 16h45, la DS du Général accompagné d'Yvonne, son épouse, quitta Pontarlier (Doubs) par la route nationale 57, sous une fine pluie d'hiver.

Une vingtaine de minutes plus tard, le crachin crépitait plus fort sur la chaussée. Suivi par une simple voiture d'escorte – le Général refusait catégoriquement tout autre dispositif de sécurité – le cortège présidentiel lancé à 120 km/h approchait de Saint-Gorgon-Main. À l'entrée du bourg, un camion citerne Berliet stationnait au bord de la route.

Ayant brutalement ralenti en entrant dans le village, Francis Marroux plissa les yeux sous la chaleur de l'explosion. Les éclats du pare-brise labourèrent son visage. Dans un hurlement de pneus, la DS traversa les flammes, percuta une grosse pierre, s'envola un instant puis rebondit en tonneaux jusqu'à s'écraser dans la devanture d'un restaurant heureusement en réfection.

Depuis la voiture suiveuse, Célestin Garnion et Fernand Buzère, les policiers d'escorte, assistèrent horrifiés au drame.

Tandis que la Citroën présidentielle disparaissait à toute allure dans l'énorme nuage de feu, ils virent soudain Yvonne de Gaulle, jusque-là assise à côté de son mari, éjectée du véhicule. La malheureuse fut tuée sur le coup. Plus chanceux, le chauffeur, Francis Marroux, criblé de morceaux de verre et brûlé au deuxième degré, la cage thoracique enfoncée par le

volant, dut être amputé sur place de la jambe droite. Le Général, quant à lui, fut retrouvé à l'intérieur de l'épave, miraculeusement encastré, indemne hormis une petite coupure sur le nez sans doute due à un éclat du pare-brise. Dans l'enchevêtrement de tôles, pendant que les pompiers le désincarcéraient, les premiers mots du chef de l'État furent pour sa femme : « *Où est passée Yvonne ?* »

L'enquête permit de démontrer que trois heures plus tôt, sur une aire de repos à la sortie de Pontarlier, le conducteur du Berliet avait été assommé puis ligoté. Le rapport conclut que deux hommes blonds de haute stature avaient piégé puis garée la citerne à l'entrée de Saint-Gorgon-Main, avant d'activer la charge de plastic au passage du cortège présidentiel. Le SDECE soupçonna l'implication des services secrets états-uniens, en particulier celle de la CIA. Malgré plusieurs années d'enquête, de contre-enquêtes et d'investigations, les auteurs du crime ne furent jamais identifiés.

« *Le monstre paiera* »

Lors des funérailles d'Yvonne De Gaulle à Paris, le 19 mars 1960, l'église Saint-Sulpice était pleine à craquer et l'émotion écrasante. Le glas se mit à sonner. Le Général, entièrement vêtu de noir, apparut dans le narthex et s'avança dans la nef. Une torpeur sépulcrale, brisée seulement par le sourd battement des cloches, accompagna l'entrée du Président, infiniment lente. À main droite, le chef de l'État s'arrêta devant *La lutte de Jacob avec l'ange*, le célèbre tableau d'Eugène Delacroix. Sous les éclairs des photographes, il contempla pendant de longues minutes la prodigieuse peinture. Puis, comme remonté d'un songe effrayant, le visage livide, la mâchoire serrée, il se signa et s'avança vers le chœur dans un silence religieux. Ayant rejoint les officiels, il salua en particulier, avec effusion, les présidents et les députés africains – Léon Mba et Fulbert Youlou pleuraient. Il salua longuement le Bachaga Boualam qui avait revêtu son habit traditionnel, étreignit Jacques

Soustelle, ignore apparemment sans malice la main de Debré, et gagna enfin le pupitre.

Au micro, la gorge nouée de douleur, le Veuf souffla, d'une voix âpre et caverneuse, cette unique oraison :

*« En vérité, je vous le dis,
le monstre paiera. »*

À ces mots énigmatiques, dans l'obscur clarté qui baignait l'assemblée, tandis que des larmes inondaient ses joues tremblantes, l'orgue de Saint-Sulpice, alerte et puissamment joyeux, entonna le *Te Deum* de Jean-Baptiste Lully.

Rebiha Khebtani parle

En cette fin d'automne, au bord de la Seine, les platanes centenaires perdaient leurs dernières feuilles. La vie s'écoulait paisiblement comme du reste, à quelques coups de klaxon près, elle s'était écoulée en mai 1958, bien loin des fraternisations algéroises et des sueurs froides du Palais-Bourbon. Selon un glissement hégélien de Nord en Sud, Paris semblait avoir cédé à Alger le rôle de théâtre révolutionnaire de la France, et par conséquent du monde.

De fait, le destin de la plus vieille nation d'Europe avait basculé le 13 mai 1958. C'est à Alger, sous un ciel uniformément bleu et en tenue léopard, et sans que Paris s'en fût mêlé, que la grande mue avait eu lieu. L'antique cité des *Parisii* avait même d'abord semblé, mollement, s'y opposer. Bien des années plus tard, en juin 1969, devant le Général venu l'écouter en toute discrétion à l'Olympia, Léo Ferré chanta, récitatif et hululant, les yeux écrasés sous ses sourcils :

« Paris, tu semblais une vache borgne ou un ragoût merlan-frit devant une lionne ou une panthère souveraine enragée dévorée affamée d'amour, Algeeeer... »

Illustrant ce phénomène, en 1959, derrière les colonnes plusieurs fois centenaires du Palais-Bourbon, s'était déroulée une scène à laquelle la métaphore du poète anarcho-idéaliste faisait peut-être allusion.

Les élections législatives de novembre 1958, six mois après la révolution de mai, avaient doté la toute neuve Ve République de sa première Assemblée nationale. C'était aussi la première fois de l'histoire de France que tous les habitants et habitantes d'Algérie, enfin reconnus comme Français, avaient voté à plein titre. En conséquence, quarante-six députés arabo-berbères avaient pris place au Palais-Bourbon.

À l'abri des hauts murs encore grêlés des balles des combats passés, dans l'hémicycle de bois clair, d'or et de velours, sous les yeux d'Aristote et de Léonard de Vinci peints en fresque, Rebiha Khebtani, députée de Sétif (Algérie), était ainsi intervenue pour fustiger les réticences de certains de ses collègues métropolitains. Afin de dénoncer leurs vieilles mentalités rancieuses, en particulier dans les rangs de la SFIO :

« Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, il y a un an, j'étais encore une femme voilée. Je suis aujourd'hui la représentante élue d'un département de plus d'un million de Français musulmans et de seulement 24 000 Français d'origine européenne. Et, n'en déplaise à notre collègue Leenhardt, porte-parole du groupe socialiste, je me considère comme une élue aussi valable que les députés métropolitains (...). J'ai donc la fierté d'être à l'Assemblée nationale française, le porte-parole de tous ceux et de toutes celles qui, dans le département de Sétif, fief de la rébellion, ont rompu définitivement avec un passé révolu et ont décidé de construire l'Algérie de demain par la France, avec la France et dans la France. »

L'une des grandes habiletés du Général fut sans doute d'avoir compris qu'en Algérie, un Arabo-Berbère sur deux était une femme. Dans son extraordinaire acuité, il n'avait pas échappé à Charles de Gaulle que la France, en accordant

l'égalité politique aux populations indigènes, en les accueillant enfin dans la République égalitaire, permettait du même coup à des millions de musulmanes, en devenant des Françaises à part entière, de secouer le joug multiséculaire d'un machisme traditionnel jusque-là incontestable. Au cours des événements de mai et juin 1958, les « *mouquères* » ralliant l'Algérie française de l'Intégration ôtaient leur voile et le brûlaient en place publique. Ces clichés, diffusés en permanence depuis, sont devenus l'un des symboles de la Révolution de 58. Ils rappellent combien ce mouvement des femmes en avait été l'une des clefs idéologiques, jusqu'au cœur des populations. Si la France, en reconnaissant tous ses enfants comme égaux, acceptait sa métamorphose, l'Algérie, en contrepartie, entrait joyeusement, de plain-pied, corps et âme, dans la modernité à la française. Et la gent féminine en incarnait l'avant-garde, avec tout son bonheur de vivre. De Gaulle saurait en jouer, comme toujours, en tacticien parfait et pénétrant de cette réalité ardente.

Mais d'abord, il s'agissait, en cette terre phallocratique, de rallier les hommes...

L'« *Opération Tilsitt* »

Au moment même où Rebiha Khebtani disait ses quatre vérités au député socialiste Francis Leenhardt, de vastes opérations militaires se déroulaient dans les djebels, sous le commandement du général Challe.

À partir du rude hiver 1959, le « *Plan Challe* » balaya l'Algérie d'Ouest en Est et de Nord en Sud. Il broya comme une mécanique implacable la rébellion. L'offensive se révéla d'autant plus foudroyante que l'effort accompli en faveur des populations avait doté la France d'un prestige immense, tout en affaiblissant psychologiquement, en profondeur, le camp indépendantiste.

L'octroi de l'égalité politique, le formidable effort économique et social, la propagande en faveur de la « *paix des braves* » et de la concorde offertes dans une *France nouvelle*, s'étaient abattus plus violemment encore que les obus de mortier sur le FLN de l'intérieur. Comme l'a souligné Henri Grimal : « *Les sirènes de l'Algérie française de la fraternité, redoutable poison anti-indépendantiste mis au point par Soustelle, précéda le découragement militaire* ».

Le travail de sape que jouait le gouvernement tous azimuts depuis bientôt un an, avait en effet provoqué une cascade de défections dans les rangs des rebelles. Il ne s'agissait là que du début du phénomène, qui décupla l'année suivante. Jusqu'à provoquer l'impensable, un véritable coup de théâtre qui dissipa beaucoup d'illusions. Le 23 juin 1960, le commandant FLN Si Salah, chef militaire de la wilaya IV, héros couvert de gloire dans la lutte indépendantiste, rallia soudain la France.

Extrêmement respecté et influent, Si Salah entraîna immédiatement avec lui les responsables de deux autres zones administratives FLN, les wilayas III (Kabylie) et V (Oranie), ainsi qu'une partie de la VI (Sud Algérois). Le mois suivant, le 5 juillet, les wilayas I et II leur emboîtèrent le pas. À ce stade, en définitive, dans toute l'Algérie, seule une fraction de la wilaya VI demeurait encore favorable au combat. Du moins théoriquement. Car cette zone avait toujours été le moins puissant des maquis. Autant dire qu'au milieu de l'été 1960, à l'intérieur des frontières algériennes, il ne restait plus rien de la rébellion. Ou plutôt si : seul subsistait, selon le mot acerbe du Général, « *une poignée de jusqu'au-boutistes et d'irrécupérables, scorpions fossilisés dans les entrailles des djebels, une fricassée de desperados qui ne représentent ni ne menacent plus qu'eux-mêmes.* »

Parfaitement informé de la situation politico-militaire, le Général disait vrai. Le FLN ne résidait plus, pour l'essentiel, qu'à l'extérieur, dans un exil douillet. Au Caire, à Tunis ou à Rabat, Benkhedda, Boumédiène et Bouteflika goûtaient aux délices de la guerre en chambre. Le commandant Si Salah et

ses lieutenants, exposés au feu français depuis des années, et avec une intensité redoublée depuis 1958, les appelaient avec mépris « *les déserteurs* ». Il est vrai que ces hôtes choyés des instances internationales menaient grand train, copieusement stipendiés par Washington aussi bien que par Moscou et Pékin.

C'est dans ce contexte que survint le ralliement de la wilaya IV. Mais l'affaire n'eut d'abord pas lieu au grand jour. Elle fut le fruit de plusieurs mois de discussions et d'entrevues secrètes entre Si Salah et De Gaulle. L'opération avait été échafaudée de bout en bout par les services secrets de l'Armée. Nom de code : « *Opération Tilsitt* ».

La première de ces rencontres avait eu lieu dans le plus grand secret à l'Élysée, le 10 juin 1960. Arrivé à Rambouillet la veille dans un avion militaire spécialement affrété, Si Salah, accompagné de ses lieutenants Si Mohammed et Lakhdar, fut reçu par le président de la République le lendemain soir.

Lorsqu'ils pénétrèrent dans le Salon doré, les trois hommes se mirent immédiatement au garde-à-vous devant le Général qui, pour l'occasion, avait revêtu l'uniforme. Le père de la Nation les passa en revue silencieusement, puis donna doucement l'accolade à chacun d'entre eux, en commençant par Si Salah.

Leur ayant proposé un cigare, le Général prit le temps d'allumer le sien et d'aider ses hôtes à allumer les leurs. Après quelques remarques aimables sur le goût des Havane, De Gaulle entra dans le vif du sujet. Deux heures durant, il exposa passionnément ses projets et affirma sa détermination à « *tenir les promesses séculaires de la France en Algérie, première étape de desseins plus vastes* ». Joint à sa bonhomie et à la douce âcreté des *Roméo et Juliette*, son verbe suscita l'approbation sans réserve de ses interlocuteurs. À leurs multiples questions, le Général refusa néanmoins de répondre. Il se borna à leur demander de « *faire confiance à De Gaulle* » et de « *déposer les armes sans conditions, puisque les conditions, vous les connaissez, elles sont inchangées depuis mai 1958, et je vous prie de bien vouloir le faire savoir et d'y*

prendre votre part. ». Enfin, il leur promit de les revoir toutes les deux semaines, afin de suivre « *ensemble* » le déroulement « *fidèle* » des événements. Les trois représentants de la rébellion approuvèrent ce calendrier et ses modalités.

Au moment de prendre congé, il leur serra longuement la main, en promettant qu'il ne traiterait avec le FLN qu'à condition d'un ralliement immédiat à la paix et à la concorde « *selon les modalités ici définies* », et qu'il reverrait Si Salah, Si Mohammed et Lakhdar exactement quinze jours plus tard dans les mêmes circonstances, à l'Élysée, « *pour que le contact soit maintenu étroitement et les bons auspices assurés, par les engagements tenus et la confiance développée encore davantage* ». Si le président rabâchait, c'était pour enfoncer le clou. Puis il donna à nouveau l'accolade, plus longuement, aux trois délégués de l'ALN qu'il étreignit l'un après l'autre, « *comme un vieux père embrasse ses enfants chéris* » (Si Mohammed).

Au-delà des rituels et des papouilles, cette entrevue secrète débouchait sur un tournant majeur. Tout à coup, avec le ralliement de Si Salah, c'est le FLN de l'intérieur, c'est-à-dire le FLN combattant qui, en bloc, avait rejoint le camp gaullien. Du même coup, le FLN de l'extérieur, c'est-à-dire le FLN diplomatique, était privé de l'essentiel de ses soutiens algériens. Non seulement au plan militaire, mais mieux encore, au plan idéologique. La rébellion s'effondrait.

Le 28 septembre 1960, sur le perron de l'Élysée, à l'issue d'un entretien d'une heure et demie avec le président de Gaulle, entretien cette fois annoncé à grand renfort de publicité dans toute la presse française et en particulier à la télévision, Si Salah entouré de ses principaux lieutenants et étrangement flanqué du Ministre conseiller Léopold Sédar Senghor, lâcha cruellement devant une nuée de photographes :

« Ce qu'est le FLN aujourd'hui, en vérité ? Un ramassis d'histrions, plus habitués à s'enivrer de champagne et à se bâfrer de saumon fumé qu'à prendre des balles dans la peau. Il est plus confortable de jouir des biens de la Terre et de se

payer de mots, que de souffrir et de mourir en défendant le petit peuple et les intérêts supérieurs de l'Algérie. Il n'est jamais simple de lâcher un fonds de commerce qui coûte si peu et nourrit si bien ».

Les historiens s'accordent à considérer cette déclaration comme la date de la « *dislocation du FLN* ».

Après ce qui apparut rapidement comme la dernière « *bataille* » de la guerre d'Algérie, le FLN ne survécut plus que sous la forme d'un petit groupe d'exilés, réduit à l'indépendantisme verbal. Seuls çà et là se poursuivirent des assassinats sporadiques, souvent d'ailleurs des règlements de comptes au détriment d'anciens pro-FLN s'obstinant à refuser la paix.

La grue du *France*

Pendant que dans l'ombre se déroulait l'affaire Si Salah, De Gaulle avait continué, dans une lumière maximale, d'inaugurer les créations de la IV^e République. Après le pont de Tancarville, le plus long d'Europe, en juillet 1959, et avant l'impressionnante aérogare sud d'Orly en février 1961, le Général présida, le 11 mai 1960, le baptême du *France*, le plus grand paquebot du monde, avec ses 315 mètres de longueur.

Sous un ciel étrangement lumineux, le spectre d'Yvonne de Gaulle planait, immense, sur le port de Saint-Nazaire. Deux mois à peine s'étaient écoulés depuis la tragédie de Pontarlier. Une foule compacte couvrait les quais. Au micro de la RTF, commentant la cérémonie, Léon Zitrone expliqua d'un ton feutré : « *Cette sorte de naissance [du paquebot France] s'annonce comme une fête pour réchauffer les cœurs, en particulier celui, meurtri, du général de Gaulle, en même temps que celui de tous les Français* ». Nul n'ignorait que le Président vivait mal la mort de sa femme. Le 8 mai, à un journaliste australien qui s'enquérissait de son état d'esprit lorsqu'il lancerait « *la traditionnelle bouteille de champagne contre la coque de ce fleuron de la construction navale fran-*

çaise », De Gaulle avait répondu, très sombre, la voix légèrement chevrotante : « *J'irai respirer l'air du vaste Atlantique, qui m'accompagnera dans l'accomplissement de ce deuil dont l'ombre pèse encore sur la conscience nationale* »...

Lorsque le Général apparut sur le port, le teint blafard dans le grand costume noir qu'il portait chaque jour depuis deux mois, une clameur parcourut la foule. Faisant fi des mises en garde des services de sécurité, le Veuf traversa la cohue en serrant les mains des hommes et en embrassant les femmes. Puis il rejoignit les officiels qui l'attendaient au pied du gigantesque navire. Il serra longuement la main du maire de Saint-Nazaire, François Blancho (SFIO), puis se tourna vers le préfet de Loire-Atlantique, Pierre Trouillé, pour le saluer. À cet instant, un agent de sécurité, Hervé Le Glougnec, se jeta sur le Général. Avant qu'il ait pu l'atteindre, une énorme poutrelle métallique s'abattit sur le plus illustre des Français. Le fracas assourdissant de l'acier et le cri de milliers de voix couvrirent une double détonation. Comme les hurlements s'élevaient de toute part, debout bien que légèrement blessé au gros orteil gauche, encore une fois miraculé, Charles de Gaulle lâcha, impavide :

« *Ces filochards m'ont encore manqué.* »

Au demeurant, en percutant le sol, la poutrelle avait bel et bien tué. Outre le corps complètement broyé de l'agent Le Glougnec, on releva les dépouilles de François Blancho et de l'excellent Pierre Trouillé, moins chanceux que Charles de Gaulle, pourtant visé. Cinq autres personnes furent grièvement blessées, une trentaine plus légèrement.

Le grutier, Louis Perraud, avait manifestement cherché à tenter à la vie du Président en lâchant sur lui la poutrelle. Il fut retrouvé dans l'habitacle de l'engin, son crâne aux trois quarts emporté par deux balles explosives. Les auteurs des coups de feu ne furent jamais identifiés.

Au moment des faits, Michel Debré, à Matignon, recevait deux journalistes du *Monde*. En plein entretien, son conseiller

Constantin Melnik fit irruption dans le bureau, l'air catastrophé : « *Le Président vient d'échapper à un nouvel attentat. Il n'a rien !* » Debré fut immédiatement saisi de violents tremblements, engloutit un verre d'eau de Vichy et finit par soupirer, blanc comme l'albâtre :

« *Dieu soit loué, il est vivant...* »

Debré implose

Michel Debré avait à peu près la même couleur lorsqu'il apprit, quatre mois plus tard, cette fois par voie de presse, la reddition de Si Salah et des autres chefs de wilayas. L'article qu'il avait sous les yeux expliquait que « *le ralliement de ce grand commandant rebelle [était] le fruit de tractations secrètes, directement conduites par le président de Gaulle* ». Ces pourparlers, expliquait encore le journal, avaient lieu « *depuis des mois* ».

Épouvanté, Debré demanda immédiatement une entrevue au chef de l'État. Comment le Général allait-il justifier ce nouveau coup de théâtre tramé dans les coulisses, et surtout à son insu ? Une chose semblait certaine : par cette opération improbable, De Gaulle portait un coup terrible, et peut-être fatal, à la rébellion FLN. Ne risquait-il pas, du même coup, d'enterrer définitivement l'Algérie algérienne ? Oserait-il encore soutenir que ce tout ceci servait, *in fine*, le « *dégagement* » ? Quel toupet lui faudrait-il pour présenter pareil séisme fusionniste comme une énième étape biscornue vers l'indépendance finale des départements nord-africains ? Le FLN faisait pourtant partie du plan concocté avec les frères Dulles, il devait même en être un des instruments, l'une des clefs ! Évidemment, satisfaire la soif d'égalité des indigènes d'Algérie était une facilité bien tentante. C'était s'assurer le soutien populaire sur les deux rives de la Méditerranée, en offrant la paix comme

cadeau Bonux. Pourtant, Debré connaissait trop bien les convictions, les obsessions viscérales du Général. Il était inconcevable qu'il pût trahir le Pacte. Restait qu'une fois de plus, le président l'avait tenu à l'écart, et que cela se soldait par une nouvelle étape dans ce qui devenait une véritable politique de Gribouille. Une idée fulgurante lui traversa alors l'esprit : le Général était-il gâteux ?

Toutes les questions semblaient se résoudre dans cette dernière hypothèse. Le Premier ministre décrocha son téléphone. Porté par une dureté dont il goûta l'audace, Debré s'entendit annoncer au Président qu'il « *voulait* » le voir « *d'urgence* », « *eu égard à l'affaire Si Salah* », crut-il bon de préciser. Au bout du fil, De Gaulle ne parut pas se formaliser de ce ton cavalier et lui accorda sur-le-champ l'entrevue.

*

* *

C'est un Michel Debré enhardi qui, quelques instants plus tard, s'engouffra dans le Salon doré. Une nouvelle fois, rien ne filtra de cette audience. Aucun des deux hommes n'en a jamais livré le moindre récit. Seul le témoignage de Madeleine de Ratigné et d'Edmée Chérasse, religieuses en visite ce jour-là à l'Élysée, permet de reconstituer, d'ailleurs très approximativement, la teneur de l'échange.

Selon les souvenirs concordants des deux femmes, derrière la porte du Salon doré, on entendit d'abord la voix de Debré monter progressivement dans les aigus, puis s'apaiser en suivant de lentes ondulations, avant de s'agiter à nouveau, jusqu'à un bref cri. Enfin, la voix du Premier ministre se tut, longuement.

La symphonie en sourdine de Debré et son couinement final avaient accouché d'un silence que le gigantesque ouragan gaullien engloutit peu à peu. À la fin de l'interminable crescendo, les hurlements du Général parurent faire bouger la porte. Et soudain on n'entendit plus rien. Ou plutôt si. On

devina que Debré psalmodiait une interminable litanie de pleurs. Cette symphonie liquide dura quelques minutes. La voix de Charles de Gaulle alors résonna à nouveau, plus calme, mais toujours scandée et forte. Trente secondes de silence encore, et l'on vit le « *rat Micquet* » sortir du bureau, se tenant la tête, les traits déformés par les larmes, tremblant. « *Le regard perdu dans le bois du parquet* » (Edmée Chérasse).

Le Grand-Croix Si Salah

Présenté comme le héros de la France nouvelle, le commandant Si Salah fut invité par le groupe UNR à venir expliquer son « *ralliement* » devant l'Assemblée nationale.

Ce 14 octobre 1960, face à l'hémicycle plein comme un œuf, le Commandant impressionna. La sincérité poignante qui se dégageait de son discours et de sa personne tint, une heure durant, les députés en haleine.

Il commença par rendre hommage aux combattants des deux camps, qu'ils fussent « *loyalistes* » ou « *indépendantistes* ». Il rappela leur « *lutte fratricide autant qu'absurde* » pour « *un idéal en réalité commun* ». Puis l'orateur algérien salua « *la France, cette France qu'un homme comme moi croyait morte, c'est pour cela que j'avais pris les armes contre celle qui n'était pas Elle et qu'Elle n'est plus, tout comme moi, de ce fait, je n'étais plus moi, et le suis, de ce fait, à nouveau aujourd'hui, avec Elle, grâce à Elle, et grâce au général de Gaulle* ».

Sous un tonnerre d'applaudissements et d'acclamations, pendant cinq longues minutes, Si Salah pleura dans les bras du Premier ministre Debré, qui se fabriqua un regard faussement doux et un sourire plein de petits mouvements de bouche.

Trois semaines plus tard, le 11 novembre 1960, Si Salah reçut à l'Élysée la grand-croix de la Légion d'Honneur, des propres mains du général de Gaulle. Celui-ci, manifestement

très ému, le qualifia de « *chevalier de France et fils de nos fières provinces d'Algérie* ».

La presse se passionna pour la trajectoire de cet homme exceptionnel, ce « *héros providentiel* » (Raoul Girardet) qui avait su s'attirer les grâces des masses populaires en même temps que celles de la représentation nationale. « *Agent de la rupture avec la rébellion dont il fut l'étoile indomptable, voici le glaive indépendantiste inégalé devenu l'archange de la fraternité et de la France retrouvées* », s'enthousiasmait *L'Écho d'Alger*. De son côté, *L'Écho d'Oran* surenchérisait, comparant Si Salah à « *un nouvel Abd el-Kader* ». *Le Monde*, quant à lui, parla de Si Salah comme d'une « *incarnation du FLN ralliée à la France* », *Le Figaro* préférant invoquer un « *héraut de la dignité* ». Fidèle à sa ligne habituelle, *L'Humanité* dénonça « *la glorification de la trahison* », tandis que *Témoignage Chrétien* pointa « *un homme, hier présenté comme criminel, désormais érigé en modèle* ».

Au-delà des sincérités et des hypocrisies des uns et des autres, avec un demi-siècle de recul, la totalité des historiens s'accordent à reconnaître dans l'affaire Si Salah un coup joué de main de maître par Charles de Gaulle, qui sonna ainsi le glas de la sécession algérienne. Et qui provoqua, en réaction, l'ire de Washington, par la bouche d'Allen Dulles. Pour des développements aux conséquences incalculables.

En définitive, comme le note Marc Ferro, « *si l'épisode entraîna la rupture avec les États-Unis, il fut surtout marqué, au plan intérieur, par la chute de Michel Debré, sans préjudice des liens qui unissaient ce dernier aux précédents* ».

Malgré ses simagrées.

Le Général et l'espace

Le président de la République ne se bornait pas à piloter en expert le vaisseau France entre les récifs escarpés de la diplomatie internationale. Il veillait aussi à doter ce grand navire des moyens de sa défense.

En en reprenant les commandes, le Général avait expliqué à André Malraux :

« Il est entendu que la réorientation de notre politique nationale est la pierre de touche du salut, non seulement du Pays, mais aussi du monde. Si l'on va au fond des choses, il s'agit de remettre la marche des événements en conformité avec la tradition séculaire de la France que, naguère encore, mes prédécesseurs trahissaient allègrement. Les choses étant ce qu'elles sont, la vocation de la République est nécessairement universelle. Je n'ai rien inventé. Or pour empêcher les foutriquets de s'opposer à notre renaissance, il nous faut disposer des moyens de destruction moderne. Non pour nous en servir, mais pour dissuader urbi et orbi de nous chercher des noises, ou de nous mettre trop directement des bâtons dans les roues. Je n'ai pas oublié Suez. »

Dès 1959, De Gaulle créa la Société pour l'Étude et la Réalisation d'Engins Balistiques (SEREB). Il la chargea de mettre au point les propulseurs de la Force nucléaire stratégique (FNS), que la IV^e République avait mise en chantier en 1956. Les missiles nucléaires qu'il s'agissait de construire devaient, selon le vœu du Général, *« équiper aussi bien nos avions que nos sous-marins, et bientôt nos fusées »*.

Le premier bombardier Mirage IV fut présenté au Président à l'occasion du salon du Bourget de 1959. La grâce de l'appareil, sa puissance en vol impressionnèrent tous les spectateurs. Ayant à l'esprit que l'avion serait, par la volonté

gaullienne, bientôt équipé de missiles atomiques, André Malraux s'écria pendant la démonstration, subjugué : « *Ce n'est pas un aéroplane, c'est un rapace surnaturel !* »

Le 13 février 1960, la première explosion nucléaire française eut lieu à Reggane, dans le Sahara algérien. L'année suivante, au centre d'essai de Colomb-Béchar (Algérie), la fusée AGATE prit son envol, première de la série des « *Pierres Précieuses* ».

« D'ici deux ans, nous serons en mesure de corriger l'ennemi à n'importe quel endroit du globe. Nous verrons bien si d'aucuns s'aviseront, alors, de venir nous chercher des morpions dans le train », confia de Gaulle au général Salan, avant de préciser : « *La défense a deux vocations : l'une militaire, l'autre symbolique. Dans cet esprit, il convient que nous disposions d'un arsenal qui nous permette, si nécessaire, de frapper vite et fort. C'est ce que j'attends de la force nucléaire dont je dote la France. Mais il faut aussi que nous ayons dans notre escarcelle les machines du spectacle. La IV^e [République], dans l'un de ses rares accès de lucidité, avait envisagé d'équiper la Royale de cinq porte-avions. C'était bien le minimum, puisque nous avons des positions à défendre tout autour du globe, sur les trois océans. Eh bien moi, De Gaulle, je dis qu'il faut à la France, en ces domaines, une marge de manœuvre. C'est pourquoi notre marine disposera de sept porte-avions, en plus des deux [le Clemenceau et le Foch] qu'elle possède déjà. Ces bâtiments supplémentaires devront tous être construits d'ici douze ans. Ce n'est pas très compliqué, puisque toutes les études et les savoir-faire sont prêts. Au fond, il nous suffit de donner au Clemenceau et au Foch une ribambelle de petits frères... »*

Le calendrier fixé par le Général fut tenu. Les sept « *navires-frères* » sortirent successivement des chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire : le *Nkoué Mbali* (1962), l'*Abd el-Kader* (1964), le *Vercingétorix* (1965), le *Savorgnan de Brazza* (1967), le *Khmer* (1969), le *Faidherbe* et le *Lyautey* (1971).

Une fratrie navale qui s'étofferait encore un peu, par la suite. Et serait appelée à jouer un rôle essentiel au service de l'éblouissant génie gaullien.

Dulles vs De Gaulle

Dès octobre 1958, avec l'affaire gabonaise, Debré et ses complices eussent dû voir venir le coup. Plutôt que de saper les fondations de la république franco-africaine et de la faire éclater en petits morceaux, le Général arrimait patiemment tous ses membres. Le programme défini dans ses discours d'Alger et de Mostaganem, les 4 et 6 juin 1958, avait d'abord été appliqué a minima. Puis, au fil des mois, de plus en plus résolument. On sait que le « *Pacte* » avec les Dulles prévoyait que le président De Gaulle incurverait sa ligne et ferait finalement volte-face sur la question de l'Intégration. Le Plan, en trois grandes étapes, consistait d'abord à promettre la rénovation pour mieux acculer les territoires d'Afrique noire à l'indépendance. L'Algérie ainsi réduite à une exception, il serait aisé de l'évincer à son tour. Or au contraire, « *le Goupil des Deux-Églises* », comme il aimait à se surnommer lui-même, tenait une à une les promesses fraternelles et égalitaires qui lui avaient permis de s'emparer du pouvoir, et il multipliait les gestes historiques scellant l'unité franco-ultramarine. Pareils tête-à-queue dans le tête-à-queue ne pouvaient laisser ses commanditaires sans réaction.

Le 19 novembre 1960, à Washington, une semaine après la décoration de Si Salah, Allen Dulles convoqua la presse. Il était particulièrement inhabituel que le chef de la CIA prît ainsi la parole, surtout pour adopter des positions politiques hostiles à un allié. Devant le gratin des journalistes internationaux, le survivant des frères Dulles – son aîné, John Foster Dulles, était mort du cancer le 24 mai 1959 – livra un entretien-fleuve qui fut reproduit in-extenso, aussi bien dans le *New York Times* que dans les principaux organes de la presse européenne mais aussi soviétique et chinoise.

Depuis plus de deux ans, le patron des services secrets états-uniens ne tarissait pas d'éloges pour le général de Gaulle, dont il vantait la « *clairvoyance* » et la « *sagesse* ». Avec une âpreté qui surprit, il dénonça ce jour-là « *la trahison du président de Gaulle vis-à-vis de l'allié américain, au mépris des garanties qu'il avait toujours données confidentiellement, à moi-même ainsi qu'à mon regretté frère [John Foster Dulles, secrétaire d'État], mais aussi au président Eisenhower, garanties démocratiques conformes à l'esprit de la Charte de l'Atlantique et au nom desquelles il avait obtenu notre appui en 1958, pour une politique de rénovation et de progrès, de liberté par l'indépendance, en Algérie comme en Afrique noire* ».

Particulièrement offensif, Allen Dulles déplora que « *en lieu et place de cette nouvelle frontière démocratique, on assiste depuis deux ans et demi à une lente dérive fondée sur la manipulation de populations illettrées par la faute même du régime colonial. Le pouvoir français exploite cyniquement la crédulité des masses pour asseoir la domination de la France sur ses colonies. (...) Derrière l'Intégration dont se gargarise le régime, c'est le vieux rêve chimérique et orgueilleux de la France, c'est-à-dire l'assimilation, qui resurgit en Algérie. Nous ne pouvons que constater et déplorer l'évolution de notre allié français vers un type jusque-là inconnu de dictature. À notre plus grand regret [to our biggest pity], le général de Gaulle, avec la complicité d'officiers réactionnaires et d'habiles propagandistes, cherche à instaurer en France, vieux pays de liberté, une sorte de fascisme nouveau [renewed fascism]. Oubliant par folie nationaliste tous ses combats de la Seconde Guerre mondiale, au mépris de toutes les traditions vraiment françaises, ne reculant devant aucune manipulation, M. de Gaulle se joue de l'opinion publique et des instances internationales. Il met en avant une ménagerie d'hommes de paille au service d'une cause révoltante, et trahit la confiance que le peuple français avait placée en lui en 1958. On voit maintenant qu'il ne tient aucun compte des réserves de son Premier ministre, l'ancien grand résistant Michel Debré. Le*

masque est maintenant [right now] tombé, la dérive illégale et criminelle de cette nouvelle tyrannie dont M. de Gaulle est le maître, contre toutes les garanties qu'il nous avait données, voilà ce contre quoi nous avons le devoir de défendre la France, l'Algérie, l'Afrique et le reste du monde. »

Le jour même, le président Eisenhower reçut deux journalistes du *New York Times*.

« N'est-il pas incongru que M. le chef de la CIA prenne publiquement des positions en rupture avec notre politique et aux dépens d'un allié de première importance ? » demandèrent à deux voix, faussement insolents, les journalistes. À quoi l'hôte de la Maison-Blanche répondit : *« Le directeur Dulles a bien fait de prendre la parole. Il était le mieux qualifié pour le faire. Il connaît personnellement M. de Gaulle. Il fut son interlocuteur de longue haleine tout au long des mois et des années qui préparèrent son retour au pouvoir. »* Les journalistes relancèrent : *« Vous voulez dire que c'est vous et MM. John Foster et Allen Dulles qui avez permis le retour de Charles de Gaulle au pouvoir en France en 1958 ? »* *« C'est exactement ce que je voulais dire, et j'en tiens toutes les preuves à votre disposition »,* rétorqua Dwight Eisenhower. Avant d'ajouter : *« Je suis préoccupé par l'attitude insensée du président français [French president]. J'espère que M. de Gaulle va revenir à la raison, et qu'il respectera le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. J'espère de tout mon cœur qu'il va enfin promouvoir la liberté et l'émancipation des peuples jusqu'ici colonisés et opprimés [colonized and oppressed]. »*

Dès le lendemain, le président de Gaulle répliqua par courriers officiels estampillés, pour la première fois, *« République Franco-Africaine »*. Ce communiqué fut adressé aux principaux organes de presse américains, européens, soviétiques, chinois et mondiaux.

On pouvait notamment y lire :

« (...) étant ce qu'elle est, ma politique démontre, jour après jour, mois après mois, le vrai sens de mes réflexions en leur temps, quand on sait à qui j'avais affaire, s'agissant en particulier de M. Allen Dulles (...). Quant au félon Debré, s'il fut jamais résistant, lui qui servit si longtemps Vichy¹⁹, l'ambition seule le guidait. Jamais je ne fus sa dupe. »

Sans l'ombre d'un doute, un séisme était en cours...

Vastes chambardements

À l'appui de ces communications et comme en réponse à ces révélations, *Le Monde*, un peu désorienté, titra au prix d'un gracieux euphémisme : « *Le ton monte entre Paris et Washington* ».

Le 19 novembre 1960, à l'heure même où Allen Dulles donnait sa conférence de presse, Michel Debré était courbé sur son bureau de Matignon. Premier ministre en rupture, le « *rat Micquet* » écrivait fiévreusement sa lettre de démission. Il comptait la rendre publique en fin d'après-midi, devant la presse convoquée en urgence. Dans ces trois pages au vitriol, il dénonçait « *l'échec et la dictature cousue de faux-semblants de Charles de Gaulle* » et le « *jeu de dupes et de manipulation dont sont victimes les Algériens et les Africains autant que les Français* ».

Interpellé par dix agents du SDECE qui firent irruption dans la pièce les armes à la main, Debré fut aussitôt mis en état d'arrestation et incarcéré à la Santé pour « *terrorisme* », tandis que sa lettre était mise sous scellés. Condamné à mort par le tribunal onze mois plus tard, le 13 octobre 1961, le premier chef du gouvernement de la Ve République bénéficia, au dernier moment, de la grâce présidentielle, sur intervention expresse de son successeur, l'ancien député Léopold Sédar Senghor. Sa peine fut commuée en prison à vie.

Outre une demi-douzaine de ministres – Maurice Couve de Murville, Edmond Michelet, Robert Buron, Roger Frey, Louis Joxe, Louis Terrenoire et Pierre Messmer furent condamnés, pour haute trahison, à la réclusion perpétuelle –, plusieurs collaborateurs de Michel Debré, ainsi qu’une cinquantaine de hauts fonctionnaires, dont beaucoup lui étaient notoirement acquis, furent également arrêtés et déférés devant la justice. Une vingtaine d’entre eux furent lourdement condamnés, dont le très proche « *conseiller technique* » de Debré, Constantin Melnik. Ce dernier, qualifié par le procureur d’« *agent de la CIA* », assurait depuis 1959 la liaison entre le cabinet du Premier ministre et le SDECE, puisque les services secrets avaient été placés directement sous l’autorité de Matignon. Placer un agent états-unien comme interface entre le cabinet du chef du gouvernement et les « *services* », quel meilleur gage de confiance donner à l’Oncle Sam et aux frères Dulles ? La Haute Cour infligea à Melnik la peine capitale pour « *atteinte à la sûreté de l’État, subversion et espionnage au profit d’une puissance étrangère* ». Lui seul se vit refuser la grâce présidentielle.

Mais ce que Pierre Viansson-Ponté a appelé « *la Grande purge gaullienne* » ne s’abattit pas que sur des politiques et des hauts fonctionnaires. Plusieurs intellectuels, aujourd’hui totalement tombés dans les oubliettes mais dont le renom était alors grand, en firent aussi les frais. En particulier Raymond Aron, dont le procès fut l’occasion d’un « *grand déballage* » au cours duquel « *les incroyables ramifications du poulpe états-unien* » (Philippe Labro) furent étalées au grand jour.

D’emblée, le procureur présenta cet intellectuel de droite, alors très célèbre, comme « *un agent américain érigé en publiciste de la subversion.* » Puis il donna lecture de plusieurs passages de *La Tragédie algérienne*, petit ouvrage publié par Aron en 1957, qu’il qualifia de « *brûlot antirépublicain qui contestait la francité de nos compatriotes musulmans d’Algérie au nom d’effarantes considérations raciales et religieuses*²⁰ ». Dénonçant une « *entreprise pleine de duplicité* », il rappela que ce chantre du libéralisme « *hypnotisé par Washington* » s’était

fait quelques années plus tôt le « promoteur de l'indépendance algérienne pour une toute autre raison ». Il expliqua ainsi que dans un précédent livre, *L'Opium des Intellectuels* (1954), le même Aron avait développé la « théorie pernicieuse, connue sous le nom de "complexe hollandais", selon laquelle les Pays-Bas avaient tiré un lucratif avantage de l'indépendance de leur colonie indonésienne ». Au fil d'une analyse implacable, le procureur démontra que « la prétendue pensée de M. Aron recyclait en réalité servilement de malignes élucubrations anglo-saxonnes » apparues « initialement », au début des années 1950, « dans la presse britannique, en particulier *The Economist* et *The Banker* ». Poursuivant sa dissection, il indiqua que cet « échafaudage subversif » fut repris, dès 1955, dans la revue *Entreprise*, lancée en 1953 par Humbert Frèrejean de Chavagneux et Didier W. Rémon. Complétant le puzzle, il rappela que ces deux hommes avaient fondé, dès 1946, grâce à un financement de l'initiative « *Mission France* » du plan Marshall, la revue *Réalités*. Celle-ci, « luxueuse publication en couleurs » tirée d'emblée à 160 000 exemplaires, devint rapidement « un puissant instrument de promotion de la culture américaine et d'influence politique états-unienne en France et en Europe ». L'accusation précisa « à l'adresse de ceux qui n'auraient pas bien saisi la nature de cette généalogie éditoriale », que « la revue *Entreprise* n'était que le prolongement de la revue *Réalités* ». Enfin, il fut pointé que, parallèlement et la même année 1955, « ladite théorie du complexe hollandais » avait également été défendue par *Les Échos* du « très américanophile » Émile Servan-Schreiber, le père de Jean-Jacques. Ce dernier, au cours des années suivantes, prit lui aussi fait et cause pour la sécession algérienne dans son hebdomadaire *L'Express*, « mais cette fois sous des prétextes politiques et prétendument humanistes, le père et le fils s'étant manifestement réparti les rôles ». Le procureur insista sur le fait que cette « ligne destructrice, déguisée tantôt en doctrine économique, tantôt en doctrine progressiste », avait par la suite fait florès sous le nom « cartiérisme », du nom du journaliste Raymond Cartier, lui-même sous influence états-unienne, qui s'en fit le vulgarisateur

zélé, notamment dans les colonnes de *Paris Match*, avec sa fameuse formule « *la Corrèze avant le Zambèze* ». À l'époque, nota le procureur, beaucoup de chefs politiques et d'intellectuels africains s'étaient « élevés » contre cette « *propagande délétère* », qu'ils avaient « *dénoncée comme une volonté métropolitaine d'abandonner, par égoïsme, l'Afrique au sous-développement* », « *sans toujours y déceler, du reste, la main agissante de Washington et de Londres* ».

Outre cette mise au jour de la vraie nature du « *complexe hollandais* », appelé aussi « *métropolisme* » mais qu'on nommerait mieux, en France, « *aronisme* », c'est une autre révélation du tribunal qui provoqua la stupéfaction générale : il fut démontré que c'est Michel Debré en personne qui avait présenté Constantin Melnik à Raymond Aron après la guerre, tandis que « *c'est par l'entremise d'Aron que Melnik entra en 1953 à la Rand Corporation, succursale officieuse de la CIA, qu'il ne quitta que pour rejoindre Debré à Matignon, en 1959, avec la bénédiction d'Allen Dulles* ».

La boucle était bouclée...

*

**

L'intelligentsia de droite, incarnée par Raymond Aron, ne fut pas la seule cible de la justice gaullienne. La gauche entra, elle aussi, dans son collimateur, en la personne du soi-disant philosophe Jean-Paul Sartre.

Ancien condisciple et vrai-faux frère ennemi d'Aron à l'École Normale supérieure (ENS), l'agitateur communiste fut décrit par le procureur comme un « *opportuniste professionnel* » dont les « *collusions objectives avec Aron ainsi qu'avec le FLN* » algérien n'étaient, toujours selon les termes de l'accusation, « *un mystère pour personne* ». « *M. Sartre, ne pouvant se prévaloir d'aucun acte de résistance pendant la dernière guerre [1939-1945], suspect de complaisance à l'égard de l'occupant nazi, lui qui joue*

aujourd'hui le héros contre son propre pays dans la mouvance de l'Union Soviétique », estima, non sans cruauté et peut-être avec quelque exagération, le président du tribunal. Poursuivant sa charge, il rappela que, dès novembre 1955, *Les Temps modernes*, « revue fondée et dirigée par M. Jean-Paul Sartre », titra « *contre toute raison et de parfaite mauvaise foi* » : « *L'Algérie n'est pas la France* ». Il rappela également que l'auteur de *La Nausée* fut « *lié au réseau des porteurs de valises* » (transport de fonds, trafic de faux papiers, hébergement d'activistes) « *au profit du FLN terroriste dans les départements d'Algérie aussi bien qu'en métropole* ».

Arrêtés le même jour, Aron et Sartre furent jugés coupables et condamnés huit mois plus tard à trente ans de réclusion criminelle. Le premier pour « *espionnage et trahison* », le second pour « *intelligence avec l'ennemi* ».

De Gaulle accueillit sobrement ces verdicts :

« La République règle ses comptes. Il ne m'appartient pas de commenter, mais simplement d'observer que justice a été rendue. »

L'opinion publique et la quasi-totalité de la presse partageaient cet avis...

L'affaire Elizabeth Law-Higgins

La crise franco-états-unienne eut un épilogue. Un événement pour le moins spectaculaire, survenu le 21 novembre 1960, et qui serait lourd de conséquence pour l'avenir.

Au croisement de la 34^e rue et de la 5^e avenue, à deux pas de Central Park, une Lincoln continental s'arrêta doucement. Allen Dulles en descendit pour sa promenade bihebdomadaire.

Un peu plus loin sur le trottoir, une jeune Afro-Américaine originaire du Sud, Elizabeth Law-Higgins, extrêmement belle,

déambule l'air dégagé. Au dernier moment, elle accélère le pas, dévie sa trajectoire et se poste devant Dulles. Les yeux plongés dans les siens, sans mot dire, elle enfonce le canon de son Beretta sous sa côte gauche et tire à cinq reprises.

Alors que le vieillard se tordait de douleur à terre, le visage affreusement convulsé, elle se pencha sur lui, le regarda avec un effrayant sourire, puis hurla d'une voix d'ouragan : « *Remember Toussaint Louverture and our holy France !* » (« *Rappelle-toi Toussaint Louverture et de notre sainte France !* ») La tête de Dulles éclata comme une pastèque.

Treize jours s'étaient écoulés depuis l'élection de John Fitzgerald Kennedy à la présidence des États-Unis, et moins de soixante-douze heures avaient sonné depuis la chute de Michel Debré.

Au demeurant, jamais l'implication des services secrets français (SDECE) dans l'élimination du patron de la CIA ne put être démontrée.

L'opposition à De Gaulle : URSS et PCF, Mendès France et Mitterrand

De leur côté, les Soviétiques, pourtant rompus aux exercices de codage, d'encodage et de décodage, mirent longtemps à voir clair dans le jeu de Charles de Gaulle. Il est vrai qu'au cours des années 1957-1958, contrairement à la CIA, le KGB n'avait pas su grand-chose des projets du Français. Pourtant, précocement, dès octobre 1956, Gaston Palewski avait rendu quelques visites discrètes à l'ambassadeur d'URSS à Paris, Serge Vinogradov. Sous le sceau de la plus complète confiance, il avait informé le diplomate soviétique que le Général pourrait bien, à la faveur des événements, revenir un jour prochain au pouvoir. Palewski avait précisé que dans ce

cas, la voie des négociations serait ouverte avec les rebelles algériens, afin d'évaluer avec eux les conditions d'une nécessaire évolution vers l'indépendance des départements d'Afrique du Nord. Immédiatement prévenu par Vinogradov, le Kremlin accueillit les dires de l'émissaire gaullien avec la plus extrême circonspection. On était en 1956, et les Soviétiques savaient De Gaulle complètement oublié, ignoré dans l'exil et le silence. C'est pourquoi un an et demi plus tard, en mai 1958, à l'inverse des Américains qui applaudissaient « *comme des otaries dressées* » (De Gaulle), les Russes réagirent avec la plus grande méfiance à l'« *opération Résurrection* ». Face à Charles de Gaulle posé en champion de l'Algérie française et semblant s'opposer au grand mouvement des indépendances, Khrouchtchev ordonna au Parti Communiste Français (PCF) de s'élever le plus bruyamment possible.

Le 28 mai 1958, sur les Champs-Élysées, une vaste foule vint clamer son hostilité à De Gaulle. Si, parmi les manifestants, on reconnaissait Pierre Mendès France et François Mitterrand, les communistes formèrent le plus gros du cortège qui criait sa fidélité à « *la République en danger* ». Dans la mesure où le progressisme le plus radical, seul capable de maintenir la puissance française, menaçait de s'emparer du pouvoir, il convenait de lui accoler l'étiquette la plus répugnante : « *Le fascisme ne passera pas !* »

Arc de Triomphe en ligne de mire, les drapeaux rouges et les banderoles scandant les slogans du Parti s'agitaient derrière Maurice Thorez, Maurice Leroy, Auguste Gillot, Waldeck Rochet et Jacques Duclos. Les serviteurs de la cause soviétique en France étaient vent debout contre la « *réaction* », l'abjecte « *dictature* » que De Gaulle, à n'en pas douter, s'appropriait à imposer au pays... Place de la Concorde, on en vit même qui, au nom de la lutte contre Hitler et Mussolini ressuscités, armés de petites carabines, attendaient les parachutistes de pied ferme. Heureusement pour eux, aucun bataillon de choc n'eut besoin de sauter sur Paris.

Deux ans après la grande manifestation des Champs-Élysées, tandis qu'Allen Dulles et le Général échangeaient des noms d'oiseaux par presse interposée, Mendès et Mitterrand, chacun à sa manière, rallièrent soudain ouvertement la politique du nouveau gouvernement. À la différence du PCF qui trouva son salut selon des voies moins accortes...

*

* *

Le 20 novembre 1960, Pierre Mendès France fut reçu à l'Élysée. Au terme de deux heures d'entretien avec le Général dans le Salon doré, l'ancien président du Conseil, très détendu et souriant, déclara sur le perron de l'Élysée :

« Avec deux années de recul, quelle que soit la rive de la Méditerranée sur laquelle mon regard se porte, je ne peux que constater que le retour au pouvoir du président de Gaulle est, en définitive, une excellente chose pour la République et pour la France. Dans ces conditions, continuer de m'opposer à l'Homme du 18 juin, qui n'a jamais renié sa parole et qui affirme jour après jour sa fidélité à la République et à la France, n'aurait plus de sens. C'eût même été une faute. »

Bien que François Mitterrand ne bénéficiât point encore de la faveur gaullienne, il expliqua ainsi son ralliement, dans son fameux ouvrage, *La République au défi* :

« Chacun m'en est témoin, j'ai toujours dit que la France du XXI^e siècle serait africaine ou ne serait pas. Il m'a toujours semblé qu'une politique audacieuse et généreuse, conforme à la tradition de la République, pourrait nous permettre de maintenir unité et grandeur, des plaines des Flandres jusqu'aux bouches du Congo. C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'avec Pierre Mendès France, dès 1955, nous avons nommé Jacques Soustelle gouverneur général d'Algérie, avec pour mission d'engager les réformes nécessaires dans nos provinces nord-africaines, qui posaient à l'époque si ardemment cette question cruciale. Il y avait tant d'esprits à convaincre, à Alger

comme à Paris ! (...) J'observe que, depuis deux ans, Charles de Gaulle accomplit point par point notre programme. Je ne puis que m'en féliciter et l'en féliciter, et par conséquent l'appuyer dans cette voie de salut public. (...) Des gages, le président de Gaulle nous en a donnés de nombreux. Assez, en tout cas, pour nous rassurer, et suffisamment pour que nous puissions, dès maintenant, cesser de nous considérer, à cet égard mais non sur le reste, dans l'opposition. »

L'amertume des « *Dindons* »

Pour clore ce bref récit du premier mouvement de ce que l'historiographie mondiale a retenu sous le nom de « *Révolution de 58* », il n'est pas inutile de laisser la parole à deux représentants du « *club de Dindon de la Farce* » (Georges Bidault), qui crurent avoir trouvé en De Gaulle le moyen d'accomplir le destin blanciste de la France.

Maurice Couve de Murville confia à l'hebdomadaire *Marianne*, en mai 1997 :

« Je fais partie de ceux à qui de Gaulle parla beaucoup avant les événements de mai 1958. À chacun de mes passages en France, je mettais tout en œuvre pour le voir, à Paris ou à Colombey. (...) De Gaulle tenait les Algériens et les Africains dans le plus complet mépris. Les mots dont il se servait pour nous parler d'eux finissaient moi-même par me choquer. (...) Je n'ai jamais accordé aucun crédit à ceux qui affirment que c'est au contact physique de l'Algérie [en juin 1958], face aux foules autochtones et européennes qui fraternisaient dans la liesse, que De Gaulle, à soixante-sept ans, a changé d'avis. Cet homme était tout sauf un bouchon sur la mer. Et puis, on ne varie pas à cet âge, et encore moins sur de pareils sujets ! D'autant qu'il connaissait depuis longtemps l'Algérie, pour y

avoir séjourné pendant la guerre [1939-1945]. Je pense que ce diable d'homme avait, dès l'origine, l'idée chevillée au corps que, pour garder l'Algérie française, il faudrait nécessairement accorder la citoyenneté française à tous les indigènes. Et qu'il était résolu à le faire, coûte que coûte. Si, devant des gens comme moi, De Gaulle a pendant des années prétendu le contraire, c'était tout simplement pour que nous l'aidions à prendre le pouvoir. Et bêtement, naïvement, nous l'avons cru. Il avait raison de nous traiter d'olibrius (...). Quelque chose, pourtant, aurait dû nous mettre la puce à l'oreille. De Gaulle tenait beaucoup trop à la grandeur de la France pour sacrifier des pans entiers du territoire national sur l'autel d'une quelconque idéologie. D'autant qu'avec l'Algérie, notre colonne vertébrale en Afrique, c'est tout le continent qu'il eût fallu, d'une façon ou d'une autre, abandonner. (...) Mais cela, nous ne l'avons pas mesuré, ou plutôt nous n'avons pas voulu le mesurer. Sans doute avons-nous péché par orgueil. Chacun de nous s'est dit : il ne me mentirait pas, pas à moi ! (...) »

Pierre Messmer, autre victime de la Grande purge gaullienne, ne dit pas autre chose :

« La promesse de De Gaulle, le dégagement, ce second plan de Libération qu'il nous faisait miroiter, nous paraissait à portée de main. Tout le monde aujourd'hui l'a oublié mais à l'époque, en Algérie, l'idée d'indépendance n'était pas aussi marginale que l'affirment aujourd'hui tous les historiens officiels et leurs chantres dits intellectuels et médiatiques. Non, tous les musulmans n'étaient pas derrière De Gaulle ! J'affirme qu'un sur cinq, un sur six, ou au moins un sur dix et sans doute davantage, étaient encore favorables à la sécession. Même en Afrique noire, il s'en trouvait quelques-uns – en bien moins grand nombre, évidemment – pour rêver de voler de leurs propres ailes. En vous disant tout cela, j'ai bien conscience qu'il est difficile de me prendre au sérieux. Mais dites-vous bien que, depuis cette époque, la puissante propagande du régime a fait son œuvre, et bien au-delà de

l'Algérie. De nos jours, dans les grandes villes aussi bien que dans les douars les plus reculés, il ne se trouve plus un seul Algérien pour se souvenir qu'il a eu un grand-père favorable à l'indépendance. Tous jurent la main sur le cœur, avec de touchants accents de sincérité, qu'ils sont descendants de Harkis, de Moghaznis, de Caïds ou de militants de l'Intégration. Chacun fait le serment, à grand renfort d'anecdotes familiales, de son attachement atavique à la France, depuis au moins 1830. Au prix d'un récit appris par cœur sur les bancs de la République mais érigé en sincère mémoire collective, Abd el-Kader est présenté comme celui qui comprit la France et scella l'unité avec la Mère-Patrie reconnue et reconnaissante. Le mot Harki, lui-même, est devenu synonyme de Héros ! Tous assurent que leur famille s'est battue pour la Patrie et haïssait le FLN dont ils décrivent avec effroi les crimes les plus abominables. Chacun parle, la rage au cœur ou les yeux remplis de larmes, d'une grand-tante violée, torturée ou assassinée par les "Fellouzes". Tous célèbrent l'armée française toujours décrite comme glorieuse, protectrice et justicière, comme le rabâche la propagande officielle et unanime de notre régime depuis un demi-siècle. (...) Mais la plupart n'ont pas connu cette époque. Ils ne mentent donc pas, ils répètent simplement ce que leurs parents et l'État leur en ont dit ! Bien sûr, je ne nie pas que, parmi les musulmans d'Algérie, surtout après les événements de mai et juin 1958, il se trouvait une forte majorité de partisans de l'Algérie française. Mais je vous assure, en revanche, que les partisans de l'indépendance existaient aussi. Ceux-là, je le répète, ont toujours représenté un Arabe sur sept, sur huit, au minimum ! Il nous eût été facile, puisque nous disposions de l'Afrique noire, d'utiliser celle-ci comme un levier, pour ouvrir la voie. L'indépendance imposée aux territoires nègres que nous tenions d'une façon ou d'une autre à notre dévotion, aurait servi d'exemple à l'Algérie. L'Afrique noire évincée, les indépendantistes algériens mécaniquement enhardis se seraient dès lors multipliés à vue d'œil, j'en ai l'intime

conviction. À partir de là, nous aurions pu nous appuyer sur ce petit groupe d'activistes, les faire valoir, leur rendre de menus services, en les armant, en les finançant, en combattant secrètement à leurs côtés, jusqu'à coordonner nos forces avec les leurs. Ayant assuré leur promotion internationale, nous aurions pu négocier une indépendance rapide. Un champ libre qui aurait permis au FLN de faire rentrer les récalcitrants dans le rang, en rendant tout discours pro-français passible de la peine de mort. Comme bien d'autres, j'étais persuadé que De Gaulle, comme il nous en avait donné mille et une fois l'assurance, le ferait. Dois-je demander pardon d'avoir cru en la parole du général de Gaulle ? Dois-je m'excuser d'avoir pensé le chef de la France libre incapable de mentir ? Et surtout, à ce point ? Ma confiance en lui était absolue. »

(à suivre...)

ANNEXES

Annexe I

Discours de Charles de Gaulle, Alger, 4 juin 1958.

« Je vous ai compris ! Je sais ce qui s'est passé ici... Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la rénovation et de la fraternité...

Je dis la rénovation à tous égards. Mais très justement, vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà...

Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui d'un bout à l'autre, quelles que soient leurs communautés, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main...

Eh bien ! De tout cela je prends acte au nom de la France... et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants... il n'y a que des Français à part entière... des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs...

Cela signifie qu'il faut ouvrir des voies qui jusqu'à présent étaient fermées devant beaucoup.

Cela signifie qu'il faut donner les moyens de vivre à ceux qui ne les avaient pas...

Cela signifie qu'il faut reconnaître la dignité de ceux à qui on la contestait...

Cela veut dire qu'il faut assurer une patrie à ceux qui pouvaient douter d'en avoir une.

L'armée, l'armée française, cohérente, ardente, disciplinée, sous les ordres de ses chefs, l'armée éprouvée en tant de circonstances et qui n'en a pas moins accompli ici une œuvre magnifique de compréhension et de pacification, l'armée française a été sur cette terre le ferment, le témoin, et elle est le garant du mouvement qui s'y est développé. Elle a su endiguer le torrent pour en capter l'énergie. Je lui rends hommage. Je lui exprime ma confiance. Je compte sur elle pour aujourd'hui et pour demain.

Français à part entière dans un seul et même collège, nous allons le montrer, pas plus tard que dans trois mois dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider... auront à décider de leur propre destin...

Pour ces dix millions de Français-là, leurs suffrages compteront autant que les suffrages de tous les autres... Ils auront à désigner, à élire, je le répète en un seul collège, leurs représentants pour les Pouvoirs publics, comme le feront tous les autres Français...

Puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration, tous ceux de vos villes, de vos douars, de vos plaines, de vos djebels.

Puissent-ils même y participer ceux-là, qui par désespoir ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux, car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie... qu'il est courageux, mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide.

Moi, de Gaule, à ceux-là j'ouvre la porte de la réconciliation...

Jamais plus qu'ici et plus que ce soir, je n'ai senti combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux la France ! Vive la République ! Vive la France ! »

Annexe II

Discours de Charles de Gaulle, Mostaganem, 6 juin 1958. Face au Général, une foule à majorité arabo-berbère.

« La France entière, le monde entier, sont témoins de la preuve que Mostaganem apporte aujourd'hui que tous les Français d'Algérie sont les mêmes Français. Dix millions d'entre eux sont pareils, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Il est parti de cette terre magnifique d'Algérie un mouvement exemplaire de rénovation et de fraternité. Il s'est élevé de cette terre éprouvée et meurtrie un souffle admirable qui, par-dessus la mer, est venu passer sur la France entière pour lui rappeler quelle était sa vocation ici et ailleurs.

C'est grâce à cela que la France a renoncé à un système qui ne convenait ni à sa vocation, ni à son devoir, ni à sa grandeur. C'est à cause de cela, c'est d'abord à cause de vous qu'elle m'a mandaté pour renouveler ses institutions et pour l'entraîner, corps et âme, non plus vers les abîmes où elle courait mais vers les sommets du monde.

Mais, à ce que vous avez fait pour elle, elle doit répondre en faisant ici ce qui est son devoir, c'est-à-dire considérer qu'elle n'a, d'un bout à l'autre de l'Algérie, dans toutes les catégories, dans toutes les communautés qui peuplent cette terre, qu'une seule espèce d'enfants.

Il n'y a plus ici, je le proclame en son nom et je vous en donne ma parole, que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères qui marchent désormais dans la vie en se tenant par la main.

Une preuve va être fournie par l'Algérie tout entière que c'est cela qu'elle veut car, d'ici trois mois, tous les Français d'ici, les dix millions de Français d'ici, vont participer, au même titre, à l'expression de la volonté nationale par laquelle, à mon appel, la France fera connaître ce qu'elle veut pour renouveler ses institutions. Et puis ici, comme ailleurs, ses représentants seront librement élus et, avec ceux qui viendront ici, nous examinerons en concitoyens, en compatriotes, en frères, tout ce qu'il y a lieu de faire pour que l'avenir de l'Algérie soit, pour tous les enfants de France qui y vivent, ce qu'il doit être, c'est-à-dire prospère, heureux, pacifique et fraternel.

À ceux, en particulier qui, par désespoir, ont cru devoir ouvrir le combat, je demande de revenir parmi les leurs, de prendre part librement, comme les autres, à l'expression de la volonté de tous ceux qui sont ici. Je leur garantis qu'ils peuvent le faire sans risque, honorablement.

Mostaganem, merci ! Merci du fond de mon cœur, c'est-à-dire du cœur d'un homme qui sait qu'il porte une des plus lourdes responsabilités de l'Histoire. Merci, merci, d'avoir témoigné pour moi en même temps que pour la France ! Vive Mostaganem ! Vive l'Algérie ! Vive la République ! Vive la France ! »

Le Général s'éloigne du micro.

La foule scande : « *Algérie française* ».

Le Général revient au micro et dit :

« *Vive l'Algérie française !* »

Annexe III

Extraits de « Propositions de mesures immédiates pour le département de la France d'outre-mer. (Possessions assimilées au territoire métropolitain, colonies, pays de protectorat). Le but : unité de la plus grande France. », publié dans Au service de la renaissance française, sous-titré Propositions du Parti communiste français relatives aux premières mesures à prendre lors de la libération par les différents départements ministériels. L'ouvrage, d'abord paru dans la clandestinité, fut publié aux Éditions du Parti communiste français en 1944.

On peut y lire, aux pages 104-113 :

« Il y a sans doute peu de domaines de l'activité nationale où la nécessité de réformes profondes se fasse autant sentir que dans les choses de la France d'outre-mer. Le but à atteindre est clair : unité et intégrité de la plus grande France, des Antilles à Madagascar, de Dakar et de Casablanca à l'Indochine et à l'Océanie. Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands États, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses, en consentant soit à des détournements politiques, soit à de trop grandes concessions économiques. (...) Demain, l'idée de la grandeur française sortira renouvelée de ces six années d'abaissement qui ont commencé aux sombres jours de Munich ; notre peuple prendra conscience de l'étendue de ses responsabilités sur toute la surface du globe comme il ne l'avait jamais fait dans le passé ; les choses d'outre-mer cesseront d'être le monopole de groupes de fonctionnaires et de soldats, sinon la proie d'une clique d'affairistes. La nation dans sa totalité sentira que son autorité sur le continent européen – autorité dont ne dépendent rien de moins que sa sécurité et sa vie – est liée à la grandeur de son rôle mondial. (...) Étude de la participation des populations d'outre-mer (colons français et populations

indigènes) à la représentation nationale ; possibilité d'un corps représentatif spécial (Chambre de la France d'outre-mer) : électorat, éligibilité, compétence, rapport avec le parlement métropolitain, etc. Le mot d'ordre du régime de Pétain a été l'inverse : c'était la « décentralisation de l'Empire », et cette consigne soi-disant réaliste couvrait le refus d'une politique d'association véritable et d'assimilation progressive des populations d'outre-mer, refus qui conduisait à son tour au démembrement de « l'Empire » par les chemins, d'une part, de l'autonomie chère aux grands intérêts capitalistes et, d'autre part, du séparatisme indigène favorisé par l'évolution des indigènes dans une sphère fermée. (...) La question du statut politique futur des populations de nos territoires d'outre-mer n'est pas l'affaire des bureaux. C'est l'affaire de tout le pays, parce que les destinées du pays en dépendent littéralement. (...) Qu'il faille profiter du sens ravivé de la grandeur française dans l'opinion nationale pour recruter au lendemain de la guerre de jeunes hommes d'élite au service des fonctions coloniales, cela n'a guère besoin d'être démontré, mais cela est plus essentiel que tout ce qui précède. Du crédit renouvelé de l'idée de civilisation, de la ferveur qui l'entourera, il peut naître une vocation missionnaire, épurée chez des milliers d'hommes neufs, capables de réaliser avec foi, avec enthousiasme, la transformation grandiose et nécessaire que décrètera la Constituante. Cette élite du dévouement et de la conviction est pour une grande part dans l'armée en uniforme et sans uniforme, dans toutes les couches de cette double armée, y compris les plus populaires ; il faudra aller l'y chercher, donner à ceux de ses membres qui n'ont pas pu pousser leur instruction les moyens de le faire, montrer à la jeunesse, au moment où elle posera les armes, la beauté d'une œuvre qui consiste à briser les chaînes en scellant l'union des cœurs, à aider à relever la condition humaine de soixante-dix millions d'êtres, tout en fortifiant la France, lui faire entendre, à cette jeunesse triomphante, l'appel à une autre lutte et à une autre victoire pour la Patrie. La réorganisation de la France d'outre-mer vaudra, avant tout, ce que vaudront ses artisans, et il s'agit de choisir ceux qui y verront moins une carrière avec ses avantages qu'un apostolat exaltant, ceux qui regarderont vraiment comme des frères le docker de Dakar et le paysan d'Annam, ceux qui aimeront ces peuples, qui prendront la peine

d'apprendre la langue indigène et de se familiariser avec les coutumes locales, qui sauront vraiment rendre indestructibles l'unité de la plus grande France. »

Pourtant, moins de quinze ans plus tard, le 17 juillet 1958, à propos du référendum du 28 septembre sur la nouvelle constitution auquel devaient participer toutes les populations d'outre-mer en même temps que celles de métropole, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, déclara :

« (...) Nous ne parlons même pas des conditions bien particulières dans lesquelles le plébiscite doit se dérouler. Pourquoi, par exemple, quatre millions de musulmans d'Algérie, auxquels on refuse le droit de régler leurs propres affaires, doivent-ils déterminer le sort de la France ? Encore ne s'agira-t-il que d'une fiction, personne ne croyant à la sincérité d'un vote émis dans les conditions de l'état de siège, avec la suppression de toutes les libertés et sous le contrôle de la force armée. Bien plus : on annonce que tous les peuples d'outre-mer participeront au référendum. C'est la peur du peuple français qui a dicté cette décision. De toute façon, on ne réussira pas à intimider par de telles méthodes les masses républicaines de notre pays. Même si le général-président devait fabriquer une majorité avec les suffrages d'outre-mer tandis que le peuple français dirait non, ce ne sont pas les millions de voix rassemblées par les parachutistes et les gouverneurs des colonies qui pourraient décider du sort de la France ! (...) »

Rapport prononcé lors de la Conférence nationale du Parti communiste français, et paru dans « L'Humanité » le 18 juillet 1958.

Annexe IV

Extrait de *Les Deux Sources de la morale et de la religion* (1932) d'Henri Bergson, rééd. PUF, coll. « Quadrige », 1984, p. 329-331.

« L'homme ne se soulèvera au-dessus de terre que si un outillage puissant lui fournit le point d'appui. Il devra peser sur la matière s'il veut se détacher d'elle. En d'autres termes, la mystique appelle la mécanique. On ne l'a pas assez remarqué, parce que la mécanique, par un accident d'aiguillage a été lancée sur une voie au bout de laquelle étaient le bien-être exagéré et le luxe pour un certain nombre, plutôt que la libération pour tous. Nous sommes frappés du résultat accidentel, nous ne voyons pas le machinisme dans ce qu'il devrait être, dans ce qui en fait l'essence.

Allons plus loin. Si nos organes sont des instruments naturels, nos instruments sont par là même des organes artificiels. L'outil de l'ouvrier continue son bras ; l'outillage de l'humanité est donc un prolongement de son corps. La nature, en nous dotant d'une intelligence essentiellement fabricatrice, avait ainsi préparé pour nous un certain agrandissement. Mais des machines qui marchent au pétrole, au charbon, à la « houille blanche » et qui convertissent en mouvement des énergies potentielles accumulées pendant des millions d'années, sont venues donner à notre organisme une extension si vaste et une puissance si formidable, si disproportionnée à sa dimension et à sa force, que sûrement il n'en avait rien été prévu dans le plan de structure de notre espèce : ce fut une chance unique, la plus grande réussite matérielle de l'homme sur la planète. Une impulsion spirituelle avait peut-être été imprimée au début : l'extension s'était faite automatiquement, servie par le coup de pioche accidentel qui heurta sous terre un trésor miraculeux.

Or, dans ce corps démesurément grossi, l'âme reste ce qu'elle était, trop petite maintenant pour le remplir, trop faible pour le diriger. D'où le vide entre lui et elle. D'où les redoutables problèmes sociaux, politiques, internationaux, qui sont autant de définitions de ce vide et qui, pour le combler, provoquent aujourd'hui tant d'efforts désordonnés et inefficaces : il y faudrait de nouvelles réserves d'énergie potentielle, cette fois morale.

Ne nous bornons donc pas à dire, comme nous le faisons plus haut, que la mystique appelle la mécanique. Ajoutons que le corps agrandi attend un supplément d'âme, et que la mécanique exigerait une mystique. Les origines de cette mécanique sont peut-être plus mystiques qu'on ne le croirait ; elle ne retrouvera sa direction vraie, elle ne rendra des services proportionnés à sa puissance, que si l'humanité qu'elle a courbée encore davantage vers la terre arrive par elle à se redresser, et à regarder le ciel. »

Notes

- 1 Homme politique français originaire du Niger. Il fut vice-président de l'Assemblée nationale (1957-1958) et ministre de la Culture (1965-1979).
- 2 Voir Annexes I et II, les discours d'Alger et de Mostaganem.
- 3 Voir Annexe III.
- 4 Adolf Hitler écrivait dans *Mein Kampf*, publié en 1925-1926 : « (...) la France est, et reste, l'ennemi que nous avons le plus à craindre. Ce peuple, qui tombe de plus en plus au niveau des nègres, met sourdement en danger (...) l'existence de la race blanche en Europe. Car la contamination provoquée par l'afflux de sang nègre sur le Rhin, au cœur de l'Europe, (...) en infectant la race blanche avec le sang d'une basse humanité (...) est un péché contre l'existence de l'humanité blanche (...). [L']envahissement [de la France] par les nègres fait des progrès si rapides que l'on peut vraiment parler de la naissance d'un État africain sur le sol de l'Europe. » Lire également *Influences et postérité hitlériennes dans l'Occident pré-gaullien* de Pierre-André Taguieff, Ring, 2016, p. 18. Voir aussi le plus acide *Gaullo Hitlerus* de Philippe Muray, conversations avec Élisabeth Lévy, Fayard, 2005.
- 5 Publication défendant farouchement l'Algérie française, où Michel Debré, le 29 novembre 1957, évoquait avec véhémence « nos derniers atouts, l'Algérie, le Sahara, sans lesquels il n'y a plus de chances françaises dans le monde ». Dans la même veine, Michel Debré signa notamment, dans *L'Écho d'Alger* du 6 décembre 1957, un article enflammé fustigeant les partisans de l'abandon, « *Alerte aux Algériens, ou les chemins de la trahison* ». *Le Courrier de la Colère* fut pour beaucoup dans la réputation d'« ultra » de l'Algérie française qui, à la veille des événements de mai 1958, collait à la peau de son principal rédacteur.
- 6 La Boisserie, résidence du Général à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne), est aujourd'hui transformée en musée interactif. Il accueille chaque année un million de visiteurs venus du monde entier.
- 7 Allen Dulles (1893-1960), financier et diplomate, dirigea la CIA de 1953 à 1960.
- 8 « *C'est la neutralité complice des députés communistes qui permet à Pierre Pflimlin d'obtenir l'investiture. Ce mariage de la carpe et du lapin trancha la question aux yeux de la rue algéroise. Quoi de plus éloquent, en effet, que ces noces rampantes entre un PCF connu pour ses collusions contournées avec les sécessionnistes de tout poil, selon l'ordre de Moscou, et le très catholique Pierre Pflimlin, soucieux de protéger la fille aînée de l'Église des fâcheux mélanges mahométans, avec la bénédiction du Vatican ? Ces convictions, le très matérialiste Maurice Thorez les partageait lui aussi. Sur place, l'archevêque d'Alger, Monseigneur Duval, résolument favorable à l'indépendance algérienne sous les auspices du Saint-Siège, veillait au grain, aux côtés d'innombrables « progressistes » anti-français stipendiés par le Parti. Ainsi se rencontraient les intérêts de celui qui croyait au ciel et de ceux qui n'y croyaient pas...* », Pierre-Henri Nguyen-Diop, *Le Rocher des Trahisons*, Plon, 2004, pp.71-72.
- 9 « *Indépendamment des crédits affectés à la propagande du plan Marshall et de l'aide apportée aux mouvements fédéralistes européens liés à la démocratie chrétienne, les dollars ont coulé à flots, tout au long des années 1950, dans les caisses des organisations syndicales et des partis politiques français. Officiellement pour endiguer l'influence communiste. Plus largement pour disposer de relais d'influence à toute épreuve. Cette stratégie repose sur un*

quatuor inséparable : les frères Allen et John Foster Dulles à Washington (...) et leurs deux envoyés spéciaux à Paris, Irving Brown et David Dubinsky. (...) Brown est un syndicaliste américain passé en 1943 au service de l'OSS puis de son épigone, la CIA. (...) C'est à lui qu'appartient la tâche d'isoler le parti communiste et la CGT en finançant massivement leurs concurrents 'réformistes' [en particulier FO], mais aussi les trotskistes [notamment l'OCI de Pierre Lambert]. (...) David Dubinsky (...) finance, lui, les socialistes. (...) De Léon Blum à Daniel Meyer en passant par Robert Verdier, la plupart des dirigeants de la SFIO ont sollicité son aide (...), que ce soit pour renflouer le parti ou les caisses de son quotidien, Le Populaire. (...) Le (...) 28 mai [1958], Eisenhower approuve le plan et, devant le Conseil national de Sécurité américain réuni au grand complet en présence d'Allen Dulles (...) [qui] demande aussitôt à l'un de ses émissaires, Dean Brown, spécialisé dans les relations avec les parlementaires socialistes, de 'traiter' les plus récalcitrants d'entre eux. L'éloquence de Brown a-t-elle suffi ou celui-ci a-t-il dû recourir, comme naguère, à des arguments plus matériels en direction des malentendants ? Le 1^{er} juin, en tout cas, le groupe socialiste se divise, une moitié ralliant De Gaulle derrière Guy Mollet, l'autre dénonçant avec François Mitterrand un coup d'État. », Éric Branca, *L'ami américain, Washington contre De Gaulle, 1940-1969*, Perrin, 2017. Guy Mollet, pour justifier son retournement et son ralliement à De Gaulle, préférera présenter le Général comme un rempart au « gouvernement des colonels » [sic]...

- 10 Né de mère « américaine, d'origine française et huguenote », lié depuis sa jeunesse à l'ambassade des États-Unis, très apprécié du puissant général George Marshall, « meilleur ami » de son père, et de Dwight « Ike » Eisenhower depuis Seconde Guerre mondiale, le comte Alexandre de Marenches (1921-1995) raconte le rôle singulier qu'il tint comme agent gaulliste pendant la Révolution de 58 : « Un jour [en mai 1958], passant dans le quartier de l'hôtel Matignon, je décidai brusquement d'y entrer et, remettant ma carte de visite à un huissier, je demandai à voir le directeur de cabinet de M. Pflimlin, président du Conseil. Cette démarche saugrenue porta ses fruits car je fus reçu aimablement dans le bureau situé au milieu de l'hôtel et dont l'élégant balcon, orné d'un beau fer forgé, surplombe le centre de la cour d'honneur. Je lui exposai que la situation interne de la France me paraissait grave et, qu'à moins d'un miracle, nous allions assister à la fin du régime. Je développai cette idée et conclus que je ne voyais à ce moment qu'un homme qui puisse nous éviter l'anarchie ou la guerre civile : le général de Gaulle. Le directeur trouva que j'avais l'air bien au courant des affaires et me demanda si j'avais une idée des intentions de celui-ci. Et, comme il s'inquiétait un instant plus tard de savoir pourquoi je semblais quelque peu informé, je lui dis le plus simplement du monde : "J'étais hier dans le bureau du Général, à Colombey-les-Deux-Églises." Silence dans les rangs ! comme on disait dans la vieille armée. Je pris congé après lui avoir fait remarquer qu'un arrangement valait mieux que de se retrouver éventuellement barbotant dans la Seine. Je me souviens que, descendant le vaste escalier en pierre, je m'attendais à chaque instant à entendre derrière moi des pas précipités, des gardes qui devaient, me semble-t-il, être dépêchés pour m'arrêter. Il ne se passa rien. C'est ainsi que je fis la connaissance de M. Jean Lecanuet. » Alexandre de Marenches, entretiens avec Christine Ockrent, *Dans le Secret des Princes*, Stock, 1986, p. 97.

- 11 Pour le texte intégral du Discours d'Alger, voir Annexe I.
- 12 Pour le texte intégral du Discours de Mostaganem, voir Annexe II.
- 13 Voir notamment Jacques Soustelle, *De Gaulle vivant*, Plon, 1989.
- 14 Le Général avait vu le jour dans la préfecture du département du Nord, le 22 novembre 1890.
- 15 « *Qui est, qui fut Floric ? Nul heureux n'a su déchiffrer le sens de ce joyau de l'érudition gaullienne, ni identifier l'origine de cette fascinante référence – mythologie celte, antiquité gréco-latine, haut Moyen Âge ? – dont c'est ici, toute encyclopédie compulsée, la seule occurrence, et qui demeure à ce jour une énigme.* » Max Gallo, *Le Mystère De Gaulle*, Gallimard, 2002, p. 101.
- 16 Paul Rivet (1876-1958) n'eut pas le bonheur de vivre les événements de Mai 1958, puisqu'il mourut le 21 mars de la même année. Dans une tribune « testament » publiée dans *Le Monde* daté du 1^{er} février 1957, le grand ethnologue expliquait : « *Notre génération a cru que l'indépendance était un remède à tous les maux, une panacée contre les injustices et les misères humaines... L'indépendance ne sera une réalité que le jour où les affligentes inégalités entre les hommes, tant au point de vue culturel qu'au point de vue économique, auront été largement atténuées. Je viens d'accomplir un tour du monde... J'ai vu d'immenses villes où des êtres humains naissent, vivent et meurent dans la rue... Partout la misère matérielle s'associe à la misère intellectuelle. La Bolivie compte 70% d'analphabètes, les Indes 88%. Les pays où vivent ces hommes sont indépendants, mais eux, ils ne sont pas et ne peuvent être libres... Ces populations déshéritées, qui parviennent à l'indépendance, sont menacées de sombrer dans le désordre et l'anarchie et de ce fait exposées à subir la dictature d'un homme ou d'une minorité. Toute l'histoire des cinquante dernières années démontre à l'évidence cette troublante et cruelle vérité. Indépendantes, elles ignorent la vraie liberté. L'indépendance leur assure l'accès à des grandes organisations internationales où elles deviennent les égales des nations les plus développées, celles dont l'évolution a élevé au maximum le niveau économique et culturel... Les représentants de ces nouveaux États, bien que n'exprimant que l'opinion de leurs gouvernements et non pas de leurs peuples, n'en sont pas moins les plus diserts et les plus péremptoirs dans leurs jugements et leurs conceptions. En face de cette faconde et de cette assurance, les nations de l'Europe occidentale, qui pendant si longtemps on fait preuve d'un complexe de supériorité, se présentent maintenant avec une attitude de coupables. On croirait qu'elles cherchent à se faire pardonner la supériorité sociale et économique que l'ancienneté de leur civilisation et un concours de circonstances historiques favorables leur ont assuré. En butte à des attaques parfois justes, souvent exagérées, toujours violentes, elles négligent le rôle de guide que l'expérience leur impose.* » Cité par François Méjan in *Le Vatican contre la France d'outre-mer ?*, Librairie Fischbacher, 1957, pp. 19-20.
- 17 Le 1^{er} décembre 1944, à Dakar, des dizaines de tirailleurs sénégalais qui refusaient de rentrer dans leurs villages avant d'avoir touché le paiement de leurs arriérés de solde, furent massacrés par l'armée française.
- 18 Minuscule péripétie, à Dakar, pendant le discours du Président, quelques centaines d'excités encouragés par Valdiodio Ndiaye, brandirent des pancartes favorables à l'indépendance. Plutôt que de les ignorer, De Gaulle lança, impavide : « *Aux porteurs de pancartes, je veux leur dire ceci : s'ils veulent l'indépendance, qu'ils la prennent, le 28 septembre [lors du référendum sur la*

Communauté franco-africaine] (...) *Mais s'ils ne la prennent pas, alors qu'ils fassent ce que la France leur offre, la Communauté franco-africaine !* » La saillie gaullienne jeta l'effroi dans la foule qui, aussitôt, hurla sa fidélité au Général et à la France, faisant taire la poignée de trublions. Un mois plus tard, lors du référendum du 28 septembre, le Sénégal vota OUI en faveur de la communauté, à la majorité écrasante de 97,6%. Bien des années plus tard, devenu secrétaire d'État aux Armées (1966-1971), Valdiodio Ndiaye expliqua ainsi ses positions de jeunesse : « *Le mot indépendance était à la mode et les plus francisés d'entre nous, dont je faisais partie depuis mes études au lycée Faidherbe de Saint-Louis et mon passage à l'université de Montpellier [comme étudiant en Droit à la fin des années 1940 et au début des années 1950], en avaient fait leur mot magique. Sans nous en apercevoir, du haut de toute notre jeunesse, nous étions les marionnettes de la IV^e République, qui avait laissé les facultés métropolitaines se transformer en foyers d'endoctrinement indépendantiste pour étudiants africains. À l'époque, dans les universités de métropoles, les agents communistes étaient nombreux. Ils nous travaillaient dans ce sens jour après jour, sous l'œil complaisant des autorités. Lorsque nous rentrions au pays, c'est au fond en agents métropolitains que nous nous comportions. Sous couvert de lutte anticolonialiste et de subversion, nous abondions, à notre corps défendant, dans le sens du Système. Nous étions des outils fabriqués, manipulés pour mettre l'Afrique au ban de la République. (...) Certes, nous étions dupes, mais je dois le souligner, dans certaines limites. Ce mot indépendance qui était notre antienne n'avait pas le contenu restrictif que d'aucuns, à Paris, s'ingéniaient alors à lui prêter. Dois-je vous rappeler que notre aîné Sékou Touré, dans son fameux discours de Conakry en août 1958, avait martelé devant le Général le mot indépendance, mais pour lui donner un contenu fédéral ? Et puis, au-delà de tous les raisonnements, nous les Sénégalais sommes Français depuis quatre siècles. Faut-il vraiment s'étonner que les Africains de plus vieille souche française soient aussi parmi les plus rebelles et les plus ardents défenseurs de l'égalité ? (...)* ». Entretien accordé au journal *Le Monde*, 14 février 1973.

- 19 Membre du Conseil d'État depuis 1935, Michel Debré y est nommé maître des requêtes par Joseph Barthélémy en 1942, après avoir prêté serment au maréchal Pétain. Il n'entre dans la Résistance qu'en février 1943.
- 20 On peut notamment y lire : « *La Tunisie et le Maroc sont indépendants. L'Algérie, bien qu'elle n'ait pas la même tradition nationale que les deux protectorats, ne peut pas ne pas prendre conscience d'elle-même. Elle peut recevoir demain un statut différent de celui de la Tunisie et du Maroc. Elle ne peut plus être partie intégrante de la France. La constitution d'une unité politique algérienne est inévitable. L'intégration, quelque sens que l'on donne à ce mot, n'est plus praticable. Une représentation algérienne à l'Assemblée nationale, proportionnelle à la population, est le plus sûr moyen d'achever la ruine du régime. Le taux de croissance démographique est trop différent des deux côtés de la Méditerranée pour que ces peuples, de races et de religions autres, puissent être fraction d'une même communauté.* » Raymond Aron, *La Tragédie algérienne*, Plon, 1957, pp. 24-25.

TABLE

Prologue

I.

Prémices de la Révolution ou le temps des dupes

Mémoires trahis – De Sud en Nord – De Nord en Sud – D’Est en Ouest – Le masque et les « *cacahuètes* » de l’*Intégration* – Anthropologie et Intégration – L’Intégration selon Soustelle – Les ennemis de l’Intégration – Le bébé et l’eau du bain – Le micmac de Mai – La « *Révolution de 58* » – « *À nous deux, Alger !* » – Le Plan de Constantine – Scolarité, santé, égalité – le « *miracle* » algérien – Vraies et fausses bannières – Le « *chemin de croix* » de Michel Debré – « *Un rocher de cristal surplombant les nuages* » – « *Ici et ailleurs* » – Afrique subsaharienne : la tournée triomphale – « *N’Gol* » à Dakar – L’expérience gabonaise – La « *Glorieuse de Soixante* » – La citerne de Pontarlier – « *Le monstre paiera* » – Rebiha Khebtani parle – L’« *Opération Tilsitt* » – La grue du *France* – Debré implose – Le Grand-Croix Si Salah – Le Général et l’espace – Dulles vs De Gaulle – Vastes chambardements – L’affaire Elizabeth Law-Higgins – L’opposition à De Gaulle : URSS et PCF, Mendès France et Mitterrand – L’amertume des « *Dindons* ».

II.

Deuxième mouvement de la Révolution ou le ministère Senghor

Le « *grand tournant* » – Le gouvernement Senghor : Départements en cascade – L'abbé Youlou s'enflamme, Senghor réagit – Réaction en chaîne – Le Plan Senghor-Bidault pour l'Éducation – Le ralliement de Ruben Um Nyobè – La « *French-African fever* » (« *fièvre franco-africaine* ») – Liza Liberty – L'affaire Dulles (suite) – L'hommage de la République à « *Liza* » – L'affaire Spellini – Robert Schuman dans le box – De Gaulle l'Allemand – « *Plusieurs générations l'auraient peut-être permis...* » – Senghor vs USA – L'Amérique nègre se soulève – « *Dixie* » s'embrase à son tour – Divinations élyséennes – Retour du Laos – Tournée fraternelle en Indochine – De Gaulle et l'espace – « *Ce Johnson est un plaffieux* » – Les lataniers du Sikorsky – Le « *dossier du Deccan* » – La théorie gaullienne des « *agglomérations* » – L'affaire Krasucki – Le procès de Krasu – L'affaire La Boisserie.

III.

Troisième mouvement de la Révolution ou le ministère Lévi-Strauss

« *Mademoiselle Lama* » – La présidentielle de 1965 – L'anthropologie à Matignon – Le souper de Versailles – La nouvelle capitale – Le réveil tunisien – Maroc, chat échaudé – « *Vive le Québec libre !* » – « *La question cruciale de la religion* » – Protection des cultures, « *ICF* » et « *CUI* » – La piquêre du Val-de-Grâce – De Gaulle, Éros et Thanatos – PCG vs PCF – Le tandem Krasucki-Mitterrand – Roosevelt selon De Gaulle – Les « *Plus Grandes Commémorations* » – De Gaulle vs Johnson – Métamorphose de l'Algérie – La sociologie algérienne selon Bourdieu.

IV.

Quatrième mouvement de la Révolution ou le ministère Abbas

L'ironie de Sirius – L'Algérie poursuit son ascension – Écologie gaullienne : le discours de Tamanrasset – Vers l'Afrique industrielle – Le cas Mobutu – Razzia au Fezzan – La Tunisie rattachiste – Le dégel marocain – Images de presse – Vraie-fausse présidentielle – Le triomphe de Bourgault – De Dixie en Washingtonie – « *Krasu-le-Rouge* » – Art : le « *Réalisme gaullien* » – L'« *Opération Séoud* » – « *Le malheur qui nous fut épargné* ».

V.

Cinquième mouvement de la Révolution ou le ministère Phouma

Les « *provinces d'Asie* » au pouvoir – « *Cet étrange pays qu'est la France* » – Les espiègleries de Senghor – Ralliement du Viêt-Nam – Krasu toujours à l'œuvre – Le cas portugais – Le « *casus belli* » canadien – Le cas « *Albion* » – Le « *plan Cyrano* » – « *Le Péron français* » – « *Maturité de la démocratie* » – Les « *agglomérations* » selon Phouma... et Boganda – Surenchère dans la francophilie – La parabole de la tarente – De Gaulle eschatologue – « *Dans l'eau vivante de ses rivières...* » – Le caprice du Général – « *Saint-Gors* » et la mode de la « *poétisation* » des noms – Le drame intérieur.

Épilogue

« *La mort de la France* »

Annexe I

Discours de Charles de Gaulle,
Alger, 4 juin 1958.

Annexe II

Discours de Charles de Gaulle,
Mostaganem, 6 juin 1958.

Annexe III

Extraits de

« *Propositions de mesures immédiates pour
le département de la France d'outre-mer.* »
Éditions du Parti communiste français, 1944.

Annexe IV

Henri Bergson

*Les Deux Sources de la morale
et de la religion (1932)*

Notes